





# idées

## LES GRILLES DU TEMPS

### Entretien avec Cornelius Castoriadis

#### II. — Le socialisme, c'est l'exclusion de tout groupe dominant

Cornelius Castoriadis, dialoguant avec R. A. El Maleh, professeur de philosophie, a traité de la première partie de cet entretien du processus de bureaucratisation à l'Est et à l'Ouest. Il poursuit ici l'examen de l'économie selon Marx.

Vous évoquez les « lois » du marxisme. En quoi consistent-elles ?

— Considérons un exemple, en vérité, central. Marx croit pouvoir voir une loi de l'augmentation du taux d'exploitation sous le capitalisme (forcément parlant : que dans le rapport masse des profits-masse des salaires le premier terme augmente avec le temps). Or, pour qui ne s'avie pas volontairement, cette « loi » est démentie par les faits. Sur deux siècles d'histoire du capitalisme, les salaires réels ont augmenté, à long terme, au moins autant que la productivité du travail, autrement dit le taux d'exploitation est resté, au pire, constant. Pourquoi ? Essentiellement parce que les travailleurs ont lutté pour obtenir des augmentations des salaires réels, et les ont obtenues.

Si l'on revient à la théorie pour chercher la raison de l'erreur, on constate ce fait étonnant : la lutte des classes est absente du capital — plus exactement, elle n'existe que du côté du capitalisme, lequel gagne toujours. Et cela n'est pas une omission qui pourrait être corrigée ou complétée. Cette « absence » de la lutte des classes est l'élément rigoureux de la thèse explicite de Marx, axiome central de son analyse du capitalisme : la force de travail est une marchandise comme les autres (pour les aspects qui nous intéressent ici). Comme telle, elle a un « coût de production » déterminé et constant en termes matériels, et cependant que le rendement d'une journée de travail augmente continuellement, en fonction du progrès technique. (On en termes de « valeur » : la valeur produite par une journée de travail est, par définition, constante, cependant que la valeur unitaire des marchandises qui entrent dans la consommation suppose, constante, de la classe ouvrière, baisse avec le temps.)

Donc la différence entre les deux, que Marx appelle la plus-value, augmente avec le temps et, de même, le taux d'exploitation de la classe ouvrière. Tel est le raisonnement de Marx : raisonnement radicalement faux, indépendamment de toute falsification empirique. Faux, parce qu'il ignore, et doit ignorer, la résistance, la lutte des travailleurs — autrement dit, parce qu'il pose que la force de travail est une marchandise.

C'est un point que vous avez souligné depuis 1953 dans des textes sur la dynamique du capitalisme, et sur lequel vous êtes souvent revenu.

— En effet, il est évident, et ses ramifications sont sans fin. La force de travail n'est pas une marchandise pour ce qui est de sa « valeur d'échange ». Autrement dit, elle ne se vend pas. Elle est achetée par le capitalisme, mais elle ne se vend pas. Elle est achetée par le capitalisme, mais elle ne se vend pas. Elle est achetée par le capitalisme, mais elle ne se vend pas.

de ce qui se passera dans l'usine, de la résistance et de la lutte des ouvriers.

« Si la valeur d'échange n'a valeur d'usage du fait de la force de travail ne sont et ne peuvent être déterminés objectivement », indépendamment de l'activité des ouvriers et de leur lutte. Mais, comme tous les économistes — est obligé d'ignorer cet aspect, de poser la valeur d'échange et la valeur d'usage de la force de travail comme déterminées, indépendamment de l'activité des hommes. Comment construire un système de « lois » économiques, si la variable centrale du système est indéterminée ? Il doit donc adopter comme axiome théorique ce qui est la vision pratique du capitalisme.

#### L'imaginaire, le réel et le rationnel

Le moment est venu de parler des idées de création, d'auto-institution, d'imaginaire, qui parcourent, au moins depuis 1964, tous vos propos et tous vos travaux. S'agit-il d'un sens dans l'irrationnel ? L'imaginaire, est-ce une fiction, une vision phantasmagorique ? ou est-ce une révérence de l'utopie ?

— Dans le langage courant, on oppose l'imaginaire comme fiction à ce qui n'est pas fiction : le réel et le rationnel. Opposition claire pour la vie courante, mais qui, dans le langage de la philosophie, est fautive ; mais qui devient obscure et énigmatique si l'on commence à s'interroger. Qu'est-ce que le réel ? Lorsque l'on considère l'histoire, l'on constate que chaque société institue son réel. Ce qui est et n'est pas, ce qui existe et n'existe pas, varient d'une société à l'autre. Marx lui-même dit quelque part que l'apollon de Delphes était pour les Grecs une puissance aussi réelle que n'importe quelle autre. Il en est de même pour les esprits dans une société archaïque. Dans une société monothéiste, etc. De même, ce qui est « logique » et ce qui n'est pas, l'idée aussi de ce qu'est une « société », diffèrent d'une société à l'autre.

Il y a chaque fois institution de la réalité et de la rationalité par la société considérée. L'illustration la plus immédiate en est fournie par le langage. A la fois porteur et instrument essentiel de l'organisation du monde — du monde « naturel », social, des linéaments rationnels de toute réalité en général — le langage est historiquement institué, et chaque fois institué comme langage différent. Il n'existe pas de langage en général, de langage pur, de langage fondamental, dont les langues historiques seraient des exemplaires immorphes. Ce qui est commun à tous les langages ou bien est trivial, ou bien est absolument égaré, ou bien est le pouvoir de signifier, le faire-être d'un monde de significations.

De ces significations, les plus importantes n'ont pas de référent assignable, de correspondant réel ou rationnel : ce sont les significations sociales, qui tiennent ensemble toutes les autres, et la société considérée. Une telle signification est, par exemple, aujourd'hui la pseudo-« rationalité ». Chaque société est institution d'un monde, de ce qui est et n'est pas, et ce n'est pas de la sorte que le monde n'est pas plus marchandise pour ce qui est de sa « valeur d'usage » dans la production. Lorsqu'un capitaliste achète une tonne de charbon, il sait, pour un état donné de la technique, combien de calories il pourra en extraire. Lorsqu'il achète une journée de travail, il ne sait pas combien de gestes productifs et efficaces il pourra en extraire. Cela dépendra

capitalisme suppose intégration réalisée : la transformation de l'ouvrier en pur objet passif.

« Tout ce qui est dit dans le Capital suppose que le capitalisme a éliminé toute résistance de la classe ouvrière. Mais un tel capitalisme est une pure fiction, sans aucun fondé ; c'est le capital seul au monde, ce que j'appelle le roman solitaire du capital.

« Constater que la vision du capitalisme est la transformation de l'ouvrier en objet passif, est irréaliste, dévalue une problématique beaucoup plus profonde que celle de l'économie ». Problématique des besoins de nourriture, ce que j'ai appelé la contradiction fondamentale du capitalisme.

#### Cette création serait-elle donc arbitraire ?

— Je dis qu'elle n'est pas réductible : je ne dis pas qu'elle est absolument arbitraire. Par exemple, aucune société ne peut ignorer les besoins de nourriture, ce qui est la différence des sexes. Mais les hommes mangent des aliments historiquement institués, non pas des calories ; et les sexes sociaux sont tout autre chose que les sexes biologiques. Il y a élagage de la société sur la nature, non pas détermination de la société par la nature. La « nature » elle-même est chaque fois posée, représentée et agée différemment. Pour les Grecs anciens, elle est animée par les dieux, les dryades, les nymphes. Pour la société moderne, elle est matière inerte de la machine humaine. Le rapport entre la société et la nature est chaque fois posé et créé par la société considérée.

#### Après tout ce travail de critique et d'éducation, peut-on encore envisager un projet socialiste et révolutionnaire ?

— C'est ce que moyennant un tel travail nous pouvons comprendre, ce qu'est ce projet, son origine, son contenu, et nous situer par rapport à lui. Il n'y a pas de socialisme comme tel, nécessaire de l'histoire, pas plus que de science de la société garantissant son avènement et qui, entre les mains de ses « spécialistes », pourrait être projeté comme tel. Le projet socialiste est projet de création d'une nouvelle forme de société. Et il n'est effectivement comme une création historique, dans le sens que l'écriture d'une histoire d'hommes. Dès le début du dix-neuvième siècle, les ouvriers contestent l'institution établie de la société ; non seulement de la société industrielle, mais de toutes les sociétés dites « historiques ». Ils ne combattent pas seulement l'exploitation économique, mais la domination continue de la bourgeoisie sur un nouvel ordre fondé sur l'égalité, la liberté, la coopération. Dans et par l'activité de ces hommes, les significations significatives qui s'inscrivent dans de nouvelles formes d'organisation, et qui s'opposent au monde institué depuis des millénaires : le monde de l'histoire, le monde de l'inégalité, de la domination des uns par les autres.

Dans son évolution, ce mouvement ne tombe certes, de manière éphémère, au-delà de sa vision. Il se bureaucratise, adopte les modes d'organisation capitaliste, des significations correspondantes. Se reconstruit avec le marxisme — qui devient, dans beaucoup de pays, sa confiscation par le marxisme — un mouvement crucial dans cette évolution. Au niveau le plus profond, le marxisme devient en fait courroie de transmission des modes de pensée et d'organisation capitalistes dans le mouvement ouvrier (rationnelisme, hiérarchie, productivisme, primat de la pseudo-théorie, etc.).

« Mais le mouvement a continué, et il continue. Il a toujours la forme élémentaire de la résistance élémentaire de la résistance à l'exploitation et à l'aliénation auxquelles les soumet le système. Il se manifeste au grand jour, toujours, toujours la même vision, en Europe entre 1917 et 1923, en Espagne en 1936-1937, en Hongrie en 1956. Il est rejoint par d'autres mouvements de la même visée : le mouvement des jeunes — ce qui donne mal 1968 en France, le mouvement des femmes, le mouvement écologique.

Cette visée, on peut la formuler en un seul mot : la visée d'autonomie. Celle-ci implique la suppression des groupes dominants et des institutions qui instrumentent cette domination en premier lieu, l'Etat — la véritable auto-organisation des collectivités, l'auto-organisation de la société. Prise en son sens plein, cette visée d'autonomie signifie l'auto-institution explicite de la société. Pourquoi explicite ? Parce que la société est toujours auto-instituée, mais ne sait pas qu'elle l'est. Il faut partie de l'institution des sociétés telles qu'elles ont existé jusqu'ici, et du système de représentations qu'elles se donnent d'elles-mêmes, d'imputer cette institution à une instance autre et extérieure : à un héros mythique, à Dieu, aux lois de la nature ou aux exigences de la Raison. Or nous devons comprendre que nous ne pouvons pas fuir notre responsabilité quant à l'institution de la société que nous voulons, pas même en nous refusant à décrire la « Raison ». Nous voulons l'égalité, la liberté, la justice : cela n'est ni « rationnel » ni « irrationnel », c'est au-delà. Penser que les lois de l'histoire garantissent l'avènement d'une société juste (ou d'une société d'« être à la justice ») est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité.

« Mais le mouvement a continué, et il continue. Il a toujours la forme élémentaire de la résistance élémentaire de la résistance à l'exploitation et à l'aliénation auxquelles les soumet le système. Il se manifeste au grand jour, toujours, toujours la même vision, en Europe entre 1917 et 1923, en Espagne en 1936-1937, en Hongrie en 1956. Il est rejoint par d'autres mouvements de la même visée : le mouvement des jeunes — ce qui donne mal 1968 en France, le mouvement des femmes, le mouvement écologique.

1936-1937, en Hongrie en 1956. Il est rejoint par d'autres mouvements de la même visée : le mouvement des jeunes — ce qui donne mal 1968 en France, le mouvement des femmes, le mouvement écologique.

Cette visée, on peut la formuler en un seul mot : la visée d'autonomie. Celle-ci implique la suppression des groupes dominants et des institutions qui instrumentent cette domination en premier lieu, l'Etat — la véritable auto-organisation des collectivités, l'auto-organisation de la société. Prise en son sens plein, cette visée d'autonomie signifie l'auto-institution explicite de la société. Pourquoi explicite ? Parce que la société est toujours auto-instituée, mais ne sait pas qu'elle l'est. Il faut partie de l'institution des sociétés telles qu'elles ont existé jusqu'ici, et du système de représentations qu'elles se donnent d'elles-mêmes, d'imputer cette institution à une instance autre et extérieure : à un héros mythique, à Dieu, aux lois de la nature ou aux exigences de la Raison. Or nous devons comprendre que nous ne pouvons pas fuir notre responsabilité quant à l'institution de la société que nous voulons, pas même en nous refusant à décrire la « Raison ». Nous voulons l'égalité, la liberté, la justice : cela n'est ni « rationnel » ni « irrationnel », c'est au-delà. Penser que les lois de l'histoire garantissent l'avènement d'une société juste (ou d'une société d'« être à la justice ») est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité. Penser que la justice puisse être imposée par la nature, c'est une absurdité.

« Mais le mouvement a continué, et il continue. Il a toujours la forme élémentaire de la résistance élémentaire de la résistance à l'exploitation et à l'aliénation auxquelles les soumet le système. Il se manifeste au grand jour, toujours, toujours la même vision, en Europe entre 1917 et 1923, en Espagne en 1936-1937, en Hongrie en 1956. Il est rejoint par d'autres mouvements de la même visée : le mouvement des jeunes — ce qui donne mal 1968 en France, le mouvement des femmes, le mouvement écologique.

Propos recueillis par R. A. EL MALEH.

### Réponses à Germain Bazin...

M. Pierre Avril, professeur de sciences politiques à la Sorbonne, nous écrit :

M. Germain Bazin évoque dans le Monde du 25 novembre sous le titre « Et si Rousseau avait raison ? » les thèses de Lorenz et de Robert Aron sur l'agressivité humaine. Il leur reproche de n'avoir pas distingué l'agressivité biologique, « bête », de l'agressivité « humaine » (P.R.O.M.). C'est à ce propos que la guerre est une « institution culturelle » (« Warfare », le mot n'est pas dans le dictionnaire, mais il est dans le langage courant). The Social Contract, New York 1970. Si on ajoute que le titre de ce dernier livre est un homme de Rousseau, dont il a découvert le pessimisme à travers les travaux de Roger D. Masters, on ne peut qu'en conclure que votre correspondant simplifie faussement les termes d'un débat qui mérite davantage d'attention.

La réponse de M. Germain Bazin :

L'observation de M. Pierre Avril relative au Social Contract d'Arden ne touche pas au fond de mon article, motivé par la perception de la contradiction française de son livre Et la chasse ou l'homme, faisant suite à celle des Enfants de Caba. Sans doute la question n'est-elle pas, en effet, aussi simple : mais elle se résout, cependant, à distinguer le moment de révolution, où l'agressivité « bête », ou « humaine », au service de la vie, qui, sans accident, a un caractère interspécifique, se transforme en agressivité « maligne », autodestruction de l'espèce, qui est propre à l'homme. Arden affirme avec force, et donne un tour dramatique à son propos, que ce fut au temps où l'homme devint carnivore, donc chasseur, que ce comportement une sorte de « péché originel » de la race humaine. Mais il semble bien, à paradoxer, que ce fut la conséquence du fait que de prédateur il se fit cultivateur, c'est-à-dire qu'il donna plus d'importance

### « Une sortie socialiste de la crise »

Professeur à l'U.E.R. d'économie politique de l'université de Paris-VIII, membre de la commission économique du parti socialiste, M. Michel Beaud nous écrit à propos de l'article de Jacques Gallus paru dans le Monde daté 27-28 novembre.

Quand le secrétaire de la commission économique du parti socialiste publie un article présentant les principales lignes de force d'une « sortie socialiste de la crise », tout socialiste se sent concerné. Quand la lecture de cet article, intitulé « Retour à la raison », révèle que sur deux points essentiels la politique proposée est surtout un retour à la politique Giscard-Barre, l'économiste socialiste que je suis a tout lieu d'être inquiet. Surtout dans le contexte actuel.

Pour J. Gallus, « la première tâche est d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises » ; il y voit le seul moyen « de donner du travail à tous ». Tel est exactement le discours du C.N.F.P. : tel est exactement l'objectif du plan Barre, qui vise, en pesant sur le pouvoir d'achat des travailleurs, à alimenter les entreprises à relever leur taux de profit. Cette voie n'est pas absurde : c'est, par nature même, la sortie « capitaliste » à la crise ; elle implique, dans un premier temps, l'abandon des secteurs en difficulté, l'élimination des entreprises incapables de résister au tourbillon d'une concurrence débridée, la gel ou la privatisation des entreprises publiques, le diable peut-il bien avoir de socialisme là-dedans ?

De même, quand J. Gallus affirme que « la troisième tâche est d'organiser le développement économique mondial sur les bases nouvelles de l'internationalisation du capital, de la maturité de la révolution énergétique », on croirait lire Giscard et ses réflexions sur le nouvel ordre économique international. Car, enfin, accepter les « bases nouvelles de l'internationalisation du capital », c'est accepter la nouvelle division du travail en train de se mettre en place sous la violence inouïe des U.S.A. Cela implique l'abandon d'importants secteurs industriels, aujourd'hui le textile, l'habillement, la chaussure, l'horlogerie... demain la sidérurgie, l'automobile, la chimie. Cela implique, pour les secteurs de pointe, une position dominée, voire de sous-traitance, par rapport aux puissants groupes américains. Ce qui, précisément, est en cours depuis une dizaine d'années.

Au fond, pour concevoir et proposer une « sortie socialiste de la crise », il convient d'une part, de disposer d'une analyse socialiste de la crise et, d'autre part, de concevoir ce que peut être la transition du capitalisme au socialisme dans un pays comme la France aujourd'hui.

La crise en cours, le parti socialiste l'a dit et répété, est à la fois une crise capitaliste et une crise du système capitaliste mondial. Crise capitaliste, avec la

suraccumulation, l'aggravation de la concurrence, entre puissances capitalistes notamment, la chute des rentabilités et finalement la nécessité de liquider, ici ou là, des pans entiers d'industries et de sous-utiliser les capacités productives disponibles, avec partout la montée du chômage ; particularité de cette crise, l'héritage des politiques keynésiennes, l'exacerbation de l'endettement et le jeu du système monétaire international font que, cette fois-ci, l'inflation accompagne le chômage. Mais cette crise, en même temps, traduit la transformation du système capitaliste mondial mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale : et est à la fois sous la poussée des revendications des pays du tiers-monde et du fait de la montée de nouvelles puissances capitalistes (1) ; dans ce mouvement général, le capitalisme français est particulièrement menacé et condamné soit au repliement et au déclin, soit à l'allégresse et à la dépendance par rapport à la puissance impériale américaine.

Dès lors, la seule « sortie socialiste de la crise » qui vaille est celle à l'occasion de laquelle sera engagée la rupture avec le capitalisme et amorcé un processus politique conduisant au socialisme. S'inscrire pleinement dans les choix faits par le parti socialiste en 1971 et 1973 et qui s'imposent encore plus fortement aujourd'hui, les nationalisations, la planification démocratique, le contrôle des travailleurs privés par le programme commun, plus une politique économique résolue et l'utilisation de tous les moyens à notre disposition, nous permettent d'offrir le secteur public et nationalisé existant, permettront de disposer d'un puissant pôle économique échappant à la logique capitaliste de la production pour le profit. A l'extérieur, il faudra prendre en considération les nouvelles tendances de la division internationale du travail, non pas pour s'y soumettre, mais pour voir dans quels domaines il est vital de leur résister soit au niveau national, soit en liaison avec un ensemble d'autres pays : car il n'y aura pas de rupture avec le capitalisme sans une marge de manœuvre accrue par rapport à l'impérialisme et au marché mondial qu'il domine.

Sur ces bases il nous paraît possible de dégager les grandes lignes d'une politique de la transition qui tiennent compte de la réalité contradictoire de l'économie : encore capitaliste, mais déjà engagée dans la logique des choix sociaux ; encore liée au marché mondial, mais à la recherche d'une nouvelle division internationale du travail. Telle nous paraît être la ligne grâce à laquelle un socialiste aujourd'hui peut à la fois garder raison et rester fidèle à ses options fondamentales.

(1) Pour une analyse plus complète voir Beaud, Bazin, François, L'ère du capitalisme, Anthropos.

### ... et à Kourachi Thiam

Répondant à l'article de M. Kourachi Thiam (Le Monde du 18 novembre 1977), M. Jean-Marie Boussier, économiste, de Paris, écrit :

« Le développement repose sur l'épargne, l'esprit d'entreprise, et l'environnement socio-culturel ». Lorsque ce genre de conseil est adressé aux pays sous-développés par les dirigeants des pays développés, on peut certes soupçonner ces derniers de quelque hypocrisie : « Si vous n'arrivez pas à développer, c'est de votre faute, pas de la nôtre. Développez-vous ! ». M. Kourachi Thiam a pu tout de même dénoncer ce discours. Mais la question propre n'est-elle pas tout aussi hypocrite ? « Votre développement, au cours du dix-neuvième siècle, reposait sur les guerres coloniales et l'exploitation du prolétariat. Vous nous interdisez d'en faire autant. Par conséquent, proposez-nous autre chose ! Allez-nous ! »

L'accumulation du capital dans les pays développés a été historiquement fondée sur l'exploitation coloniale. Un peu de réflexion suffit pour dissiper cette idée : les principales puissances coloniales du dix-neuvième siècle étaient l'Espagne et le Portugal. Au début du dix-neuvième, elles étaient ruinées. Les principales puissances coloniales du dix-neuvième siècle étaient la France et l'Angleterre. Au début du vingtième, elles étaient ruinées elles aussi. Sans doute serait-il absurde d'établir un lien de cause à effet entre la ruine de ces pays et leur caractère de puissance coloniale — encore que l'on pourrait soutenir qu'elles se sont épuisées dans des aventures hors de proportions avec leurs moyens. Du moins peut-on affirmer que la puissance coloniale n'a pas constitué un avantage décisif dans les luttes entre nations européennes. Faut-il, en définitive, le présumer ? En définitive, le pillage colonial n'est-il plus cher qu'il ne rapportait ? Le développement passe par

humains. A quelle étape de l'évolution faudrait-il donc aboutir ? à la « nature » ou à l'« innocence » cher à Rousseau, sinon à celle de chasseur ?

L'exploitation du prolétariat, et les nations développées, sont actuellement, pour les pays sous-développés de la pratique ? La première partie de l'affirmation est sûrement vraie : la condition de d. barrasser le mot exploitation de ses connotations affectives, et de ne lui conserver qu'un sens technique. Or, l'accumulation suppose l'épargne, et cette dernière n'est possible que si la totalité des revenus n'est pas distribuée aux salariés. Mais les nations développées interdisent-elles aux pays sous-développés de pratiquer cette exploitation ?

Quant au comportement de la bourgeoisie locale, il s'explique essentiellement par l'insécurité politique : quiconque a gagné de l'argent aspire à le garder. S'argent est confisqué tous les trente ans par le fait du prince, il n'est pas surprenant que les possédants cherchent à le mettre à l'abri. Ce phénomène est bien connu dans les pays développés lorsqu'ils sont mal gérés.

Tout cela ne veut pas dire qu'il y ait des pays développés et des pays sous-développés, mais que l'humanité est soumise à une lutte constante. Elle pourrait être substantielle à peu de frais : le revenu national de l'ensemble des pays développés est de 2 800 milliards de dollars. Celui de l'ensemble des pays sous-développés est de 430 milliards de dollars. Les premiers représentent 85 % du revenu mondial, les seconds 15 %. Une part non négligeable de ces deux sommes. Des accords commerciaux pourraient être conclus en quantité et en qualité. Mais ne faut pas croire ni rétrograder l'idée qu'il s'agit là de l'essentiel, car, sans bonne gestion, et sans effort interne, n'importe quel volume d'aide peut être tout simplement gaspillé sans profit pour personne. Cela arrive assez souvent.

**POUR VOS CADEAUX...**  
Offrez plus qu'une calculatrice offrez une

**CASIO**

MODÈLES

- simples
- scientifiques
- combinés

CASIO haute qualité

CALCULATRICE + MONTRE + CHRONOMETRE (A QUARTZ)

**ERRATUM.** — Dans la première partie de l'entretien avec Cornelius Castoriadis (Le Monde du 13 décembre), page 2, première colonne, à la cinquième ligne, nous avons écrit : « émigration de population » ; nous aurions dû écrire : « émigration de la production ».

Bibli par la B.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jean-Pierre Castoriadis et la publication. Adresse : 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Reproduction interdite de tout extrait, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : p. 57457.

مكتبة من الأمل



Le Monde

# étranger

## LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DU CAIRE

### La négociation entre Israël et l'Égypte serait déjà engagée en coulisse

Jérusalem. — A vingt-quatre heures de l'ouverture de la conférence du Caire, on affiche dans les milieux officiels de Jérusalem un optimisme serin, qui ne peut s'expliquer que si la négociation engagée en coulisse entre Israël et l'Égypte depuis la visite du président Sadate à Jérusalem, est déjà avancée.

« L'ordre du jour de la conférence, qui traitera du contenu de la paix, a été mis au point, d'un commun accord, entre Israël, l'Égypte et les États-Unis », a indiqué, lundi 12 décembre, le premier ministre israélien, M. Begin, au sortir du conseil des ministres hebdomadaire, reporté de vingt-quatre heures en raison de la visite du secrétaire d'État américain, Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, s'est, pour sa part, déclaré très satisfait des « réformations » que le chef de la diplomatie américaine a rapportées du Caire, lors de sa récente visite en Israël. M. Dayan estime que la première phase de la conférence du Caire ne saurait durer plus de sept à dix jours. C'est largement suffisant, à ses yeux, pour discuter de tous les problèmes bilatéraux entre l'Égypte et Israël et faire un vaste tour d'horizon de l'ensemble du contentieux israélo-arabe. « Faut-il se défaire, a-t-il dit, si la Jordanie ne vient pas se joindre aux travaux de la conférence, il ne restera pas d'autre issue qu'une négociation bilatérale égypto-israélienne. Le président Sadate cherchera à obtenir un succès, et, en l'absence d'autres partenaires, un accord séparé avec Israël est inévitable. » Malgré la consigne de silence observée scrupuleusement par

De notre correspondant

l'équipe dirigeante israélienne, et qui provoque des mouvements d'humour au sein même du Likoud, tout indique que les problèmes de fond ont été plus qu'abordés. Des « consultations très importantes » doivent débiter ce mardi. Elles seraient consacrées essentiellement à l'avenir de la Cisjordanie. Pour la première fois, croit savoir le grand quotidien indépendant *Haaretz*, des termes jusqu'à présent tabous, tels que « concessions » ou « retraites », seront à l'ordre du jour. Aux ministères des affaires étrangères et de la défense on met la dernière main à divers projets de règlement sur tous les fronts. L'idée d'une solution « fonctionnelle », chère à M. Dayan, fait son chemin. On parle de plus en plus d'une décision unilatérale de modifier le statut de la Judée-Samarie (Cisjordanie), actuellement sous administration militaire israélienne, pour lui accorder l'autonomie administrative complète. Il s'agirait non pas d'une étape sur la voie de l'indépendance mais d'une mesure destinée, au contraire, à empêcher l'indépendance, mais d'une mesure. Dans ce contexte, le ministre des affaires étrangères a indiqué que Jérusalem était disposée à reconnaître la représentativité politique des maires de Cisjordanie et du territoire de Gaza, « si, de leur côté, ces derniers sont prêts à assumer une telle responsabilité ».

La délégation israélienne à la conférence du Caire est arrivée dans la capitale égyptienne ce mardi matin, en compagnie de soixante-trois journalistes, à bord d'un appareil d'El-Al sur

lequel a été peint en lettres géométriques le mot « Shalom ». La délégation, qui compte trente personnes, est dirigée par le directeur général de ce président du conseil, M. Eilhanon Ben Elissar, assisté du conseiller juridique des affaires étrangères, M. Meir Rosen, et du général Avraham Tamir.

La veille, soixante journalistes israéliens et étrangers, à bord d'un appareil de la compagnie israélienne Arkya, s'étaient déjà rendus dans la capitale égyptienne, accomplissant la première liaison aérienne commerciale entre Tel-Aviv et Le Caire. M. Aline Nathan, le célèbre négociateur de la paix, était du voyage. Enfin, la liaison téléphonique directe Jérusalem-Amman a été rétablie. Elle était coupée depuis 1942.

Interim.

### LE SAINT-SIÈGE SERA REPRÉSENTÉ PAR UN OBSERVATEUR

(De notre correspondant.)

Cité du Vatican. — Le Saint-Siège sera représenté à la conférence du Caire par Mgr Francesco Monteleone, responsable de la section Proche-Orient au conseil pour les affaires pontificales de l'Église. L'envoyé spécial du pape, qui aura un statut d'observateur, est porteur de plusieurs messages à l'Égypte, à Israël et aux États-Unis.

Compte tenu du petit nombre de participants, la présence de Mgr Monteleone prend un certain relief. Elle confirme l'appui que Paul VI donne aux initiatives de paix du président Sadate. La visite de celui-ci en Israël avait été commentée de manière très favorable au Vatican. « L'Observateur romain » a publié intégralement le 12 décembre les discours de M. Begin et Sadate à la Knesset.

R. E.

### L'heure de vérité

(Suite de la première page.)

Pour l'instant, on en est encore à déterminer la procédure qui sera suivie pour résoudre la question palestinienne. La réunion qu'ont tenue, au Caire, dans la salle des conférences de l'Union soviétique arabe, plus d'une centaine de personnalités de Gaza, donne la mesure des difficultés à venir. Très sur le leu, ces notables modérés soutiennent en principe l'initiative de M. Sadate, qu'ils ont d'ailleurs acclamée comme le « héros de la paix ». Entourés de plusieurs ministres et de députés égyptiens venus leur souhaiter la bienvenue, ils ont, comme prévu, dénoncé, mais sans les nommer, les détracteurs du chef de l'État égyptien. Toutefois, tous les orateurs palestiniens ont proclamé leur attachement à l'O.L.P. et à son chef, M. Yasser Arafat, qui a eu droit à de longues ovations. Ils ont de même réaffirmé avec force leur détermination de fonder en Cisjordanie et à Gaza un État palestinien indépendant. Cependant, l'un d'eux s'est écrié : « Si l'O.L.P. ne répond pas à notre appel d'assistance à la conférence de la paix, c'est nous qui allons représenter le peuple palestinien ! Nous ne voulons et nous ne pouvons pas supporter l'occupation israélienne ! »

Sachant que le gouvernement de M. Begin n'accepte pas « jamais » de négocier avec l'O.L.P., M. Sadate avait, semble-t-il, décidé de sacrifier sur l'autel de la réconciliation israélo-arabe la centrale des fedayin avant même que celle-ci ne se soit jointe aux contestataires du « sommet » de Tripoli. Dans son allocution à la Knesset, le 20 novembre dernier, il avait ostensiblement passé sous silence jusqu'au nom de l'organisation palestinienne ; devant le Parlement égyptien, la semaine suivante, il qualifia les amis de M. Arafat de « militants de subterfuge ». Il alla encore plus loin, le 9 décembre, en déclarant au quotidien koweïtien *Al Sawa* que les participants à la réunion de Tripoli ont, dans la pratique, invalidé la décision prise au « sommet » de Rabat (1974), reconnaissant l'O.L.P. comme étant « l'unique représentant légitime du peuple palestinien ».

Stant ainsi délié de ses propres engagements à l'égard de l'organisation de M. Arafat, le chef de l'État égyptien s'estimerait désormais libre de conduire à la table de négociations ceux qu'il jugerait, tout autant que M. Begin, dignes de parler au nom des Palestiniens.

Ayant cédé sur cette question de procédure, le président Sadate n'a pas pour autant écarté le problème de fond, bien plus redoutable : l'éventuelle évacuation par Israël de la Cisjordanie et de Gaza, que l'on pourrait restituer au roi Hussein de Jordanie et aux représentants élus de ces territoires. S. M. Begin devait céder à son tour sur ce point, le raisonnement son pari, estimant-on ici l'O.L.P. discréditée par une intransigence que ne justifie nullement sa force actuelle, perdrait du même coup sa raison d'être. Les Palestiniens, heureux d'avoir obtenu enfin le droit à un foyer national, fût-il intégré dans le royaume hachémite, se rallieraient en masse au règlement élaboré au Caire. Alors, isolée, la Syrie n'aurait plus qu'à composer avec Israël.

Tenu dans l'ignorance de l'idéologie et du programme politique du Likoud sur le caractère insubmersible de « la Judée et la Samarie », l'homme de la rue continue malgré tout à espérer. « Il est inimaginable que M. Begin ne réponde pas au geste de M. Sadate », nous dit un employé des postes. Les membres de la classe politique sont moins confiants. Un journaliste, pourtant fervent partisan de l'« ouverture » effectuée par M. Sadate, observe : « Les bons sentiments tiennent peu de place dans les relations internationales. Compte tenu du rapport des forces, M. Begin n'a logiquement aucune raison de nous faire un cadeau. »

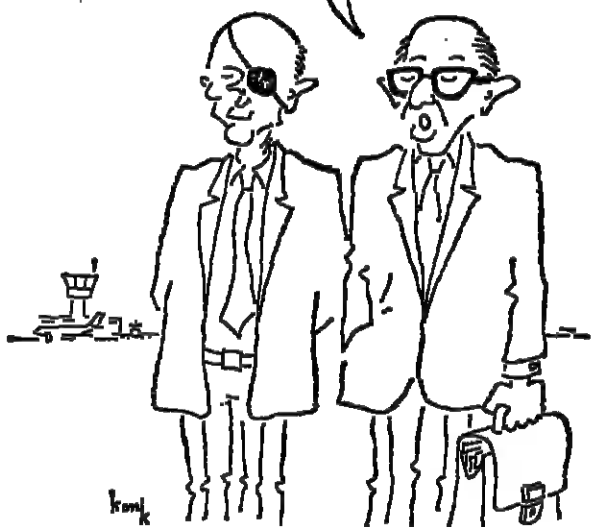
Pour les officiels, la négociation qui va s'ouvrir marquera « l'heure de vérité ». « Les Israéliens, nous a déclaré l'un d'eux, refusent depuis dix ans de préciser les concessions territoriales qu'ils étaient disposés à consentir, en fait, mais que nous n'avons pas clairement énoncé notre désir de paix, que nous refusons d'engager des négociations directes avec eux. En se rendant à Jérusalem, en les incitant à venir au Caire, nous présentons à abattre ces toutes dernières barrières. Le moment est venu pour qu'ils révoient les leurs. Ils ne peuvent plus éluder la question centrale : sont-ils ou non disposés à échanger les territoires occupés contre la pleine normalisation que nous leur offrons ? »

Le rais, dit-on ici, a voulu ménager le meilleur climat possible au dialogue. Craignant que les autres pays arabes ne provoquent par leur intransigence un raidissement chez les négociateurs israéliens, il aurait même soigneusement favorisé, par les comportements et les propos desolés, qu'il a tenus sur leur compte, leur exclusion de la conférence du Caire. Sa décision de rompre des relations diplomatiques que les États membres du « front de Tripoli » souhaitaient seulement « geler », n'aurait eu d'autre objectif que d'assurer un tête-à-tête israélo-égyptien au Caire. Il aurait de même rejeté plus récemment une offre de médiation saoudienne, en arguant qu'un déplacement à Ryad en vue d'une rencontre avec le président syrien Assad et M. Yasser Arafat ne serait pas conforme à la « dignité » du peuple égyptien.

Ce tête-à-tête aurait un autre mérite, celui de laisser au rais sa liberté d'action, quelle que soit l'issue des négociations. Si celles-ci débouchent sur une déclaration d'intention israélienne, admettant le principe de l'évacuation des territoires occupés, il deviendra le maître du jeu dans le monde arabe, car il détiendra un large pouvoir de décision quant aux modalités de la paix qu'il instaurerait dans la région. Si, au contraire, il ne parvient pas à obtenir des représentants de M. Begin le minimum pour ébaucher un règlement global, il aura tenu sa promesse de conduire un accord bilatéral qui serait offert en « exemple » aux autres belligérants. Dans les deux cas, la conférence du Caire serait présidée comme un anecdoté. Le président Sadate, qui joue son avenir, aurait, en effet, difficilement supporté que sa spectaculaire « initiative » du 19 novembre ne se soldât par un quelconque résultat concret.

ERIC ROULEAU.

NOUS SOMMES PRÊTS A NEGOCIER SANS PREALABLE AVEC LE VATICAN.



(Dessin de KONE.)

### UN ISRAËLIEN AU CAIRE

#### « Vous éclairez notre ville ! »

Le Caire. — On a beau savoir que le temps n'est plus où un Israélien n'entrait en territoire égyptien qu'avec sa mitrailleuse, on n'en reste pas moins stupéfait et incrédule lorsqu'en présentant le passeport de l'État hébreu on se voit offrir d'emblée, avec force courtoisie, une cigarette et le thé de la bienvenue. « Shalom ! », « Vous éclairez notre ville ! », « Chambre fleurie dans un hôtel de luxe aux frais du gouvernement, visa de courtoisie... Décidément, le chandelier à sept branches ouvre toutes les portes. Même les téléphonistes, lorsqu'elles apprennent que le client est Israélien, lui passent aimablement et en priorité la communication demandée. »

Toute la capitale, toute l'Égypte ne parait à cet hôte si chaleureusement accueilli que de la paix. « Plus de guerre, plus de ruines, plus de souffrances ! », chante, en refrain, la radio. Personne ne doute d'un avenir radieux. « Inch Allah ! », nous dit un député rencontré dans le grand immeuble de l'Union socialiste arabe, « dans un mois vous reviendrez ici passer vos vacances en famille ». Et le maître d'hôtel, soucieux de savoir si la cuisine arabe est appréciée de nos compatriotes, se prépare déjà à recevoir des herbes de touristes en provenance de Jérusalem : « Ils seront là avant la fin du mois, assure-t-il, vous verrez. Not. Sadate est un faiseur de miracles. »

Toutefois, au milieu de cet

enthousiasme, on se pose quelques questions. « Est-ce que M. Begin est à la hauteur de la situation ? », nous demande un chauffeur de taxi qui, au fil de la conversation, se révèle un avocat en chômage. « S'il ne veut pas assouplir ses positions, le peuple israélien va tout de même pas l'accepter sans réagir ? Un autre interlocuteur traduit un sentiment qui paraît général en proclamant : « Nous voulons traiter directement avec vous, et surtout sans les Russes. » La campagne officielle contre les Soviétiques « marchands de canons » et « exploitateurs du malheur des peuples » semble avoir porté ses fruits.

Aux quelques journalistes israéliens qui sont entrés, du fait de leur double nationalité, avec leur « second passeport », se sont joints cinq titulaires du seul document de voyage de Jérusalem. Ce mardi matin, plusieurs dizaines de confrères venant directement de Lod pour « couvrir » la conférence de Caire renforcent ce petit groupe. Tous sont émus et stupéfaits des prévenances dont ils sont entourés.

La spécialiste des affaires arabes de la télévision israélienne Ehoud Yassari, qui fut le premier à transmettre une émission en provenance du Caire, est d'ailleurs décidée à y rester « trois ans au moins ». Pourquoi pas, puisque la paix est faite !

AMNON KAPEL

Une nouvelle collection  
**intervention**  
dirigée par Jacques Julliard

**Jacques Julliard**  
**Contre**  
**la politique**  
**professionnelle**  
Seuil

La politique est une chose trop sérieuse pour l'abandonner aux politiciens. Pour changer la société il faut « déprofessionnaliser » la politique.

130 pages 31 F

**P. Rosanvallon / P. Viveret**  
**Pour**  
**une nouvelle**  
**culture**  
**politique**  
Seuil

Crise du Progrès, de l'Etat, de la Révolution : crise de la gauche ? Non, à condition de changer de culture politique.

150 pages 31 F

SEUIL







# AFRIQUE

## LA CRISE RHODÉSIE

### M. Nkomo s'est laissé convaincre par M. Mugabe de ne pas aller négocier à Londres

La troisième séance des négociations entre le gouvernement rhodésien et les nationalistes tondérés a été consacrée, lundi 12 décembre, aux futures garanties pour les deux cent cinquante mille Blancs du pays et au suffrage universel. M. Ian Smith avait présenté, vendredi, un plan en huit points destiné à sauvegarder les intérêts des Blancs après l'accession au pouvoir de la majorité noire. Trois de ces points constituent une pomme de discorde. Il agit d'une disposition permettant de bloquer tout amendement à la future Constitution, de l'octroi d'un tiers des sièges parlementaires aux Blancs et d'une garantie constitutionnelle des emplois des fonctionnaires blancs.

La séance de lundi était présidée par le pasteur Ndabaningi Sithole. Celui-ci a déclaré, lundi soir, que les parties étaient déjà parvenues à se mettre d'accord sur la question du suffrage universel. M. Smith aurait accepté, comme le demandaient les Africains, que l'âge minimum pour l'exercice du droit de vote soit fixé à dix-huit ans. Dans un communiqué commun, les participants ont déclaré que les pourparlers — qui doivent reprendre mercredi — s'étaient déroulés dans une « atmosphère amicale ». Outre le pasteur Sithole, y participaient du côté africain l'évêque Abel Muzorewa, leader du Conseil national africain (ANC), et le chef Jeremiah Chirau, de l'Organisation du peuple uni du Zimbabwe (ZUPU).

#### De notre envoyé spécial

partager le pouvoir avec un Smith qui se chargerait de faire lui-même le langage, nous a expliqué M. Nkomo au lendemain de son retour à Lusaka. Le président de la Zapu a donc préféré, pour l'instant, le camp de la lutte armée. Pourquoi cette décision ? Tout d'abord, parce que la décision de M. Smith de se rallier au « suffrage universel adulte » est ambiguë. Le premier ministre s'est ménagé une porte de sortie, dans son discours du 24 novembre, en mentionnant l'existence de « garanties ». Les discussions qu'il mène avec l'évêque Muzorewa et le Révérend Sithole porteraient notamment sur la durée et l'étendue de mécanismes de blocage — parlementaires, administratifs et militaires — susceptibles de préserver les intérêts de la Commu-

nauté européenne. Sur ce point, Londres n'a pas pu offrir au Front patriotique la moindre assurance. En fin politicien, M. Nkomo a donc estimé que le voyage de Londres comportait, en ce moment, plus d'inconvénients que d'avantages, car il eût probablement provoqué la rupture du Front patriotique. Au cas où M. Smith ne songerait qu'à gagner du temps en engageant des négociations sans fin avec l'évêque Muzorewa et le Révérend Sithole, l'impasse serait de nouveau totale. Mais au cas où il se déciderait à transférer un certain pouvoir à des dirigeants africains qui ne sont pas dépourvus de toute assise populaire, le Front patriotique se retrouverait dans une situation d'autant plus délicate que les Blancs africains de la ligne de front commencent à éprouver quelque découragement.

J.-C. POMONTI.

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Sacré Bokassa !

Le 4 décembre dernier, Jean Bedel Bokassa s'est couronné empereur de Centrafrique. Le faste qui a accompagné les cérémonies du sacre aurait pu faire oublier les méthodes employées pour asseoir son pouvoir. Il aura été l'occasion de révéler ce qu'il était censé cacher : un pays qui fait partie des vingt-cinq nations les plus pauvres du monde.

Après avoir broché le tableau de la situation économique, Jean Debe se livre dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste : « La grande majorité des Centrafricains est consciente de la nécessité du changement et suit ou s'apprête à suivre les responsables : chez les quelques dizaines de propriétaires nationaux du régime et chez leurs maîtres et complices de l'étranger, de France surtout, restent les plus conscients attendent-ils beaucoup des luttes démocratiques en France pour appuyer les leurs. »

Et la France ? Bertrand de Lussac constate, dans *REFORME* : « Il est triste de voir l'attitude de la France en face de la Tunisie et d'un président qui se dévoue à son pays, Julius Nyerere, tandis que, d'un autre côté, elle couvre d'or, au sens propre du mot, un despote qui fait le malheur de tout un peuple. » Il ajoute : « Pour moi, la Centrafrique, ce n'est pas l'empereur Bokassa I<sup>er</sup> et tout ce déploiement grandiloquent. C'est un homme rencontré au hasard d'un déplacement et qui pleurerait car il devait enlever son fils de l'école : il ne pouvait plus payer la « couverture » c'est-à-dire l'école. Il y a des cris qui se retournent contre nous et des rires qui ne font que souligner notre ignorance et notre aveuglement. »

Après avoir évoqué le rapprochement que M. Robert Galley, ministre de la coopération, avait fait entre le jubilé de la reine d'Angleterre et les « festivités organisées par le régime de Bangui », il explique : « L'un, Israël, a trouvé l'occasion d'effectuer une rentrée — par la petite

porte, il est vrai — en Afrique. En dehors du caractère incohérent et imprévisible de l'empereur Bokassa, l'invitation adressée au gouvernement israélien n'est pas le fait du hasard. L'acte s'explique en partie par l'équilibre dans laquelle se situent les rapports entre pays africains et arabes (...). Second bénéficiaire de l'opération Bokassa : l'Afrique du Sud. Par sa présence coloniale et ostentatoire, elle confirme ce que l'on savait déjà : l'existence de liens étroits entre Bangui et Pretoria. »

Pour Dominique Léger, les cérémonies du jubilé de la reine d'Angleterre n'étaient pas moins ridicules que celles de Bangui. Il souligne, dans *LUTTE OUVRIÈRE*, trotskiste, que « tous les gouvernements, tous les États, républicains ou monarchiques, s'efforcent en permanence de décorer et de mise en scène ». Il poursuit : « Et de Bokassa, avec son décor et ses costumes napoléoniens, à Chirac, avec ses gardes républicains à queue de cheval, son drapeau à français, son chef de protocole, il n'y a qu'une différence de degré. Pour cela aussi, Bokassa ne s'est pas contenté d'inspirer des modèles que continuait à lui fournir ses maîtres occidentaux. »

L'explication du « néo-colonialisme » apparaît « commodément » à Camille-Marie Gallie. Il relève dans *RIVAROL* qu'elle « n'est jamais employée que lorsque les tyranniques ont ridiculisé toute la négritude ». Il explique : « Ainsi, qu'il prenne funérailles à Samour Tchad, à Bakou Touré ou au Guinée, ex-espagnol Macías N'Guéma (lous experts de tortures, aux mains tachées de sang) de poser demain sur leur tête une tiare ethnologique ou de déclarer qu'« Hitler n'a pas tué assez de Juifs » — comme est le malheur de la dire Amin Dada, jusqu'à la démocratie impeccable, — et ces fiers révolutionnaires se transforment subitement en suppositoires du colonialisme. En aucun cas, on n'admire, bien entendu, qu'ils puissent, tout simplement, se conduire comme leurs aïeux le faisaient jadis. »

L'envoyé spécial de *L'EX-PRESS*, Pierre Doublet, s'interroge : « Pourquoi tant de dépenses ? Pour éblouir le peuple ? Mais, justement, le troisième acteur marquant, c'est lui, l'État, tant de gens défilent qu'il en reste peu pour regarder. Mais la veille aussi il n'y avait pas grand monde. Le peuple juge-t-il qu'il a assez contribué par ses « doléances », par les prélèvements qui consentent les fonctionnaires sur les traitements qu'ils viennent à peine de toucher, pour le premier jour depuis des mois ? C'est à lui, sans doute, que songe l'archevêque lorsqu'il rappelle l'empereur, en pleine messe, aux « réalités difficiles ». « On ne peut pas créer une grande histoire sans sacrifices », a répondu par avance Sa Majesté. »

Après avoir affirmé que, « en parcourant l'Europe, Bokassa capturait l'Afrique », Eugène Manonni, envoyé spécial du *POINT*, remarque : « La Centrafrique a un empereur. Mais pas encore de vote fédéré. Il a des carrosses. Il ne lui manque que des routes goudronnées. Alors, était-il bien utile de dépêcher en queue-de-pie auprès de Sa Nouvelle Majesté tel ou tel membre du protocole du Quai d'Orsay ? D'associer des policiers parisiens à la « protection rapprochée » d'un souverain suffisamment cerné par ses soldats en tenue camouflée ? De déléguer à la cérémonie des manifestations de la marine française ? D'être moins réservé, en somme, que les Africains de l'Afrique noire et tropicale, en cette mornie fête (...) ? »

#### LES FÉLICITATIONS DU « GRAND LEADER » A L'EMPEREUR

Les Informations coréennes, en date du 8 décembre, publient le message de félicitations du « camarade Kim Il Sung, Grand Leader » à l'empereur Bokassa I<sup>er</sup>. Le chef de l'État nord coréen écrit : « A Sa Majesté Bokassa I<sup>er</sup>, empereur centrafricain, à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de l'empire centrafricain, je tiens à adresser, au nom du gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et du peuple coréen, ainsi qu'en mon nom propre, mes félicitations chaleureuses à Votre Majesté, au gouvernement et au peuple de votre pays. » Le peuple coréen suit les grands progrès que le peuple centrafricain réalise sous la direction de Votre Majesté dans sa lutte pour consolider l'indépendance nationale et édifier une société nouvelle, et il se félicite des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays qui se développent bien. » Je sais cette occasion pour souhaiter sincèrement à Votre Majesté de plus grands succès dans son œuvre pour la prospérité et le développement du pays. »

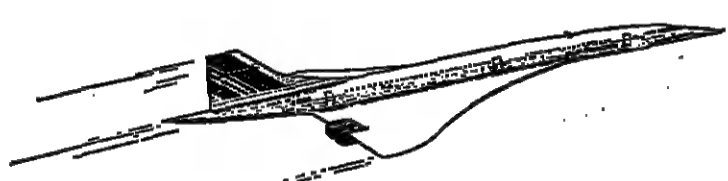
#### Des pressions croissantes

ar ailleurs, M. Smith n'ignore que le temps joue contre lui. « Le succès ne peut être obtenu qu'à la condition de résoudre les problèmes politiques de la Rhodesie et non du moral d'une communauté européenne qui se réduit de jour en jour. C'est sans doute faisant cette constatation que Smith a accepté le « suffrage universel adulte » afin de pouvoir vendre les discussions avec les rhodésiens présents sur place et qui cautionnent pas la lutte armée. Pour toutes ces raisons, Nkomo a été soumis, depuis vendredi, à des pressions croissantes pour franchir le Rubicon et se rendre soit à Londres soit à Salisbury. « On lui demande de faire comme Sadate », nous a dit un diplomate occidental en te à Lusaka. On se proposait si de l'amener à rallier son frère au sein du front patriotique à un compromis n'a fait, la semaine dernière à auto, quatre jours de discussions ont renforcé l'alignement entre les deux points du front patriotique qui une donc de coiffer les gues de la Zanu et de la Zapu, c'est M. Mugabe qui a attiré M. Nkomo de ne pas dire, au moment du moins, rien de Londres. « Les Britanniques nous demandent de

#### RÉSPONDANCE

##### M. Soustelle et l'apartheid

Jacques Soustelle nous écrit : lettre passionnée de Juillon (*le Monde* du 7 décembre) appelle de ma part les réactions suivantes : Je maintiens que les discriminations raciales sont abolies. Pourquoi nier l'évidence ? Je n'ai pas besoin de l'avis de la part de Juillon pour comprendre le mot *apartheid*. Seulement et le parti pris de tirer argument d'une « linguistique pour contester » le fait que la création d'un « apartheid » implique l'ensemble de restrictions discriminatoires résultant de l'apartheid. Juillon fait un procès d'intention aux arguments d'un État. L'avenir monétaire des hommes tels que Malanxina et Mangope s'opposent à l'existence d'un « apartheid » de leur connaissance, je ne le sais pas. Je n'apprendrai à M. Juillon que le « propagandiste » d'un gouvernement ou que j'ai donné depuis d'années assez de preuves d'indépendance.



## Paris-New York en Concorde. Prenez de l'avance.

Adoptez Concorde, vous serez parmi les premiers.

#### Gagnez du temps.

Le temps coûte cher, gagner 4 heures sur un vol Paris-New York, c'est déjà beaucoup.

#### Arrivez les premiers.

8h30 du matin : Concorde attend à New York. Vous avez toute une journée pour vous. Vous gagnez ainsi au moins une demi-journée de travail.

#### Arrivez détendus.

3h30 de vol, c'est court, surtout dans les conditions de confort que vous offre le vol supersonique de Concorde. Vous supporterez mieux le décalage horaire, vous serez moins fatigué, donc plus efficace.

Avec Concorde, vous prenez de l'avance.

**AIR FRANCE**  
Concorde



## AFRIQUE

### LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Après l'attaque d'un train minéralier par le Polisario

#### Nouakchott souhaite que la France intervienne « plus fermement » en Mauritanie

Nouakchott (A.F.P.). — Un train minéralier a été attaqué lundi matin 12 décembre, vers 7 h. 30 (h. loc.) par une colonne du Front Polisario, apprend-on à Nouakchott de bonne source. Aucun bilan n'est encore parvenu à l'état-major militaire de la capitale.

De violents combats ont opposé, pendant plusieurs heures, les forces mauritanienne aux Sahraouis, et des unités mauritanienne ont engagé, dans l'après-midi, une poursuite contre la colonne qui se repliait. On indique aussi que, « normalement », aucun Français ne devrait être touché par cette nouvelle action du Polisario. L'attaque s'est produite entre les bases de Touat et

Choum, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Zouérate, non loin de l'endroit où les maquisards avaient lancé une offensive, le 22 novembre, contre un train de service, et près du lieu où ils avaient enlevé le 25 octobre dernier une équipe d'entretien de la voie ferrée, qui comprenait notamment deux cheminots français.

On ignore également si les avions de combat français Jaguar, qui survolent quotidiennement depuis plusieurs semaines le territoire mauritanien, sont intervenus contre la colonne du Polisario, estimée à cent vingt véhicules.

D'autre part, le ministre mauritanien des affaires étrangères, M. Hamdi Ould Moukneas, a exprimé le vœu que la France intervienne « plus fermement » aux côtés de la Mauritanie. Dans une interview accordée lundi au correspondant de l'agence Reuters, il a notamment qualifié l'Algérie de « Baader-Meinhof de la communauté internationale ».

● M. Martin Bongo, ministre gabonais des affaires étrangères, a quitté Libreville lundi 12 décembre pour une mission qui le conduira successivement à Alger, à Rabat, à Nouakchott et au Caire. Ce voyage entre dans le cadre des démarches entreprises par le président en exercice de l'O.C.A., M. Omar Bongo, en vue de la tenue à Addis-Abeba, la plus rapidement possible, de la réunion extraordinaire de l'Organisation sur le Sahara occidental. — (A.F.P.)

● Arrivé dimanche soir 11 décembre à Doha pour une visite officielle de trois jours au Qatar, les présidents Senghor (Sénégal), Mousa Traore (Mali) et Ould Daddah (Mauritanie), se sont entretenus lundi avec l'émir du Qatar, le cheikh Khalifa Ben Hamad Al-Thani, annonce l'Agence de presse du Qatar. Les trois chefs d'Etat cherchent à obtenir du Qatar un prêt d'environ 140 millions de francs pour le financement du projet d'aménagement du fleuve Sénégal. Ils doivent également se rendre au Koweït. — (U.P.I.)

### Angola

#### LE PREMIER CONGRÈS DU M.P.I.A. CONSTITUE LE MOUVEMENT EN PARTI POLITIQUE

Luanda (A.F.P.). — Le premier congrès du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.I.A.), a clos ses travaux dimanche 11 décembre à Luanda en reconduisant M. Agostinho Neto, chef de l'Etat angolais, à la présidence du mouvement, a annoncé lundi l'agence angolaise Angop.

Après avoir élaboré ses statuts et arrêté son programme, le M.P.I.A., constitué désormais en parti, a décidé de lancer un vaste « mouvement de rectification » afin d'améliorer les méthodes de travail et de parvenir à l'élimination en Angola de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans son discours de clôture, le président Neto a annoncé que le prochain congrès ordinaire du M.P.I.A. se tiendrait en 1980. Un congrès extraordinaire pourrait avoir lieu en 1980 « afin de faire le bilan du travail réalisé à cette date ». Le comité central a proclamé M. Neto, « héros national ».

### POINT DE VUE

## L'Algérien que nous avons tué

par ANDRÉ MANDOUZE

VOILA qui est fait. Laid Sebati a été tué. On n'en parlera plus. Simple fait divers. Bien sûr, il avait sept enfants. Bien sûr, puisqu'il travaillait en notre « douce France », il aurait mieux valu que cette « bavure » mortelle fût évitée. Mais aussi, que n'était-il resté chez lui ? Comme si, nous autres Français, nous n'étions pas capables, en cette époque de chômage, d'être terrassés ou précipités dans le défilé de nuit, de couler du béton et de travailler dans les mines, d'être les pires pollutions et de faire tous ces travaux réputés « durs », qui ne nous rebuteraient pourtant pas si on voulait bien les laisser faire aux « bons Français » !

Et, après tout, ce n'était qu'un Arabe, et Dieu sait si ces gens-là ont — tout autant que les juifs — le génie d'attirer des histoires aux autres. Quand au moins ils font ce assez loin, au Proche-Orient par exemple, ça va : ils n'ont qu'à se débrouiller entre eux. Mais l'Algérie, c'est si près que, si n'y a pas si longtemps, c'était même encore chez nous et que, s'il n'y avait pas eu le général de Gaulle et une poignée d'idéologues chrétiens ou gauchistes, ce serait encore à nous. Les voilà tout au contraire installés chez nous, ces Algériens, au nombre de près de huit cent mille. Et, pour un peu, on ferait une affaire d'Etat parce que, sur une pareille population, il n'y a en son gène, en six ans, plus de soixante-dix dont le « compte » a été « réglé » par des assassins inconnus.

J'aimerais vraiment que toutes ces énormités que je viens de rapporter traduisent la seule débilité morale des incommensurables de l'O.A.S. J'aimerais que la « justification » du crime perpétré contre ce paisible gardien du local de l'Amicale des Algériens en Europe ne déconsidère que l'extravagance criminelle d'un groupe terroriste — Delta ou autre — assez borné pour croire agir sur le Polisario ou sur Boumediène en commettant des attentats aveugles sur la personne de travailleurs algériens résidents en France. Bref, j'aimerais être sûr que la guerre d'Algérie est bien finie.

Or certains indices prouvent que, en dépit de trompeuses apparences — et notamment de la sécurité pratiquement garantie jusqu'à présent de quelques cinquante mille résidents français en Algérie — une poignée d'assassins, spécialistes en « razzias », sont assurés de l'impunité au nom de leur fidélité à « l'Algérie française ». Et j'ajoute que nous sommes tous complices si un grand mouvement populaire ne vient obliger rapidement les pouvoirs publics à agir.

Car ce n'est pas agir que de faire des déclarations aussi peu opératoires qu'indignes quand on est le secrétaire d'Etat dont les mesures concernent les émigrés leur sont aussi invariablement dévorables.

Ce n'est pas agir, quand on est ministre de l'Intérieur, que de tolérer ou éventuellement — par le zèle de commissaires de police interposés — de favoriser la « chasse au facier » dans les rues ou les vexations gratuites à l'égard des Nord-Africains arrivant dans les gares maritimes ou dans les aéroports, quand ce ne sont pas les coups de feu partant tout seuls.

#### M. MARCHAIS FAIT UNE NOUVELLE VISITE A ALGER

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, était attendu ce mardi matin 13 décembre à Alger pour une visite de deux jours à l'invitation du P.L.N. Ce sera le second voyage en Algérie de M. Marchais depuis l'arrivée au pouvoir du président Boumediène en juin 1965. Le premier avait eu lieu le 11 septembre 1974, et avait consacré la normalisation des rapports entre le P.C.F. et le parti unique algérien. Voici trois semaines, une délégation du P.C.F. conduite par M. Jacques Denis, membre du comité central, s'était entretenue à Alger avec des responsables sahraouis. Tout en réaffirmant le soutien total des communistes français à la lutte du peuple sahraoui, elle avait demandé la « libération sans condition et sans nouveau délai » des Français détenus par le Polisario.

Encore un peu plus de courage, encore un peu plus de dignité, et M. Glacard d'Estaing aurait pu — tel naguère le chancelier Brandt ou, plus récemment, le président Sadat — manifester que la mort d'un travailleur étranger tué par notre racisme méritait, sinon l'impossible réparation, au moins le geste symbolique d'un chef responsable de l'Etat venant s'incliner lui-même devant la dépouille d'un homme tué par des irresponsables.

Il reste que l'honneur de la France ne se ramène pas à celui de son président, de ses ministres ou de la droite. L'honneur de la France, c'est d'abord et essentiellement celui de son peuple. Or, en cette tragique circonstance et mise à part quelques meetings ça et là, je l'ai trouvé singulièrement absent.

La gauche, pour le coup, aurait pu, aurait dû se retrouver — unie et douloureuse — autour du cercueil de Laid Sebati.

Heureusement, la leçon nous a été gravement donnée, l'autre soir, par la bouche de cet Algérien — un vrai responsable, lui — dont la voix,

dépassant largement l'enceinte de la Bourse du travail de Paris, a retenti profondément et assuré que son peuple ne confondait pas des nerfs criminels avec le peuple de France. A nous maintenant de répondre enfin à son cri — qui était aussi un appel. A nous, par notre détermination et par une lutte implacable contre le racisme, d'où qu'il vienne, à nous de faire en sorte qu'après Laid Sebati, il n'y ait plus d'Algérien qu'on puisse nous accuser d'avoir tué.

### Tunisie

Après quatre ans d'exil

#### M. MOHAMED MASMOUDI A REGAGNÉ SON PAYS

Tunis (A.F.P.). — M. Mohamed Masmoudi, ancien ministre tunisien des affaires étrangères, est rentré lundi soir 12 décembre à Tunis, après un exil volontaire de près de quatre ans. Il s'est refusé pour l'instant à faire la moindre déclaration dans son pays.

Avant de quitter Paris, M. Masmoudi avait toutefois déclaré au bulletin An-Nahar Arab Report and Memo qu'il soutenait l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) et son dirigeant Habib Achour. Il a souligné que l'U.G.T.T. jouait un rôle important dans la vie publique tunisienne, et appelé les dirigeants tunisiens à la soutenir.

M. Masmoudi, qui était membre du bureau politique du parti destourien, avait été exclu du gouvernement puis du parti au lendemain de l'échec, en janvier 1974, de l'union entre la Tunisie et la Libye, dont il était le principal artisan.

Début septembre, l'ancien ministre avait annoncé son retour en Tunisie, ce qui avait provoqué contre lui une violente campagne de la presse du parti unique tunisien. [Daniel Junqua a rendu compte dans « le Monde » du 6 décembre 1974 du livre de l'ancien ministre des affaires étrangères, « Les Amies dans la tempête »].

## Alpine Renault A 310 V6.3 championnats.3 victoires.



**Championnat de France des Rallyes**

1. G. FREQUEN Alpine Renault A 310 - V6.
2. B. DARNICHE Lancia Stratos

**Championnat de France de Rallycross**

1. J. RAGNOTTI Alpine Renault A 310 - V6
2. B. SARY Alpine Renault A110 - 1600

**Coupe d'Europe de Rallycross**

1. H. GRÜNSTEIDL Alpine Renault A 310 - V6
2. P. ENGSETH Porsche

# signé Alpine Renault

هكذا من الأصل



## AMÉRIQUES

États-Unis

### Les agriculteurs sont mécontents de M. Carter

De notre correspondant

— et il était même à 2,18 il y a trois mois. Le cours du maïs est tombé, lui aussi, de 4 dollars à 2,20 en trois ans.

Les fermiers, qui font entrer dans leurs calculs le prix actuel du terrain, notamment de ce que les experts appellent ici la « parité », un système de référence qui stabiliserait le même rapport entre prix et pouvoir d'achat que celui qui prévalait entre 1910 et 1974.

Ce prix serait de quelque 5 dollars par boisseau de blé, et le gouvernement, pas plus d'ailleurs que l'ensemble des fermiers (des éleveurs, qui utilisent les céréales comme fourrages, en seraient les premières victimes), n'a l'intention d'aller jusque-là. Pour le moment, on s'en tient aux termes de la

loi sur l'agriculture, promulguée cette année, qui prévoit le versement par l'Etat au producteur de la différence entre le prix qu'il reçoit de son acheteur et un prix de référence fixé par le Congrès : actuellement 2,9 dollars pour le blé. Ce prix est cependant inférieur à celui qu'avait souhaité l'administration, et le ministre de l'Agriculture, parant dimanche à la télévision, n'a pas exclu de nouvelles mesures d'aide.

Pour le moment, en tout cas, l'importance de la récolte céréalière de 1977 est à peine inférieure à celle des deux années « record » précédentes, — l'accumulation des stocks et le caractère relativement modeste des achats soviétiques (6 millions de tonnes probablement cette année, soit le minimum prévu par l'accord bilatéral de 1975) encourageant surtout le gouvernement à prôner une réduction des surfaces ensemencées. Le ministre de l'Agriculture espérait, en août, que celles-ci seraient diminuées de 20 % l'an prochain.

MICHEL TATU.

Chili

### La querelle du canal de Beagle envenime les relations avec l'Argentine

De notre envoyé spécial

Santiago. — Le problème du canal de Beagle, situé à l'extrême sud du continent latino-américain, est en train de compliquer sérieusement les relations entre le Chili et l'Argentine.

Le contre-amiral Julio Torti, chef d'état-major conjoint des forces armées argentines, vient de faire une courte visite à Santiago. Il a indiqué au président Augusto Pinochet la position de son gouvernement, sept mois après un arbitrage international sur la question qui a donné satisfaction au Chili.

En même temps, des nouvelles en provenance d'Argentine, où l'armée a lancé des rappels des réservistes dans la région frontalière de Mendoza, ont provoqué quelque inquiétude à Santiago. En fait, depuis plusieurs mois, les deux pays s'accusent mutuellement de violations territoriales dans l'extrême sud, voire d'actes d'occupation illégaux. Les principaux responsables de la tension des deux pays multiplient ces derniers temps, les voyages dans la zone.

Le litige porte sur trois petites îles situées à l'embouchure du

canal de Beagle, au sud de la Terre de feu — Lennox, Picton et Nueva. En 1971, les deux pays avaient décidé de s'en remettre à l'arbitrage de la reine d'Angleterre. Elle-même a saisi la Cour internationale de justice de La Haye. Cette juridiction s'est prononcée le 2 mai dernier. Elle reconnaissait la souveraineté du Chili sur les trois îles. La sentence a mis dans une position délicate les forces armées argentines. Elles peuvent difficilement refuser un arbitrage dont elles avaient accepté le principe, mais elles entendent ne pas perdre la face. Le problème est d'autant plus complexe que l'affaire paraît avoir été prise en main par la marine argentine, soucieuse, pour des raisons de politique interne, de montrer une attitude ferme : elle renforce ainsi sa position vis-à-vis de l'armée de terre.

La théorie

des « deux océans »

L'importance des trois îles est essentiellement stratégique. La pointe australe de l'Amérique du Sud constitue, en effet, un point de passage important pour les routes maritimes mondiales. D'autre part, l'attribution de ces îles est déterminante pour l'établissement des « lignes de projection » à partir desquelles serait fixée la répartition des territoires antartiques. Et surtout, on craint, à Buenos-Aires, que l'attribution de trois îles à Santiago ne donne au Chili un accès à l'océan Atlantique, ce qui aurait des conséquences sur le plan géopolitique. Buenos-Aires rappelle que les traités du siècle passé ont établi la limite du Chili au Pacifique, et l'Argentine à l'Atlantique, la ligne de partage étant constituée par le méridien du cap Horn. C'est une thèse refusée par le Chili : celui-ci a obtenu, en vertu d'une sentence de la Cour de La Haye, qui dit-on à Santiago, a examiné les traités avant de prendre sa décision.

Les forces armées sur la défensive

La teneur de la note remise par le contre-amiral Torti n'a pas été divulguée officiellement. D'aucuns croient savoir que l'Argentine accepterait la sentence de la Cour de La Haye, si le Chili faisait des concessions. En particulier, Santiago devrait accepter la théorie des « deux océans ». La réponse du gouvernement du général Pinochet n'est pas davantage connue. On pense ici que ce dernier aurait proposé des négociations sur les points litigieux. Il s'agirait, pour lui, de gagner du temps et de désamorcer une situation quelque peu explosive, en raison du caractère plutôt péremptoire de la communication argentine.

Les forces armées chiliennes sont sur la défensive. Elles ont conscience de leur isolement diplomatique, que vient encore de confirmer le vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur le problème des droits de l'homme à Chili. De plus, le pays peut difficilement se permettre de faire face à une situation tendue à la fois à sa frontière septentrionale — où se pose la question de l'accès à la mer de la Bolivie — et à sa frontière méridionale.

THIERRY MALINIAK.

## Terre Humaine

offrez à connaître  
à comprendre et à rêver

avec les ethnologues d'aujourd'hui

SELIM ABOU  
IMMIGRES DANS L'AUTRE  
AMÉRIQUE  
Autobiographies de quatre Argentins  
d'origine libanaise  
GEORGES BALANDIER  
AFRIQUE AMBIGUE  
ETTORE BIOCCA  
YANOAMA  
Récit d'une femme brésilienne  
enlevée par les Indiens  
PIERRE CLASTRES  
CHRONIQUE DES INDIENS  
GUAYAKI  
Ce que savent les Achés,  
chasseurs nomades du Paraguay  
TEWFIK EL HAKIM  
UN SUBSTITUT DE CAMPAGNE  
EN ÉGYPTE  
Journal d'un substitut  
de procureur égyptien  
FRANCIS HUXLEY  
AIMABLES SAUVAGES  
Chronique des Indiens Urubu

FRANCIS A.J. IANNI  
La mafia à New York  
ROBERT JAULIN  
LA MORT SARA  
L'ordre de la vie  
ou la pensée de la mort au Tchad  
THEODORA KROEBER  
ISHI  
Testament du dernier indien sauvage  
de l'Amérique du Nord  
CLAUDE LEVI-STRAUSS  
TRISTES TROPIQUES  
JEAN MALAURIE  
LES DERNIERS ROIS DE THULE  
Avec les Esquimaux Polaires  
face à leur destin  
MARGARET MEAD  
MŒURS ET SEXUALITÉ  
EN OCEANIE  
JACQUES SOUSTELLE  
LES QUATRE SOLEILS  
Souvenirs et réflexions  
d'un ethnologue au Mexique

avec les hommes obscurs qui font l'Histoire

BRUCE JACKSON  
LEURS PRISONS  
Autobiographies  
de prisonniers  
et d'ex-détenus américains  
RICHARD LANCASTER  
PIEGAN  
Chronique de la mort lente  
La réserve indienne  
des Pieds-Noirs  
MAHMOUT MAKAL  
UN VILLAGE ANATOLIEN  
Récit d'un instituteur paysan

MARY SMITH et BABA GIWA  
BABA DE KARO  
L'autobiographie d'une musulmane  
haoussa du Nigeria  
Don C. TALAYESVA  
SOLEIL HOPI  
L'autobiographie d'un Indien Hopi  
TAHCA USHTE / RICHARD ERDOES  
DE MÉMOIRE INDIENNE  
La vie d'un Sioux, voyant et guérisseur

avec les travailleurs de la terre  
et de la mer, les artisans

ADELAIDE BLASQUEZ  
GASTON LUCAS,  
SERRURIER  
Chronique de l'anti-héros  
RONALD BLYTHE  
MEMOIRES D'UN VILLAGE ANGLAIS  
Akenfield (Suffolk)  
LUIS GONZALEZ  
LES BARRIÈRES DE LA SOLITUDE  
Histoire universelle de San José  
de Gracia, village mexicain

PIERRE-JAKEZ HELIAS  
LE CHEVAL D'ORGUEIL  
Mémoires d'un Breton  
du Pays bigouden  
WILLIAM H. HINTON  
FANSHEN  
La révolution communiste  
dans un village chinois  
JEAN RECHER  
LE GRAND METIER  
Journal d'un capitaine de pêche  
de Fécamp

avec les essayistes et les poètes

JAMES AGEE / WALKER EVANS  
LOUONS MAINTENANT  
LES GRANDS HOMMES  
Trois familles de métayers  
dans l'Alabama  
GEORGES CONDOMINAS  
L'EXOTIQUE EST QUOTIDIEN  
Sar Luk, Vietnam central  
RENE DUMONT  
TERRES VIVANTES  
Voyages d'un agronome  
autour du monde

JACQUES LACARRIERE  
L'ETE GREC  
Une Grèce quotidienne de 4 000 ans  
VICTOR SEGALIN  
LES IMMÉMORIAUX  
GASTON ROUPNEL  
HISTOIRE DE LA CAMPAGNE  
FRANÇAISE

Collection dirigée par Jean Malaurie

Plon



ue nous avons tué

pionnats. 3 victoires

ine Rena

## IRAN APPEL A TOUS LES IRANIENS

En réponse aux importantes manifestations qui ont eu lieu en IRAN comme à l'occasion du décès de son fils, Son Excellence l'imam KHOMEINI, le plus grand chef spirituel des chiites et leader national iranien est, depuis quatre ans, envoyé un message de remerciement au peuple iranien.

Le Mouvement de Libération de l'Iran estime que ce message constitue un vibrant appel à l'opposition et représente un véritable guide pour l'avenir.

Le M.L.I. a l'honneur de présenter ici de larges extraits de ce message.

« Ces manifestations constituent plus qu'un soutien à un simple personnage, un acte de mépris et de protestation contre l'appareil du régime, mais aussi un plébiscite de confiance envers cet opposant. Il doit savoir que si les armées étrangères ne le soutiennent pas, ne serait-ce qu'un seul jour, la nation iranienne vengera la sang de ses jeunes et de tous ceux qui lui étaient chers.

« Je suis obligé de déclarer qu'un grand danger menace la nation et qu'il faut la protéger de la ruse et de la tromperie des étrangers et de leurs complices à l'intérieur du pays.

« C'est ainsi que si, récemment, le gouvernement a permis aux dévotins d'exprimer, de geste ne constitue qu'une ruse subtile, prétendant démentir la pureté de la parole du roi et signifier que la liberté existe et que seul le gouvernement, qui n'est en fait qu'un instrument, est le responsable de tous les crimes... Si des dévotins appartenant au régime attaquent sérieusement le gouvernement, dénoncent quelques crimes mineurs, ils ne cherchent ainsi qu'à détourner l'opinion publique du point central de tous ces maux.

« On prétend accorder des libertés dans le cadre du régime et faire porter la responsabilité des crimes par le gouvernement afin d'éluder l'opinion publique. Mais c'est un calcul erroné, car maintenant toute la nation — des religieux aux universitaires, des ouvriers aux paysans —, tout le monde, hommes et femmes, connaît le principal responsable de ces crimes.

« Aucun de ceux qui persécutent le régime ne peut se réconcilier avec lui. Ils n'acceptent plus que continue ce régime. Le peuple de l'Iran est musulman et revendique les principes de l'Islam. L'Islam prône la liberté, l'indépendance et l'expulsion des rois des étrangers. Notre nation ne veut plus d'un régime qui a placé toutes les responsabilités entre les mains des étrangers, qui a abandonné toutes les réserves pétrolières et minières, qui a anéanti l'économie et l'agriculture du pays, qui a mis à la tête de l'armée des spécialistes et des conseillers américains.

« Aujourd'hui, les crises économiques, politiques et sociales ont placé le pays devant une situation délicate, d'est pourquoi il essaie, en accordant des libertés limitées, de renforcer sa position, de préparer le pays à la parvenance de son régime, et de garder toute latitude pour recommencer ses attaques contre la nation.

« En ce moment précis, il est du devoir de tous les musulmans, et en particulier des Oulémas, des intellectuels et des universitaires, de profiter de la situation, d'écrire CE QU'IL FAUT ÉCRIRE, de dire CE QU'IL FAUT DIRE et d'exprimer largement les personnalités et les responsabilités de tous les autres pays.

« Il est du devoir de l'armée et de ses chefs de se libérer de l'emprise étrangère et de libérer le pays.

« Je veux aussi recommander aux personnalités responsables, à ceux qui ont l'initiative et la direction des activités de ce pays, de ne pas se décourager, de tirer la leçon du passé, mais de ne pas collaborer avec ceux qui ne respectent pas les principes islamiques.

« Je prie Dieu pour la grandeur de l'Islam pour notre libération du joug étranger, et pour la bien-être de toutes les classes de notre Nation.

« Que la Paix et la Bénédiction de Dieu soient sur tous. »  
Rouhollah Mossavi KHOMEINI  
Najaf IRAK - 12 novembre 1977.  
M.L.I. - 65, rue Moulin-de-la-Pointe, 75013 PARIS.



## EUROPE

### Espagne

#### Un étudiant est tué par la police aux Canaries au cours d'une manifestation sur un campus universitaire

De notre correspondant

Madrid. — Encore un mort dans un heurt avec la police. Celui-ci s'est produit le lundi 12 décembre dans l'île de Tenerife, archipel des Canaries, dans l'enceinte de l'université de La Laguna, située près de Santa-Cruz, capitale de la province. Encastré par un groupe d'étudiants, des gardes civils ont tiré. Javier Fernandez Quesada, vingt-deux ans, étudiant en biologie, a été mortellement atteint d'une balle au thorax. Un étudiant en médecine, Fernando Jassuria, dix-huit ans, a été grièvement blessé à l'épaule.

Les incidents se sont produits lorsque la police armée et la garde civile sont intervenues pour disperser des groupes de jeunes qui avaient dressé des barricades dans la zone de La Laguna. La tension avait régné dans toute l'île pendant les premières heures de la matinée. La confédération canarienne des travailleurs ainsi que plusieurs autres syndicats d'extrême gauche avaient lancé un mot d'ordre de grève générale pour protester contre la situation de l'emploi dans l'île. Les Canaries sont une des régions d'Espagne les plus touchées par le chômage. A Tenerife, des conflits paralysaient depuis plusieurs semaines les transports urbains ainsi que plusieurs entreprises de tabac et de frigorifiques. La grève avait été peu suivie. Mais aux premières heures de

l'après-midi les incidents ont commencé. Selon la version officielle, les étudiants ont jeté des pierres sur les gardes civils lorsque ceux-ci sont entrés sur le campus universitaire. Encastrés, les gardes auraient « tiré en l'air » pour se dégager.

Cet incident survient dix jours après celui qui a provoqué, à Malaga, en Andalousie, la mort d'un militant des Commissions ouvrières (syndicat communiste) lors d'une manifestation, en faveur de l'autonomie andalouse. Le ministre de l'Intérieur, M. Martin Villa, qui a ordonné une enquête et s'est rendu sur les lieux, a reconnu que la balle qui a tué le jeune communiste pouvait avoir été tirée par un membre des forces de l'ordre. Mais il a ajouté que la police pouvait être amenée à faire usage de ses armes en certaines occasions.

Le congrès des députés doit se réunir bientôt en session plénière pour débattre des incidents de Malaga ainsi que de la politique d'ordre public. Il est probable que les événements de Tenerife seront commentés par la même occasion. Le 9 décembre, les parlementaires canariens s'étaient mis d'accord sur un projet de loi d'autonomie qui prévoit la constitution d'une junte de gouvernement composée d'un conseil et d'une assemblée. Ils devaient discuter les amendements proposés par la commission pour négocier avec le gouvernement.

CHARLES VANHECKE.

### Portugal

#### Tandis que le général Eanes est en visite officielle à Bonn Les petites formations politiques redoublent d'activité en vue d'élections anticipées

L'entrée du Portugal dans la Communauté européenne et les problèmes économiques et sociaux de ce pays ont été au centre des entretiens qu'ont eu, au cours de la première journée de la visite officielle à Bonn du chef d'état portugais le général Antonio Ramalho Eanes, et le président de la R.F.A., M. Walter Scheel.

M. Scheel a déclaré : « Une Europe sans le Portugal n'est pas possible ». De son côté, M. Joseph Ertl, ministre allemand de l'Agriculture, a déclaré, recevant son collègue, M. Antonio Barreto, que le Portugal ne pourra assainir l'économie qu'en améliorant son infrastructure, de façon à augmenter ses capacités de production et à réduire sa dépendance à l'importation en matière de denrées alimentaires. L'initiative privée a, dans ce domaine, un grand rôle à jouer, a conclu le ministre ouest-allemand.

M. Eanes n'avait pas souhaité reporter son séjour en R.F.A. pour bien souligner que la démocratie, au Portugal, était assez forte pour surmonter la crise gouvernementale qu'elle traverse. Néanmoins, le droit de jeter du lest à Lisbonne le 15 décembre, soit un jour plus tôt que prévu. Il a demandé aux cinq partis représentés à l'Assemblée (P.C., P.S., P.D., C.D.S. et U.D.) de se réunir le 15 décembre, au palais de Belem, un document contenant leurs propositions, qu'il examinera jeudi, dès son retour.

Les petites formations non représentées au Parlement, nous indique José Rebelo, notre correspondant à Lisbonne, redoublent d'activité et en prévision d'élections anticipées.

Le Parti de la démocratie chrétienne (P.D.C.), réfugié en 1976 et 1978 d'une fraction de l'extrême droite, vient d'enregistrer l'adhésion d'une personnalité dont la ligne politique, depuis la révolution d'avril 1974, a été très contradictoire. L'amiral Pinheiro de Azevedo. Membre de la junte de salut national et chef d'état-major de la marine après la « révolution des œufs », l'amiral Azevedo était, lors des interminables débats à l'Assemblée du M.P.A., un des défenseurs les plus acharnés du « processus révolutionnaire ». Nommé premier ministre du sixième gouvernement, provisoire en septembre 1975, il avait pris le parti des modérés contre le P.C.P. et l'extrême gauche. Son rôle d'être du président de la République, en juin 1976, ne s'est pas concrétisé faute de l'appui des socialistes et des sociaux-démocrates. Il a néanmoins obtenu presque 700 000 voix au terme d'une campagne électorale qui fut sans doute à l'origine d'une crise cardiaque ayant entraîné son hospitalisation.

Depuis lors, l'amiral avait créé le Mouvement de la démocratie sociale portugaise (M.D.S.P.) qui, le 11 décembre, a fusionné avec le P.D.C. pour créer un Front humaniste, qui se définit comme

« antimatérialiste, antimarxiste et anti-athée ». Le Mouvement social-démocrate (M.S.D.), fruit d'une dissidence, en décembre 1976, au sein du parti social-démocrate, a également annoncé son intention de se présenter à d'éventuelles élections. Relativement implanté dans le nord du pays, le M.S.D. viserait à occuper l'espace politique situé entre le P.S.D. et le P.S.

D'autre part, les organisations de gauche sortent également du silence. Le Mouvement de la gauche (M.O.) et le Front socialiste populaire (F.S.P.), qui préconisent le « regroupement de toutes les forces révolutionnaires », ont récemment tenu leur congrès.

En mai de janvier, la Convention de la gauche socialiste et démocrate, animée par des militants de l'organisation Fraternelle ouvrière, ont élu comme ministre de l'Agriculture M. Lopes Cardoso. — jettera les bases d'un nouveau mouvement destiné à revenir au programme P.S. approuvé en décembre 1974, qu'il estime avoir été abandonné par la direction du parti.

#### M. CUNHAL : le courant unitaire l'emportera.

M. Alvaro Cunhal explique, dans une interview publiée par l'Humanité du 12 décembre, les raisons du vote hostile des communistes au débat sur la motion de confiance.

« Nous avons voté contre parce que nous ne pouvions pas donner au gouvernement un cheque en blanc pour poursuivre sa politique de destruction des conquêtes révolutionnaires de notre peuple, de restauration progressive du pouvoir de grand capital et des grands propriétaires fonciers, de soumission à l'impérialisme étranger. »

Sur la possibilité d'un accord entre le P.C.P. et le P.C.P. M. Cunhal déclare : « On peut se demander si un tel accord est possible. Mais en tout cas, on peut affirmer qu'il est nécessaire. On voit partout, notamment dans les entreprises et les municipalités, se développer les rapports entre communistes et socialistes. Ce profond courant unitaire temporel. »

### Autriche

LEPOUR D'UN RICHER INDUSTRIEL DU TEXTE. Mme Lotte Boehm, a été enlevée lundi soir 12 décembre. Un témoin a téléphoné à la police pour l'avertir qu'il avait vu deux hommes marcher l'épouse de M. Leopold Boehm et l'enlever dans une voiture, qui a démarré aussitôt en direction de Kahlenberg, une région isolée au nord de Vienne. M. Boehm est propriétaire d'une chaîne de magasins de tricot et de lingerie. — (A.P.)

### Allemagne fédérale

#### Une nouvelle affaire d'espionnage provoque de profonds remous politiques

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale est une fois de plus secouée par une affaire d'espionnage qui va, sans aucun doute, provoquer des remous politiques jusqu'au niveau le plus élevé.

L'affaire n'est pas nouvelle. Au mois de juin 1976, la police avait arrêté Renate Lutz, secrétaire du directeur des affaires sociales au ministère de la Défense, en même temps que son mari, Lothar Erwin Lutz, employé au même ministère dans la section qui s'occupe des échanges de documentation avec l'OTAN. Un troisième membre de cette équipe, qui travaillait pour la R.D.A., Jürgen Wiesel, était employé à l'état-major de la marine.

Lors de l'arrestation du trio, les milieux officiels s'efforcèrent de minimiser l'affaire. Après tout, suggèrent-ils, il ne s'agit que de « petits employés », qui n'auraient pas été en mesure de causer des dommages sérieux. Aujourd'hui, les choses prennent une tournure beaucoup plus grave. Le procureur fédéral général, M. Rebmann, a reconnu que, sur le plan militaire au moins, les trois espions auraient causé « beaucoup plus de torts que ne l'avait fait l'espion soviétique », pourtant collaborateur direct de l'ancien chancelier Willy Brandt. La Frankfurter Allgemeine Zeitung, qui a été le premier journal à jeter une lumière nouvelle sur le cas de Renate Lutz et de ses complices, a pu établir une liste de plus de mille documents secrets livrés à la R.D.A. Ainsi, le camp soviétique

aurait reçu des informations, pendant quatre ans, sur toutes les questions militaires les plus importantes de la R.F.A. et de l'OTAN. Les documents en question portaient sur l'ensemble des problèmes de la Bundeswehr, notamment sur ses « plans d'alarme », sur les dispositions stratégiques de l'OTAN, ainsi que sur les plans de construction du nouveau char Leopard qui dans les prochaines années, sera mis à la disposition des forces ouest-allemandes.

#### « L'homme de confiance du chancelier »

Un aspect particulièrement surprenant de cette affaire est que les documents militaires les plus confidentiels aient pu être communiqués au directeur des affaires sociales du ministère, qui, semble-t-il, n'avait nul besoin de connaître les plans d'alarme et les dispositions stratégiques des forces occidentales. Il est vrai que ce directeur, M. Herbert Schöler, est l'un des principaux conseillers du ministre lui-même : sans doute s'écartera-t-il de son poste si l'on a pu avoir accès. On fait d'autre part, observer, à Bonn, qu'avant d'entrer au ministère M. Laabe travaillait au quartier général du S.P.D. Au ministère de la Défense, sa carrière a pu être facilitée par M. Helmut Schmidt, dont il a été l'un des collaborateurs les plus

appréciés. La Frankfurter Allgemeine Zeitung croit même pouvoir affirmer que, depuis lors, M. Laabe est considéré comme « l'homme de confiance du chancelier » au ministère de la Défense.

Plus étonnant encore : M. Laabe avait apparemment confié à sa secrétaire les clés et la combinaison de son coffre-fort. La collaboratrice aurait été en mesure, en se relevant de l'autorité de son supérieur, d'obtenir elle-même les documents qu'elle désirait consulter. On croit savoir que Renate Lutz n'emportait pas toutes ces pièces ultra-secrètes, mais que certaines d'entre elles, au moins, ont été photocopiées sur un appareil du ministère. Elle avait été soumise à plusieurs enquêtes dites « de sécurité », mais aucune objection ne fut jamais formulée à son encontre, bien qu'elle ait attiré l'attention de son entourage par un train de vie excessif pour ses revenus modestes.

Aussi n'est-il pas surprenant que l'opposition chrétienne-démocrate s'empare aujourd'hui de cette affaire et demande des explications au Bundestag. Il semble acquis que certaines règles élémentaires de sécurité ont été complètement négligées. Aucune démission, cependant, n'a encore été exigée des principales personnalités dont la négligence paraît en cause.

JEAN WETZ.

Les autorités frontalières yougoslaves ont refoulé, lundi 12 décembre, une centaine de ressortissants ouest-allemands originaires d'R.F.A., de R.D.A., de Roumanie et de R.D.A. Ils avaient l'intention de remettre à la conférence de Belgrade des listes contenant, au total, trois mille quatre cents noms de citoyens soviétiques et roumains de souche allemande, ainsi que de ressortissants ouest-allemands qui désirent quitter leur pays et ne parviennent pas à obtenir l'autorisation d'émigration. — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

#### La mort de Lady Churchill la fin d'une saga

De notre correspondant

Londres. — Lady Spencer Churchill, « Clemmie » pour son illustre mari, est morte lundi 12 décembre à Londres à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Elle sera enterrée, comme elle le désirait, à ses côtés dans le caveau familial d'un petit cimetière de village. Elle retrouvera ainsi l'homme auquel elle s'était consacrée, se tenant en retrait, renonçant délibérément à développer ses propres dons et une personnalité remarquable.

Né en 1885, Clémentine Hozier était issue d'une famille libérale raffinée allée à de nombreux intellectuels, comme Bertrand Russell. Elle avait fait ses études à la Sorbonne, puis à Berlin et sa connaissance des langues étrangères, notamment du français, était bien supérieure à celle de son illustre époux en 1908.

« Winston me fit sans dire un mot, lui dit maladroit et ne m'intéressa pas à penser ni même à dire », écrit-elle en évoquant leur première rencontre. Pendant cinquante ans elle fut à ses côtés, le confortant aux moments difficiles, lui tenant tête à l'occasion. Ses intimes disent qu'elle était « la voix de la conscience » de Churchill, qu'elle lui prêchait la modération quand il s'emporait. Mais, en 1916, au moment de l'écueil des Dardanelles, quand « premier Lord de l'Amirauté », il était au plus bas (« J'ai cru qu'il allait mourir »), elle défendit son mari dans une lettre véhémentement au premier ministre Anthony Asquith.

Mariage vieux jeu entre deux personnes âgées qui se complétaient. Elle supportait ses sautes d'humeur avec patience. « Et sa femme ne sera pas

facile, mais étrangement stimulant » écrit-elle avant de se marier. Plus tard, elle raconte comment Winston, agité, arpente la maison — « un véritable volcan, répandant partout les cendres de son caractère » — la traitait comme « de la porcelaine ». Elle était pour lui « Darling Clem » ou simplement « Clemmie ». Dans ses Mémoires il écrit que son mariage fut « évidemment le plus joyeux et le plus heureux » de sa vie. Ajoutant : « Quel de plus glorieux que d'être uni à une personne incapable d'une pensée basse ». Le mariage avait ses petites querelles : « Nous avons essayé plusieurs fois de prendre notre petit déjeuner ensemble, mais nous y avons renoncé », écrit Sir Winston.

« Clemmie » décida d'ignorer la blitz. « La peur, l'agitation et les émotions ne m'intéressent pas », déclarait-elle en parlant de la ville enflamée, indifférente aux bombes. Elle supporta dignement la mort de trois de ses cinq enfants et assista son mari pendant les difficiles moments de sa maladie, de son déclin et de sa mort.

« Clemmie » poussa son mari à la peinture. Un dimanche, après-midi, elle lui donna des pinceaux d'écolier et lui dit : « Est-ce que ces jouets vous intéressent ? Il y a des gens qui cela amuse. » Le lendemain Churchill peignit sa première aquarelle. Grande dame jusqu'au bout, plutôt que de solliciter une aide officielle, elle vendit aux enchères l'année dernière, plusieurs toiles de son mari pour subvenir à ses besoins. Sa mort a été ressentie dans tout le pays : c'est la fin de la saga churchillienne.

HENRI PIERRE.

### Suisse

LA CHAMBRE DES COMMUNES se prononcera avant Noël sur le mode de scrutin pour l'élection au Parlement européen. Cette décision de M. Colligian n'implique pas qu'il soit assuré d'un vote en faveur de la représentation proportionnelle. Il va essayer d'y rallier la majorité travailliste pour ne pas donner aux libéraux présents à rompre l'alliance. — (Corresp.)

LE CONSEIL FEDERAL interdit, lundi 12 décembre, toute participation de la Suisse aux échanges commerciaux ou aux transactions avec la Rhodésie, qui violerait l'embargo imposé par les Nations unies (A.P.)



## La Belgique en mutation

# BRUXELLES

## capitale de l'Europe

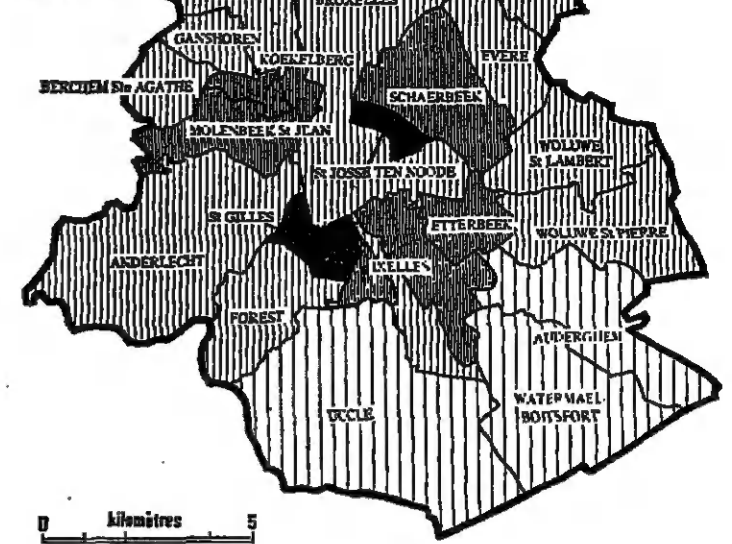
Avec ce supplément consacré à Bruxelles s'achève la 1<sup>re</sup> d'études que « Le Monde » a publiée, depuis un peu d'un an, sur « la Belgique en mutation ». Rappelons que principe de cette série était d'aborder successivement et séparément les trois régions linguistiques de la Belgique par la voie constitutionnelle de 1971 ; ce qui a déjà été fait pour la région flamande (numéro daté 3-4 octobre 1976) puis pour la région wallonne (numéro daté 10-11 novembre 1977).

Capitale de l'Europe, Bruxelles avait sans doute une vocation historique à le devenir. N'est-elle pas, d'ailleurs, le point de rencontre — avec toutes les difficultés que cela implique — de deux cultures fort différentes et de deux langues antagonistes ? Aujourd'hui encore, le statut très particulier de l'agglomération bruxelloise et le bilinguisme — lequel est partiellement fondé en témoignage — C'est qu'avant d'être la capitale de l'Europe, Bruxelles

est celle de la Belgique. Elle connaît, à ce titre, les problèmes de croissance d'une grande métropole fondée il y a de nombreux siècles mais confrontée aux difficultés et aux impératifs du développement urbain contemporain. Qu'il s'agisse du statut administratif, de l'urbanisme proprement dit, de la qualité de la vie, de l'emploi ou de la culture. La région bruxelloise, pour faire face à ces difficultés, pour assumer son héritage sans en être prisonnière, dispose désormais d'institutions spécifiques. Institutions dont la complexité, il est vrai, décourage encore parfois l'analyse, mais que la régionalisation devrait permettre d'adapter et de simplifier au fur et à mesure qu'elle entrera mieux encore dans les faits. L'originalité des solutions adoptées — de quoi, en tout cas, mériter aussi les vœux de la Belgique — là encore, Bruxelles a décidément vocation de capitale de l'Europe.

Nombre d'habitants au kilomètre-carré

- moins de 4 000
- de 4 001 à 10 000
- de 10 001 à 20 000
- plus de 20 000



## La régionalisation permettra aux Bruxellois d'être maîtres chez eux, nous déclare M. Léon Defosset

La réforme régionale a induit le gouvernement belge se doter, à côté des ministres d'affaires wallonnes et flamandes, d'un responsable des affaires bruxelloises, puisque la capitale et son agglomération constituent désormais une région à part entière. Le titulaire de cette fonction, M. Léon Defosset, député bruxellois (Front démocratique francophone), qui a également dans ses attributions ministérielles le secteur plus technique des postes et télécommunications, répond ci-dessous à nos questions.

— Comment Bruxelles s'intègre-t-elle dans les structures nouvelles de la Belgique ?

— La forme originale de la régionalisation réside dans le fait que la capitale et son agglomération constituent désormais une région à part entière. Elle a son Parlement régional et son gouvernement régional. Les « conseils de communauté » seront compétents pour les problèmes culturels et éducatifs. Quant aux autres problèmes (économiques, sociaux, sanitaires, etc.), qui concernent les régions, ils seront de la compétence exclusive de chacune d'elles.

— En définitive, les trois régions ont des compétences égales en droit et en fait, la région de Bruxelles sera la région à part entière. Elle a son Parlement régional et son gouvernement régional. Les « conseils de communauté » seront compétents pour les problèmes culturels et éducatifs. Quant aux autres problèmes (économiques, sociaux, sanitaires, etc.), qui concernent les régions, ils seront de la compétence exclusive de chacune d'elles.

— Quelles sont les conséquences politiques, économiques et financières de l'autonomie régionale de Bruxelles ?

— Les mêmes que pour les deux autres régions du pays. Chacune disposera d'un budget régional et d'un budget fédéral. Dans les limites des compétences qui sont réservées aux régions à titre exclusif, la région de Bruxelles, comme les autres, aura la charge de ses propres affaires. En fait, il s'agit de la suppression des problèmes de dédoublement de la capitale, cette originalité étant l'exigence d'institutions régionales et spécifiques.

— L'Etat unitaire antérieur ne jouissait plus d'un monopole sur la région centrale du pays, qui fait à la fois les frais des concessions économiques des entreprises et des autres dans le cadre de la régionalisation définitive, la région de Bruxelles disposera de moyens budgétaires propres (dotations, fiscalité, etc.) et pourra les affecter aux tâches prioritaires qu'elle aura la suppression des problèmes de dédoublement de la capitale, cette originalité étant l'exigence d'institutions régionales et spécifiques.

— Quels sont les rapports entre les trois secrétaires d'Etat à l'économie régionale (flamande, wallonne, francophone) et aux affaires sociales ?

— Le ministre des affaires sociales a deux secrétaires

d'Etat qui lui sont adjoints, l'un pour l'économie régionale bruxelloise, l'autre pour les affaires sociales. Il dispose à leur égard du pouvoir de tutelle et son contre-pouvoir est nécessaire pour toute disposition législative ou réglementaire.

— La répartition des attributions régionales fait l'objet d'une réglementation précise. C'est ainsi que le secrétaire d'Etat à l'économie régionale a dans ses attributions la politique de l'aménagement du territoire et l'urbanisme, y compris la politique foncière, la rénovation urbaine et l'assainissement des sites industriels désaffectés, la politique d'expansion économique régionale, la politique industrielle et énergétique.

— Ces attributions sont toutefois exercées dans le cadre de l'application de la législation existant à cet égard, dans les limites de la tutelle. Il n'y a, en outre, convenu entre le ministre des affaires bruxelloises et le secrétaire d'Etat à l'économie régionale bruxelloise que les décisions relatives à la politique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme seraient instruites par le secrétaire d'Etat, en y associant un représentant désigné par le ministre des affaires bruxelloises et que toutes les décisions seraient signées conjointement par le ministre et le secrétaire d'Etat.

— D'autre part, le ministre des affaires bruxelloises préside le comité ministériel des affaires bruxelloises, organe exécutif de la région. Le secrétaire d'Etat adjoint au ministre de la Région francophone fait également partie de ce comité mais il dépend de la tutelle du ministre de la culture française, il traite tous les problèmes culturels qui concernent la communauté francophone de la région de Bruxelles.

— Le ministre des affaires bruxelloises dispose enfin de compétences exclusives, notamment l'élaboration du budget régional et la surveillance de son exécution. L'ensemble de la politique communale régionale, les travaux subsidiaires, c'est-à-dire les travaux des pouvoirs subordonnés — par exemple toutes les infrastructures locales, — ainsi que les travaux privés par exemple le ravalement des façades, — la politique de l'eau, qui est un des grands problèmes de la région bruxelloise, entrent également dans la compétence exclusive du ministre des affaires bruxelloises.

— Quels sont vos rapports avec les bourgmestres des dix-neuf communes et particulièrement avec le bourgmestre de Bruxelles ?

— Il faut rappeler que le pouvoir communal est, historiquement, un des pouvoirs les plus importants de la Belgique. L'autonomie communale est un des fondements de notre démocratie. Tout naturellement, dans la Belgique de demain, les régions auront autorité exclusive sur les communes. L'institution communale, dirigée par un maître que nous appelons bourgmestre, garde ses prérogatives, mais la tutelle actuellement exercée par le pouvoir central (ministère de l'Intérieur) sera transférée à la région, qui coordonnera les actions des différentes communes.

— Les rapports actuels entre les bourgmestres des dix-neuf communes de la région de Bruxelles et le ministre des affaires bruxelloises, même s'ils appartiennent à des parcs différents, sont « institutionnalisés » dans la compétence exclusive du ministre des affaires bruxelloises.

— Bruxelles est une des dix-neuf communes de « Bruxelles », et mes rapports avec le bourgmestre ne sont pas différents de ceux que j'entretiens avec les dix-huit autres.

— De nombreuses compétences — qui dépassent le cadre de cha-

que commune — ont été transférées par la loi du 26 juillet 1971 à l'« agglomération » (conseil d'agglomération et collège exécutif). Ces compétences importantes (santé, éducation, aide médicale urgente, enlèvement et traitement des déchets urbains) seront transférées demain à la région, puisque dans la préoccupation que nous avons toujours eue, de la simplification des institutions bruxelloises, les organes d'agglomération seront supprimés, dès la mise en place du nouveau pouvoir régional, qui reprendra les attributions, le personnel, et les installations.

— Les nouvelles structures de la Belgique changeront-elles quelque chose au destin de Bruxelles, concrètement, qu'en sera-t-il de la capitale, qu'en sera-t-il de la région ?

— Le destin de Bruxelles et celui des Bruxellois se transformeront totalement et pas seulement dans les textes juridiques. Nous luttons depuis des années pour éviter que l'on fasse de Bruxelles un territoire d'Etat où les citoyens auraient été politiquement émasculés. Avec la régionalisation, Bruxelles obtiendra la place qui lui revient et, en fait, la même que celle qu'occupent Flandre et Wallonie.

— L'élection au suffrage universel de représentants propres à la région bruxelloise, l'extension des activités territoriales qu'on y observe, ainsi que la souci de rentabilité, ont précédemment amené des groupes d'intérêt étrangers, particulièrement britanniques, à s'intéresser aux investissements immobiliers dans la capitale belge, affichant aujourd'hui, notamment, les noms de Jones Lang Wootton et de Richard Ellis à bien des coins de rues.

— Cette promotion immobilière s'est faite principalement en matière d'aménagement et de location de bureaux, la rénovation urbaine concernant des quartiers entiers à cette nouvelle vocation, rommant l'équilibre des zones d'habitat et de travail et transformant progressivement Bruxelles en une manière de « cité-bureau » au caractère de moins en moins tolérable.

— Divers indices, qui vont de la création de comités de quartier à l'organisation de mouvements écologiques, de la ferveur populaire de certaines manifestations à l'impulsion d'une presse militante locale telle que *Bruxelles-Combat* (qui se veut « au service de ces luttes »), attestent des réactions de plus en plus nombreuses et organisées, qui suscitent cette métamorphose quelque peu anarchique de la ville.

— Du point de vue de la structure des entreprises, Bruxelles ne défendait aucune spécialité. Au vu du

## UNE INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE PROFONDÉMENT DÉSÉQUILIBRÉE

La plus grande prudence s'impose dans l'analyse des données chiffrées relatives à la structure économique de la région bruxelloise et à son évolution. C'est que l'outil statistique, en dépit d'efforts louables, est encore mal adapté à une approche aussi régionale. Certains facteurs spécifiques viennent, en outre, à altérer les renseignements disponibles. Il est cependant possible de dégager de l'analyse des chiffres et de la sécheresse des graphiques les principaux éléments constitutifs de l'infrastructure de la capitale belge, qui présente un mélange caractéristique de l'habitat et de l'entreprise.

Les différentes composantes de la croissance démographique ont progressivement amené la population de l'agglomération bruxelloise à « sonner » statistique de 1967, avant de faire régresser le nombre de ses habitants à 1 042 052 personnes au 31 décembre 1975 (soit 10,8 % de la population belge).

Cette évolution est due, en partie, à une diminution du taux de natalité,

mais surtout à un solde migratoire négatif. La recherche d'un meilleur environnement provoque, en effet, une émigration de la population bruxelloise, et principalement des jeunes ménages, vers la zone suburbaine de la capitale. Cette situation s'accompagne d'un notable accroissement de la population étrangère, qui, fin 1975, représentait déjà 212 634 personnes, soit 20,2 % du total des habitants de l'agglomération.

Multiplie sont les conséquences de cette triple évolution.

A côté d'un vieillissement de la population bruxelloise, d'une diminution du nombre de ses actifs et de la réduction de son poids démographique dans le pays, on assiste, par exemple, à une augmentation sensible de la circulation automobile en dépit de l'ouverture partielle du métro. La dégradation des quartiers de vieille urbanisation, de même, est à la fois la cause et la conséquence du processus de dépeuplement, opérant de profonds bouleversements dans le patrimoine immobilier de l'arrondissement.

### L'« Eurosphère »

L'installation de l'« Eurosphère », et, plus généralement, l'attraction internationale de Bruxelles, l'extension des activités territoriales qu'on y observe, ainsi que la souci de rentabilité, ont précédemment amené des groupes d'intérêt étrangers, particulièrement britanniques, à s'intéresser aux investissements immobiliers dans la capitale belge, affichant aujourd'hui, notamment, les noms de Jones Lang Wootton et de Richard Ellis à bien des coins de rues.

— Cette promotion immobilière s'est faite principalement en matière d'aménagement et de location de bureaux, la rénovation urbaine concernant des quartiers entiers à cette nouvelle vocation, rommant l'équilibre des zones d'habitat et de travail et transformant progressivement Bruxelles en une manière de « cité-bureau » au caractère de moins en moins tolérable.

— Divers indices, qui vont de la création de comités de quartier à l'organisation de mouvements écologiques, de la ferveur populaire de certaines manifestations à l'impulsion d'une presse militante locale telle que *Bruxelles-Combat* (qui se veut « au service de ces luttes »), attestent des réactions de plus en plus nombreuses et organisées, qui suscitent cette métamorphose quelque peu anarchique de la ville.

— Du point de vue de la structure des entreprises, Bruxelles ne défendait aucune spécialité. Au vu du

classement par nombre de salariés, l'image obtenue est quasiment identique à celle du pays dans son ensemble. En 1975, 66 % des établissements occupaient moins de cinq travailleurs chacun, et 5,1 %, plus de cinquante.

En revanche, l'activité économique bruxelloise se caractérise très nettement par la part de plus en plus importante qu'y occupent les services publics et privés, et, donc, par le rôle de moins en moins grand joué par l'industrie.

De 1965 à 1975, le secteur secondaire représentait 33 % de la valeur ajoutée brute à Bruxelles, contre 35 % au secteur tertiaire. De 1971 à 1974, ces chiffres étaient de 27 % et 73 %, contre 42 % et 52 % pour l'ensemble du pays.

Pour l'emploi, la constatation est la même. Au 31 décembre 1970, l'industrie employait 44,4 % de la population active totale (445 673 personnes), alors que 52,7 % des actifs travaillaient dans les différentes branches du secteur tertiaire. Les proportions nationales s'établissaient respectivement, à cette date, à 43 % et à 49,6 %.

### Le déclin industriel

L'alimentation, les boissons, le tabac, le bois, le papier, et surtout les fabrications métalliques, représentent 70 % de la production industrielle de la capitale en 1974. Le taux de croissance moyen de cette dernière, pour les années 1970 à 1974, confirme également, par sa faiblesse, ce phénomène de désindustrialisation.

A l'exception de secteurs tels que ceux du vêtement, de la chaussure ou de la sidérurgie et des métaux non ferreux (où le taux d'accroissement de la valeur ajoutée brute s'établit respectivement, en 1970 et 1974, à 5,1 % et 10,5 %), la croissance est lente partout, et certains secteurs, comme le textile et le papier, enregistrent même des taux négatifs. Les fabrications métalliques, sous-secteur important de l'industrie bruxelloise, ne connaissent qu'une croissance de 1 %, alors que, pour l'ensemble du pays, ce taux atteignait alors 6 %.

Autre caractéristique de l'industrie bruxelloise : la part beaucoup plus importante qu'y occupent les employés par rapport aux ouvriers, en comparaison de la situation qui domine dans le pays. Ce phénomène, qui affecte toutes les branches d'activité et tend à s'accroître, s'explique par la présence, dans la capitale, de sièges administratifs d'industries aux centres de production disséminés, et par l'implantation d'entreprises particulières, telles que des bureaux de recherche, des services d'études, d'entretien et de réparations.

Cette particularité se reflète notamment au plan des revenus. Le revenu par habitant, à Bruxelles, est, en effet, élevé : en 1974, il s'établissait en moyenne à 99 400 francs belges, contre 75 100 pour l'ensemble du pays. Le tableau des gains moyens bruts des travailleurs du secteur privé, réparti par arrondissement, montre toutefois que les Bruxellois, sans être les moins bien payés, ne sont pas, pour autant, les mieux rémunérés.

La régression de la part relative du secteur secondaire dans l'économie bruxelloise a été compensée, pour un temps, par un important développement du secteur tertiaire. Les services, particulièrement les services financiers et les assurances, y monopolisent sans nul doute l'activité économique. Ces dernières années, pourtant, la croissance du tertiaire n'est plus suffisamment vigoureuse pour équilibrer la désindustrialisation.

### Des services hypertrophiés

Quant à l'emploi hautement spécialisé ou non qualifié (on observe d'ailleurs un certain vide entre les deux), il est en régression. Du 30 juin 1973 au 30 juin 1975, la capitale a perdu 17 360 emplois salariés (— 2,9 %).

Outre les services publics, seuls les banques et assurances, les transports en commun et la fabrication du matériel de transport ont connu, de 1973 à 1975, des augmentations d'emploi. Tous les autres secteurs sont en régression.

La volonté de réduire les mouvements pendulaires du monde des travailleurs et le désir d'accroître l'efficacité de certains services pourraient fort bien commander sous peu le déplacement de l'un ou l'autre de ces secteurs vers la périphérie. Il est clair que semblables décisions réduiraient d'autant les possibilités d'emploi dans le tertiaire bruxellois, emploi qui est actuellement stationnaire.

La moyenne mensuelle de chômeurs complets indemnisés s'est accrue de 91 % à Bruxelles entre 1974 et 1975 et de 41 % entre 1975 et 1976. Ces pourcentages sont respectivement pour l'ensemble du pays de 69 et 29 %. Cette évolution prend tout son sens si l'on se rappelle que les agents des services publics, nombreux dans la capitale, ne sont pas touchés par le chômage : ces accroissements spectaculaires sont à comparer à un nombre limité d'emplois qualifiés, industriels ou tertiaires.

Alors que des neuf premiers mois de 1977 cependant, la moyenne mensuelle des chômeurs ne s'est accrue à Bruxelles que de 13,1 % par rapport à la période correspondante de 1976, alors qu'elle a augmenté de 15,5 % dans le pays.

JEAN SLOOVER.

(Lire la suite page 11.)

### ÉCOLE R. STEINER

227, avenue Molière - Bruxelles, 1060

École privée, mixte, affiliée au mouvement mondial des Ecoles Steiner (Waldorf) - Plus de 120 écoles dans 17 pays

Un enseignement structuré par périodes :

- Répondant aux besoins vitaux de l'enfant dans les domaines physique, psychique, intellectuel et moral ;
- Reliant les disciplines de base aux activités artistiques et manuelles, éléments éducatifs à part entière ;
- Permettant aux enfants et aux professeurs de nouer des rapports humains profonds et vrais.

L'École offre actuellement un jardin d'enfants (3-6 ans) et 4 classes primaires.

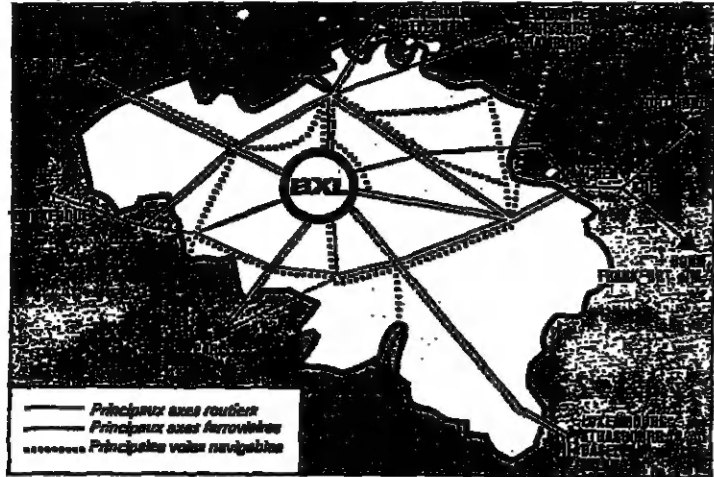
Renseignements et inscriptions : tél. 243-17-37, Bruxelles.

« Il ne s'agit pas de recevoir de l'école une formation achevée, mais de s'y préparer à la recevoir de la vie. » R. STEINER.



(PUBLICITÉ)

# BRUXELLES CŒUR ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE



**B**RUXELLES, capitale politique et administrative du royaume de Belgique, est aussi la capitale du Marché commun et le siège de la Commission exécutive de cette Communauté européenne.

Bruxelles est devenue, au cours de ses mille ans d'histoire, une ville internationale groupant, outre la C.E.E. et l'OTAN, les sièges ou représentations de toutes les grandes sociétés, associations, organisations publiques ou privées du monde entier.

L'homme international se sent dès lors vraiment chez lui à Bruxelles! La mise en place d'une véritable politique régionale, correspondant encore mieux aux critères d'activités et aux ambitions réelles d'une

ville d'un million d'habitants, augmente encore le capital de confiance et de sympathie qu'inspire Bruxelles, ville ouverte au monde entier.

En effet, à la suite de la politique de décentralisation dans laquelle la Belgique s'est engagée depuis quelques années, Bruxelles a mis en œuvre les outils d'un nouvel essor économique.

Vous trouverez, ci-dessous, une description de l'infrastructure industrielle, économique, sociale et culturelle de Bruxelles qui, j'en suis convaincu, vous intéressera et fera, peut-être, de vous un nouveau Bruxellois.

HENRI SIMONET,  
Secrétaire d'Etat à l'économie régionale bruxelloise.

## Carte d'identité

**Bruxelles :**  
— 4° 21' 12" longitude est,  
— 50° 50' 5" latitude nord,  
— Climat tempéré,  
— 16 000 hectares,  
— 1 550 000 habitants,  
— 630 000 travailleurs,  
— 33 000 entreprises privées.

Bruxelles est la capitale de la Belgique, petite pays de 10 millions d'habitants, qui a réussi à se hisser en huitième position parmi les puissances commerciales mondiales.

Bruxelles est la cœur politique, économique et administratif de l'Europe; elle abrite les organes de décision et d'exécution des Communautés européennes, de l'Union Belge, de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, ainsi que de nombreuses autres organisations internationales publiques et privées.

Bruxelles est un carrefour du négoce, position à laquelle concou-

rent son équipement structurel et sa situation géographique centrale en Europe.

Bruxelles est un carrefour ferroviaire et un carrefour autoroutier; les réseaux belges sont les plus denses du monde et sont reliés à tous les réseaux européens.

Bruxelles est un carrefour aérien; l'aéroport de Bruxelles national, à dix minutes de voiture du centre de la ville, est desservi par trente-huit compagnies de navigation aérienne.

Bruxelles est reliée, par voies d'eau navigables, aux réseaux étrangers.

Bruxelles est reliée à la mer par un canal maritime qui donne accès au port d'Anvers et de la aux ports de Zeebrugge, de Gand, d'Os-

## Les aides aux investissements

**I**l existe en Belgique une législation d'aide aux investissements. Les entreprises peuvent en bénéficier quelle que soit leur forme juridique ou leur nationalité.

Dans une région aussi développée que Bruxelles, les aides directes et indirectes, les plus importantes sont accordées préférentiellement aux entreprises qui investissent dans la recherche et le développement industriel.

### Les aides financières

En ce qui concerne le financement des investissements, l'Etat ou la région supporte une partie des charges d'intérêt liées aux emprunts.

Cette aide peut atteindre 4 % de la charge d'intérêt des trois quarts de l'investissement pendant huit ans.

D'autre part, sous certaines conditions, l'Etat peut faciliter l'obtention de crédits par l'entreprise en attachant sa garantie au remboursement de ces crédits, quant au capital et aux intérêts.

Enfin, l'investisseur privé peut aussi obtenir la participation financière de l'une ou l'autre société publique compétente.

En ce qui concerne les taxes, les nouveaux investisseurs peuvent être exonérés pendant cinq ans du précompte immobilier (impôt direct perçu sur les immeubles à raison d'une valeur juridiquement fixée par la puissance publique).

Dans le parc industriel à vocation de recherche et associé aux universités, l'Etat — en plus des aides décrites ci-dessus — couvre entièrement les frais d'infrastructure, c'est-à-dire l'aménagement routier et l'installation des diverses installations nécessaires.

Précisons que les bénéficiaires d'aides restent libres de s'adresser aux institutions privées ou publiques de leur choix pour le financement de leurs investissements.

### Les aides à l'exportation

Les mesures d'aide aux exportations — qui ne sont pas propres à la région bruxelloise — consistent en facilités de financement et en réductions d'impôts.

L'Office national du Commerce, qui a pour vocation de stimuler les exportations, assure par ailleurs les risques de crédit; il peut aussi financer directement certaines opérations d'exportation.

### Les aides à la formation du personnel

Lorsqu'une entreprise souhaite installer ou étendre ses activités, la puissance publique peut l'aider à se procurer un personnel qualifié.

C'est ainsi que l'Office national de l'emploi peut financer partiellement la formation du personnel. Celle-ci sera donnée, selon les besoins de l'entreprise, soit au sein de celle-ci, soit dans les centres de l'ONEM, soit encore à l'étranger.

En outre, les aides en la matière portant uniquement sur la formation de techniciens qualifiés, à l'exclusion de toute formation commerciale ou administrative.

Le montant de l'aide peut aller de 25 % à 50 % du coût total, comprenant rémunérations, charges sociales, indemnités et frais de séjour éventuels à l'étranger.

### Régime fiscal

**pour les cadres étrangers**

Pour les cadres et dirigeants étrangers qui résident et travaillent en Belgique, le revenu soumis à l'impôt peut être diminué à concurrence de 30 % ou 15 million de francs belges. Cette mesure peut, selon les cas, être appliquée pendant cinq ou huit ans.

## UNE QUALIFICATION EXCEPTIONNELLE

Huit Bruxellois sur cent sont diplômés de l'enseignement supérieur universitaire ou technique — proportion tout à fait exceptionnelle.

Selon les dernières estimations, 12 % des travailleurs bruxellois ont achevé des études de niveau supérieur (universitaire ou autre), tandis que 18 % ont terminé des études secondaires.

L'enseignement technique supérieur est spécialisé en mécanique, en électricité et en chimie. La ville abrite également plusieurs centres de formation paramédicale.

En ce qui concerne l'enseignement universitaire, Bruxelles possède deux universités complètes: l'Université libre de Bruxelles (environ treize mille étudiants) et la Vrije Universiteit Brussel (environ cinq mille étudiants).

## L'infrastructure bancaire

Les exportations de la Belgique représentent près de la moitié du produit national brut; les importations sont de la même importance. Aussi, la Belgique a-t-elle toujours eu besoin d'un système bancaire ouvert, permettant des contacts aisés et rapides avec l'étranger.

Depuis 1944, la Belgique a instauré un double marché des changes.

Un « marché réglementé » sert de cadre aux transactions sur marchandises et sur services; dans le cadre des accords de Bretton Woods d'abord et du « serpent » monétaire européen ensuite, les autorités monétaires belges interviennent sur ce marché pour assurer le respect des courbes prévues.

Un « marché libre » traite toutes les autres opérations et notamment les transferts de capitaux. La loi de l'offre et de la demande régit les cours pratiqués sur ce marché et les autorités belges peuvent, par ce mécanisme, laisser, tant à leurs citoyens qu'aux étrangers, le libre choix d'investir ou de désinvestir en francs belges, sans devoir soutenir le cours de la devise.

Les opérations courantes de paiement s'effectuent sans autorisation, sur le marché qui leur est destiné; seules des transactions

importantes de caractère commercial font l'objet d'un contrôle avant exécution, en période de flottement monétaire et de risques spéculatifs (la présentation du modèle de change sort de justification auprès de la banque pour le dénouement de l'opération; c'est ce qui contraint l'importateur belge à régler par virement et non par chèque ses achats de marchandises à l'étranger).

Sur le marché libre, l'I.B.L.C. demande, en principe, pour toute opération, dans un but statistique, une déclaration écrite et signée du donneur d'ordre sur la nature de la transaction: désinvestissement, exportation ou rapatriement de capitaux, revenus localisés, etc.

Les banques étrangères ont été bien accueillies à Bruxelles et nombreuses sont celles qui y ont ouvert des succursales ou des filiales; elles dépassent d'ailleurs, en nombre, les banques belges. (De grandes maisons françaises, privées et nationales, y sont actives et très appréciées.)

La clientèle étrangère, commerciale ou privée n'est pas soumise à une réglementation; le respect du double marché des changes est la seule contrainte. L'ouverture de compte, l'émission de chèques, l'importation ou l'exportation de devises ne connaissent pas d'autres limites.

## Vivre à Bruxelles

**P**EU de villes européennes ont connu en quelques années à peine un rythme de développement comparable à celui de Bruxelles.

Les grands travaux urbains, les idées européennes ont contribué à modifier considérablement le visage de cette ville au caractère quelque peu traditionnel. Siège de huit cents organismes internationaux et d'un corps diplomatique de cent cinquante-huit ambassades, Bruxelles est animée d'une vitalité sans cesse croissante. Cependant, l'achat ou la location de logements ne pose aucun problème. Le choix est possible entre plusieurs formules: studios, appartements, maisons, villas, dans différents types d'environnement.

Le réseau d'enseignement tant secondaire qu'universitaire est très varié et les écoles étrangères sont également bien représentées: Lycée français, Ecole européenne, Ecole internationale, British School of Brussels, etc.

En raison de son caractère international, toutes les religions sont tolérées et représentées.

Les gourmets ne se sentiront pas dépayés car, placée sous le signe du bien-manger, la capitale offre mille trois cents restaurants où les cuisiniers belges et étrangers défendent dignement leur réputation.

Les emplettes... un vrai plaisir...! Vous trouverez tout ce que vous avez chez vous et encore beaucoup plus, car ici c'est le rendez-vous des produits du monde entier.

Bruxelles est en permanence le théâtre de manifestations et d'activités culturelles organisées dans toutes les langues. Du spectacle d'opéra et ballets aux manifestations folkloriques, en passant par les expositions, concerts et galeries d'art, le calendrier bruxellois présente une gamme étendue de possibilités.

A mesure du rôle qui lui a été assigné la conjonction européenne et mondiale, Bruxelles compte 140 hôtels offrant quelque 8 000 chambres dont 6 000 sont de première classe.

Mais malgré cette fièvre d'agir, de construire, d'améliorer, d'innover, Bruxelles reste elle-même ville de charme où il fait bon vivre.

Les relations économiques, industrielles, scientifiques ou culturelles prédisposent de nombreux contacts, nationaux et internationaux. Consciencieusement de l'apport donné par

ces échanges, l'Etat, la ville, les communes ont suscité l'installation de multiples locaux ruraux d'équipements ultra-modernes, dotés de services capables de répondre aux besoins des organismes officiels ou privés les plus exigeants.

L'Office de tourisme de l'agglomération bruxelloise (TIB) quant à lui, a créé Bruxelles-Congrès, département chargé de la promotion et de l'information spécialisées.

Se retrouvent associées grâce à Bruxelles-Congrès, les salles, l'hôtellerie, les agences de voyages, les transporteurs et ce, dans un esprit de service qui offre aux organisateurs une garantie d'efficacité et de prix permettant à Bruxelles d'aligner une gamme de lieux de rencontre et d'expositions au centre de l'Europe à des prix extrêmement compétitifs.

Les facilités techniques ainsi offertes sont considérables: trois centres de congrès avec auditorium, équipes de traduction simultanée, restauration, surfaces d'expositions et parkings. De surcroît, dix salles de conférences et dix-neuf hôtels de première classe équipés peuvent recevoir tous types de conférences jusqu'à 8 000 participants.

Le logement de ceux-ci dans 8 000 chambres dont 6 000 de luxe est prévu pour 17 000 personnes.

Tous les hôtels sont très proches du Palais des congrès et des centres commerciaux du haut et du bas de la ville où le shopping est international et la gastronomie, un des fièbres de la cité.

A Bruxelles, ville aux dimensions humaines, la sécurité existe, dans l'harmonie d'un confort jamais démenti.

Les services d'accueil sont polyglottes par nature et par métier. Bruxelles est bête en forme de cœur, vous le sentirez battre pour vous.

### POUR TOUTE INFORMATION

SECRÉTARIAT D'ETAT  
A L'ECONOMIE REGIONALE  
BRUXELLES  
Rue de la Loi, 56, Boite 13  
1040 BRUXELLES  
TEL: (32-2) 513-05-55

SOCIETE  
DE DEVELOPPEMENT  
REGIONAL DE BRUXELLES  
Avenue des Arts, 39, Boite 8  
1040 BRUXELLES  
TEL: (32-2) 513-70-23

## Centre européen de foires et d'expositions

Dans un rayon de 200 kilomètres autour de Bruxelles, habitent trente millions de personnes, au Benelux, à l'ouest de l'Allemagne et au nord de la France.

Pour faciliter les dialogues, les échanges, les achats et ventes au sein de ce vaste marché, Bruxelles s'est dotée, en matière de foires et d'expositions, d'un outil varié, qui met à la disposition des fabricants et des exportateurs un grand choix de manifestations, de locaux et de services.

Le Parc des expositions dispose de onze halls qui occupent 110 000 mètres carrés couverts, et de vastes terrains qui se prêtent à des expositions d'air libre.

Il est situé en bordure de Bruxelles, en liaison directe avec le centre-ville et les autoroutes périphériques.

Quarante manifestations s'y déroulent annuellement et sont organisées, pour la plupart, par la Foire internationale de Bruxelles.

Il s'agit tantôt d'expositions accessibles au grand public des consommateurs, tantôt de salons spécialisés réservés à de nombreux secteurs professionnels.

Outre ses vastes locaux, le Parc des expositions offre à l'organisateur un grand nombre de commodités, dont vingt-cinq mille parkings et un choix complet de services techniques, administratifs et commerciaux, tels que la traduction simultanée, le secrétariat; il s'occupe des problèmes d'accueil et de restauration; il prend en charge toutes réservations d'hôtels et de moyens de transport, et peut assurer les services de publicité, presse et pro-

motion, l'aménagement de stands, l'organisation conjointe de colloques, de journées d'études et de congrès.

A proximité du parc s'étend la Brussels International Trade Mart, qui met en location 150 000 mètres carrés de locaux, destinés à l'exposition permanente de prêt-à-porter, textiles d'ameublement et meubles.

Bruxelles est un centre de télécommunications entièrement automatisées relié au réseau mondial par câble et antenne de télécommunications spatiales.

Rogier propose, au centre de la ville, quelque 15 000 mètres carrés de salles agencées de différents services.

Plusieurs organismes spécialisés en foires et expositions, quelque 300 000 mètres carrés de locaux polyvalents et tous les services adéquats réunissent donc, en faveur de chaque organisateur, tous les éléments de succès et de rentabilité qu'il edge.

## La Société de développement régional de Bruxelles (S.D.R.B.)



La Société de développement régional de Bruxelles est l'institution publique chargée de l'exécution de la politique économique de la région.

Dans le cadre des options régionales de développement, la S.D.R.B. s'attache à plusieurs types d'activités:

### ● Accueil des entreprises

Dans tous les cas où une entreprise a des besoins en espace, la S.D.R.B. est à même de lui proposer des solutions:

- qu'il s'agisse de l'implantation d'une nouvelle entreprise dans la région,
- ou qu'il s'agisse d'une entreprise bruxelloise désirant s'agrandir.

### ● Service aux entreprises

La S.D.R.B. propose aussi aux entreprises un service d'informa-

tion qui les renseigne sur toutes les matières susceptibles de les intéresser:

- permis divers;
- crédit et aides financières;
- parcs et autres terrains industriels;
- etc.

### ● Affectations industrielles

La S.D.R.B. participe à l'aménagement du territoire régional. L'industrie occupe:

- zones industrielles 675 ha;
- zones industrielles compatibles avec l'habitat 333 ha.

### ● Parcs industriels scientifiques

100 ha de ces zones industrielles ont la vocation de parcs scientifiques associés directement aux universités bruxelloises.







Bd de Waterloo 38 -  Bruxelles - Tél. 513.88.77

☐ souhaite ☐ régulièrement ☐ rapport annuel  
☐ bulletin d'information  
☐ ☐ indications concernant le (s) secteur (s)  
 suivant (s)  
 O O O ☐ (Préciser le numéro de réfé-  
 rence indiqué ☐ regard des secteurs  
 repris ci-dessus.)

Dans le cadre du marché commun, l'importance de donner une dimension internationale à des activités aussi fondamentales que la MAISON DE LA FRANCIE remplit cette exigence, non seulement dans ses rapports avec l'Association de Coopération Culturelle et Technique, mais aussi par son implantation de divers organismes dans une

Lieu de rencontres, de colloques et d'expositions (salon, un semestre de la langue française en 1977), le MAISON DE LA LANGUE FRANÇAISE abrite également la Centre de Documentation de la langue Française, bibliothèque accessible au public, un réseau, et plus que dix autres milieux.

L'ouverture de Bruxelles aux communautés de langues françaises est une tâche urgente.

LE MAISON DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES SECS REUNIONENNES

- COMMISSION FRANCAISE DE L'ACQUISITION DE LA CULTURE DE L'ANGLO-NORMAN DE BRUXELLES.

15 rue de la Col., 1046-Bruxelles  
Tél. 821.11.11 - Tél. 82.55.91

- MAISON DE LA FRANCE

Lieu de rencontres, de colloques et d'expositions (salon, un semestre de la langue française en 1977), le MAISON DE LA LANGUE FRANÇAISE abrite également la Centre de Documentation de la langue Française, bibliothèque accessible au public, un réseau, et plus que dix autres milieux.

L'ouverture de Bruxelles aux communautés de langues françaises est une tâche urgente.

LE MAISON DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES SECS REUNIONENNES

contactez :  
- COMMISSION FRANCAISE DE L'ACQUISITION DE LA CULTURE DE L'ACQUISITION DE BRUXELLES  
15 rue de la Col., 1046-Bruxelles  
Tél. 821.11.11 - Tél. 82.52.50  
- MAISON DE LA FRANCE

**Dans la capitale du Marché commun,** il s'agit de donner une dimension internationale à nos activités fondatrices.

**LA MAISON DE LA FRANCITE** remplit cette mission non seulement dans ses rapports avec les autres Maisons de la Francophonie mais aussi par son implantation de divers domaines :

- l'Association des Universités francophones ;

Lieu de rencontres, de colloques et d'expositions (salon, un seminaire de la langue française en 1977), la MAISON DE LA FRANCITE abrite également le Centre de Documentation de la langue française, bibliothèque accessible au public national, plus qu'un lieu de travail.

L'ouverture de Bruxelles aux universités de toutes langues s'inscrit dans le cadre d'une politique de coopération culturelle qui vise à promouvoir la culture de tous les peuples.

**LES TROIS PLOUVERES :**

- COMMISSION FRANÇAISE DE LA CULTURE DE L'ACCIER  
- COMMISSION FRANÇAISE DE LA CULTURE DE BRODERIES  
- LE ROYAL DES ARTS ET METIERS  
- LE ROYAL DES ARTS ET METIERS



## CAPITALE DE L'EUROPE

Certains pensent que Monsieur Jean et Monsieur Louis, nos deux concierges, sont des personnages les plus importants de l'hôtel, même que le Directeur. Ce sont deux encyclopédies vivantes de la capitale belge. Il n'y a rien de nos risques pour discuter les mérites de l'un et de l'autre.

Certains pensent que Monsieur Jean est un peu mieux fait des problèmes commerciaux. D'autres affirment que Monsieur Louis est un tout petit peu plus intéressé que les spectacles.

Toujours est-il qu'à eux deux ils ont plus de 60 années d'expérience hôtelière. Ils se sont occupés de centaines de conférences et de banquets dans les murs de l'hôtel. Ils sont passés même dans l'art de résoudre les problèmes de dernière minute, même ceux qui se produisent lors des réunions les mieux préparées.

Monsieur Jean et Madame Louis sont une excellente équipe. Leur présence vous garantit un séjour agréable à Bruxelles.

## Brussels-Sheraton Hotel

Place Rogier 3, 1000 Bruxelles. Tel.: 219 34 00. Telex: 26 887

## Mens en Landschap in de 17de eeuwse Hollandse Schilderkunst

een mededeling  
van het [REDACTED]  
van Nederlandse Cultuur  
van België

## Retrospectieve Lismonde

een volledig beeld  
van het oeuvre  
van de kunstenaar,  
geselecteerd uit officiële  
en privé-verzamelingen.

## Retrospectieve Willem Paerels

tweehonderd werken  
van de uit Nederland  
genaturaliseerde Belg  
die deel uitmaakte  
van de Brabantse leuvriers

## Bulgaarse Ikonen. van de 9de tot de 19de eeuw

georganiseerd in het kader van het Belgisch-Bulgars cultureel akkoord.

**Koninklijke Musea voor Kunst  
en Geschiedenis**  
Jubelpark 13 (J.F. Kennedy) in  
elke dag van 9.30 tot 12.30  
en van 13.30 tot 17 uur  
behalve 's maandags;  
's zaterdags en 's zondags  
doorlopend van 9.30 tot 16 uur.

Decision-Making Entrepreneurs

**Nous en faisons  
une affaire  
d'honneur.**

Rien ne nous tient plus à cœur que de défendre nos intérêts.  
C'est ce qui motive notre présence à Bruxelles, carrefour financier  
de l'Europe.

Nous y sommes représentés par des dizaines d'agences offrant une gamme complète de services bancaires modernes et efficaces.

Nos spécialistes se tiennent à votre disposition pour vous donner des conseils ou servir d'intermédiaire.

Bref, vos intérêts seront défendus au mieux. Pour nous, c'est un d'honneur.

Siège central: Rue d'Arenberg 7 - B-1000 Bruxelles - Tél.: (02)  
513 80 50 - Télex: 21909 kbissu b

**KB KREDIETBANK**  
Membre du Groupe de Banques Inter-Alpha



**KREDIETBANK**  
Membre du Groupe de Banques Inter-Alpha



## L'AVIS D'UN VIEUX « MAROLLIN »

**Centre des Voyages**  
**FMV VOYAGES**

**NEW-YORK 1100F**

**MEXIQUE 3000F**

**BAL 4440**

**PROPOSE ET DE RENVOI EN**

PARIS	1000F
NEW-YORK	1100F
MEXIQUE	3000F
BAL	4440F











POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les salariés candidats à un mandat législatif disposeront de vingt jours pour leur campagne

Lundi 12 décembre, la présidence M. Andrieux (P.C.), l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats élus à l'Assemblée ou au Sénat.

Après avoir rappelé le faible pourcentage des salariés du secteur privé ou public occupant effectivement des fonctions parlementaires, BRIANE (réf.) rap-

portance numérique de la loi : ils représentent 70 % de la population active et plus de 44 % du corps électoral, précise l'exposé des motifs.

Le projet apporte un certain nombre de garanties au salarié devenu parlementaire : le contrat de travail est suspendu sur son mandat, il retrouve, s'il le désire, son emploi ou un emploi analogue. Les dispositions ne jouent plus en cas de renouvellement du mandat, la

portance numérique de la loi : ils représentent 70 % de la population active et plus de 44 % du corps électoral, précise l'exposé des motifs. Le projet apporte un certain nombre de garanties au salarié devenu parlementaire : le contrat de travail est suspendu sur son mandat, il retrouve, s'il le désire, son emploi ou un emploi analogue. Les dispositions ne jouent plus en cas de renouvellement du mandat, la

La répartition des candidats en 1973

élections législatives, mars 1973, candidats répartis :

Professions agricoles : 115, 110 cultivateurs, 5 salariés, 2 experts ;

Professions industrielles et commerciales : 331, dont 100 industriels, 100 commerçants, 100 artisans, 1 patron pêcheur, 12 entrepreneurs, 10 directeurs commerciaux ;

Privé : 758, dont 77 ingénieurs du secteur privé, 100 cadres, 100 contremaîtres, 100 employés, 100 ouvriers, 100 techniciens, 32 V.P.P., 10 permanents syndicaux ;

Professions médicales : 100, dont 100 médecins, 100 chirurgiens, 100 pharmaciens, 100 dentistes, 14 vétérinaires, 100 membres d'autres professions médicales ou paramédicales ;

Autres professions libérales : 351, dont 142 avocats,

22 officiers ministériels, experts comptables, architectes, journalistes, ministères du culte, ingénieurs conseils, agents d'assurance, agents immobiliers, artistes ;

Professions de l'enseignement : 113 professeurs, 100 enseignants supérieurs, du secondaire, du technique, 10 instituteurs, 26 administrateurs universitaires ;

Fonctionnaires : 100, dont 100 magistrats, 90 fonctionnaires, 100 grands corps, l'Etat, 211 autres ;

Militaires : 13, dont 10 officiers généraux, 9 officiers ;

Personnels des entreprises du secteur public : 158, dont 59 cadres, 71 employés, 10 retraités ;

Divers : 161, dont 10 retraités du secteur privé, 10 pensionnés, 51 permanents politiques, 82 sans profession déclarée.

Leur de la loi des autres culturelles, présente les dispositions essentielles de la loi.

droit de réintégration étant alors transformé en une priorité d'embauche pendant une année. M. BRIANE, ministre du travail, reconnaît que la loi n'ont pas les responsabilités politiques correspondant à leur im-

VOSGES : pour M. Poncelet (R.P.R.), M. Stoleru est responsable du malaise de la majorité.

(notre correspondant.)

Epinal. — Dans la circonscription des Vosges (1<sup>er</sup> D<sup>é</sup>), la coalition entre les partis de la majorité, notamment entre le P.R. et le R.P.R., provoqué par l'annonce de la candidature de M. Lionel Stoleru, ne va pas en voie d'apaisement.

En effet, M. Stoleru, dans une lettre ouverte (le 10 décembre), M. Poncelet, sénateur R.P.R., a répondu point par point aux accusations du secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail. Après avoir répondu à la proposition d'une réunion publique avec M. Stoleru, M. Poncelet écrit :

« La lettre que vous m'avez adressée le 10 décembre me fait bien évidemment penser à la façon dont vous avez traité le département. »

« Si l'on se réfère à la motivation « de l'intérêt » portée par M. Stoleru, il répond : « Celui-ci ne peut être que politique. »

« C'est un conseil que M. Poncelet adresse à M. Stoleru. Un conseil que d'aucuns ne veulent pas entendre. »

« M. Poncelet rappelle la lettre. Un conseil que d'aucuns ne veulent pas entendre. »

« M. Poncelet rappelle la lettre. Un conseil que d'aucuns ne veulent pas entendre. »

« M. Poncelet rappelle la lettre. Un conseil que d'aucuns ne veulent pas entendre. »

PARIS (16<sup>e</sup> arrondissement) : rivalités au sein du parti républicain

A la suite de la publication du 9 décembre d'une lettre de M. Guirret Canier, député R.P. du 16<sup>e</sup> arrondissement (vingt-cinquième circonscription), protestant contre la candidature de M. Stoleru.

Le 10 décembre, le parti républicain a tenu une réunion de travail. M. Stoleru, député R.P. du 16<sup>e</sup> arrondissement, a été élu président de la réunion.

Le 10 décembre, le parti républicain a tenu une réunion de travail. M. Stoleru, député R.P. du 16<sup>e</sup> arrondissement, a été élu président de la réunion.

M. Chirac à « Radioscopie »

Une seule idée bien ancrée

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

« J'ai une seule idée bien ancrée, mon esprit : c'est de gagner les prochaines élections, participer à la victoire de la majorité. »

La protection et l'information des consommateurs

Lundi 12 décembre, l'Assemblée nationale achève l'examen des articles du projet de loi adopté par le Sénat sur la protection et l'information des consommateurs.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

composition trois juristes, qualifiés en matière de droit et de technique des contrats, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

lorsque l'utilisation de cette marque vise à tromper le consommateur ou qu'elle est faite de manière abusive.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Le chapitre relatif à la qualité des produits industriels, entérine la création d'un laboratoire national d'essai, la forme d'établissement public.

Vous nous connaissez bien. Sachez ce que nous faisons.

senna informatique

La mini-informatique - un secteur en développement.

Pour un grand groupe industriel français : niveau de chaque usine un système totalement conversationnel aide à la gestion de production.

Stappert GMBH. L'automatisation de la gestion commerciale de 5 agences de vente, filiales d'un très grand groupe français.

FNAC Lyon. Un magasin en gestion intégrée entièrement automatisée, comprenant des contrôles au niveau des vendeurs, de la caisse, des expéditions, etc.

Établissements Garnier (Bijouterie industrielle). Organisation autour d'un petit système informatique de gestion.

Défense Nationale : des simulateurs de sous-marins pilotés par ordinateurs reproduisant les conditions de navigation en plongée, à l'aide d'une cabine mobile en vraie grandeur commandée par l'équipage.

senna

conseil, ingénierie informatique, marketing, organisation, formation 16-18, rue d'Alsace - 92110 Montrouge Cedex - Tél. 657.13.00



**PARIS MONTREAL 1500<sup>F</sup>**

MARRAKECH 900 F  
TUNIS\* 900 F  
NEW YORK\* 1500 F  
SANAA 1850 F  
NAIROBI 1900 F  
DELHI 2300 F  
RIO 600 F

\* avec prestations  
\* vols V.A.R.A.

**Trekking au NEPAL 1600<sup>F</sup>**

2 semaines  
du 22.12 au 4.1  
du 12.2 au 23.2  
du 18.3 au 2.4  
du 2.4 au 16.4  
du 9.4 au 23.4

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
TOURAVENTURE

68, boulevard Saint-Michel  
75006 PARIS  
Tél. : 329.12.14  
5, rue Billery  
38000 GRENOBLE  
Tél. : 87.16.53 et 54

**Un événement politique**

**Jean Elleinstein**

**Lettre ouverte aux Français sur la République du Programme commun**

Un nouveau livre qui va faire grand bruit et pose de nouvelles questions. Il y a dans ces deux cents pages qui se lisent d'un trait, de quoi voir s'éteindre d'indignation Souslov, Ponomarev et Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, de quoi faire se retourner dans leurs tombes Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Cachin et tous les communistes "historiques".

Alain Duhamel / Le Monde.

**AM Collection Lettre ouverte**

**Nathan mène la fête.**

**Des livres-cadeaux de 8 à 88 ans. De 41,50 à 79 F**

Les fêtes n'ont ni la. Et l'impatience des mains qui déchirent le papier cadeau. Le cadeau ? Un livre Nathan pour petits et grands. Attrayant, passionnant, toujours superbement illustré et imprimé.

**Les animaux**

**LES ANIMAUX ET LEURS MYSTÈRES**  
par Marjorie de la Grange et Jean Lavière.  
Pour découvrir les pouvoirs exceptionnels des animaux... 41,50 F (pour tous).

**LES ANIMAUX ET LEURS PETITS**  
par Marjorie de la Grange et Jean Lavière.  
Un livre de parents animaux en vers... 41,50 F (pour tous).

**ANIMAUX ET RÉSERVES DE FRANCE**  
par François de la Grange et Antoine Reille.  
Un tour de France des animaux qui... 41,50 F (pour tous).

**Spécial western**

**COW-BOY**  
L'impitoyable du... 69,00 F (pour tous).

**HORS-LA-LOI DU FAR-WEST**  
Le premier livre complet sur les "Outlaws" américains, leurs valeurs de détail et leurs ennemis les... 69,00 F (pour tous).

**LA VÉRITABLE HISTOIRE DES INDIENS**  
L'épopée héroïque de la grande Indienne, sa vie quotidienne, ses rites, ses... 58,00 F (pour tous).

**Exploration, mer et montagne**

**DU GROENLAND À TAHITI**  
par Paul-Emile Victor  
Savoureux contraste, Paul-Emile Victor l'explorateur des glaces et des tropiques, avec la même ardeur, à mieux connaître les hommes. Mieux qu'un livre, un modèle de vie (pour tous). 49,50 F

**PROTÉGEONS LA MER**  
par Alain Bombard  
Dans ce livre Alain Bombard pour notre survie. Il rassemble tout ce qu'il faut de la mer et de ses richesses mais aussi des dangers qui nous menacent avec la pollution. 49,50 F

**MONTAGNES DU MONDE**  
Le plus complet de la montagne à travers le monde. Un livre qui passionnera qui... la splendeur des... 79,00 F

**Les Français**

**LA VÉRITABLE HISTOIRE DES FRANÇAIS**  
De l'homme à Cro-Magnon à l'an 2000, notre pays et surtout de notre peuple (à partir de 10 ans). 58,00 F

**Livres Nathan. Une fête pour l'esprit.**

## POLITIQUE

La préparation des élections législatives

### Quatre députés sortants figurent parmi les candidats du mouvement Démocratie chrétienne

Le mouvement Démocratie chrétienne, qu'on appelle M.D.C., a annoncé la liste de ses candidats à l'élection législative du 28 juin 1978. Parmi les quatre députés sortants figurent : M. Jean-Marie Le Pen, M. Jean-Pierre Dayet, M. Jean-Pierre Fouque et M. Jean-Pierre Pignatelli. M. Le Pen, ancien député M.R.P., est élu député de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Seine-Rhin. M. Dayet, ancien député M.R.P., est élu député de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Rhin. M. Fouque, ancien député M.R.P., est élu député de la 3<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Rhin. M. Pignatelli, ancien député M.R.P., est élu député de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Seine-Rhin.

Alain : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Louis Fusari (2<sup>e</sup>); Aline : M. Jean-Pierre Dayet (3<sup>e</sup>); Bernard Dussançois (4<sup>e</sup>); Alpes-de-Haute-Provence : M. Alain Granat (1<sup>er</sup>); Alpes-Maritimes : M. Olivier Billaud (2<sup>e</sup>); Aveyron : M. Jean-Pierre Dayet (3<sup>e</sup>); Bouches-du-Rhône : M. Guy Bonifazi (2<sup>e</sup>); Robert Vincent (3<sup>e</sup>); Jean-Pierre Fouque (4<sup>e</sup>); Cantal : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Charente : M. Jean-Pierre Dayet (2<sup>e</sup>); Charente-Maritime : M. Jean-Pierre Dayet (3<sup>e</sup>); Côte-d'Or : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Côte-du-Nord : M. Jean-Pierre Dayet (2<sup>e</sup>); Creuse : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Dordogne : M. Jean-Pierre Dayet (2<sup>e</sup>); Doubs : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Gard : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Gers : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Gironde : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Haute-Garonne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Haute-Meuse : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Haute-Normandie : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Haute-Saône : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Haute-Vienne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Hérault : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Ille-et-Vilaine : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Indre : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Indre-et-Loire : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Jura : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Landes : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Loir-et-Cher : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Loire : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Loire-Atlantique : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Lot : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Lot-et-Garonne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Maine-et-Loire : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Mayenne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Meurthe-et-Moselle : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Meuse : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Morbihan : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Moselle : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Nièvre : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Nord : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Oise : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Orne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Paris : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Pyrénées-Atlantiques : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Pyrénées-Orientales : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Rhône : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Saône-et-Loire : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Savoie : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Seine-et-Marne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Seine-Saint-Denis : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Somme : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Tarn : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Tarn-et-Garonne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Territoire de Belfort : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Vendée : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Vienne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Vosges : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Yonne : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); Yvelines : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>).

#### Région parisienne

Paris : M. Jean-Pierre Dayet (1<sup>er</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (2<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (3<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (4<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (5<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (6<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (7<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (8<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (9<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (10<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (11<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (12<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (13<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (14<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (15<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (16<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (17<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (18<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (19<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (20<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (21<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (22<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (23<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (24<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (25<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (26<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (27<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (28<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (29<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (30<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (31<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (32<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (33<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (34<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (35<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (36<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (37<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (38<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (39<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (40<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (41<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (42<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (43<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (44<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (45<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (46<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (47<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (48<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (49<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (50<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (51<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (52<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (53<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (54<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (55<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (56<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (57<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (58<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (59<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (60<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (61<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (62<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (63<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (64<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (65<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (66<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (67<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (68<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (69<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (70<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (71<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (72<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (73<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (74<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (75<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (76<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (77<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (78<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (79<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (80<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (81<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (82<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (83<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (84<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (85<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (86<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (87<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (88<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (89<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (90<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (91<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (92<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (93<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (94<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (95<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (96<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (97<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (98<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (99<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (100<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (101<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (102<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (103<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (104<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (105<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (106<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (107<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (108<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (109<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (110<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (111<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (112<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (113<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (114<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (115<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (116<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (117<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (118<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (119<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (120<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (121<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (122<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (123<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (124<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (125<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (126<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (127<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (128<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (129<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (130<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (131<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (132<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (133<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (134<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (135<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (136<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (137<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (138<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (139<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (140<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (141<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (142<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (143<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (144<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (145<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (146<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (147<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (148<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (149<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (150<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (151<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (152<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (153<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (154<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (155<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (156<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (157<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (158<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (159<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (160<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (161<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (162<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (163<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (164<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (165<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (166<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (167<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (168<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (169<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (170<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (171<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (172<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (173<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (174<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (175<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (176<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (177<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (178<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (179<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (180<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (181<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (182<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (183<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (184<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (185<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (186<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (187<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (188<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (189<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (190<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (191<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (192<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (193<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (194<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (195<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (196<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (197<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (198<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (199<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (200<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (201<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (202<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (203<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (204<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (205<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (206<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (207<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (208<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (209<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (210<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (211<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (212<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (213<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (214<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (215<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (216<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (217<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (218<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (219<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (220<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (221<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (222<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (223<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (224<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (225<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (226<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (227<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (228<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (229<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (230<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (231<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (232<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (233<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (234<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (235<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (236<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (237<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (238<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (239<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (240<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (241<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (242<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (243<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (244<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (245<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (246<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (247<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (248<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (249<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (250<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (251<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (252<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (253<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (254<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (255<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (256<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (257<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (258<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (259<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (260<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (261<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (262<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (263<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (264<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (265<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (266<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (267<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (268<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (269<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (270<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (271<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (272<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (273<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (274<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (275<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (276<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (277<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (278<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (279<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (280<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (281<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (282<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (283<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (284<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (285<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (286<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (287<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (288<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (289<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (290<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (291<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (292<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (293<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (294<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (295<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (296<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (297<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (298<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (299<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (300<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (301<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (302<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (303<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (304<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (305<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (306<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (307<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (308<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (309<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (310<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (311<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (312<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (313<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (314<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (315<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (316<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (317<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (318<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (319<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (320<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (321<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (322<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (323<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (324<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (325<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (326<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (327<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (328<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (329<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (330<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (331<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (332<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (333<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (334<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (335<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (336<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (337<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (338<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (339<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (340<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (341<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (342<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (343<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (344<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (345<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (346<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (347<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (348<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (349<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (350<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (351<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (352<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (353<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (354<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (355<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (356<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (357<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (358<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (359<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (360<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (361<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (362<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (363<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (364<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (365<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (366<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (367<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (368<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (369<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (370<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (371<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (372<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (373<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (374<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (375<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (376<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (377<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (378<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (379<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (380<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (381<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (382<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (383<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (384<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (385<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (386<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (387<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (388<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (389<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (390<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (391<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (392<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (393<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (394<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (395<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (396<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (397<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (398<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (399<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (400<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (401<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (402<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (403<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (404<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (405<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (406<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (407<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (408<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (409<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (410<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (411<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (412<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (413<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (414<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (415<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (416<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (417<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (418<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (419<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (420<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (421<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (422<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (423<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (424<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (425<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (426<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (427<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (428<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (429<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (430<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (431<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (432<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (433<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (434<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (435<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (436<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (437<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (438<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (439<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (440<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (441<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (442<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (443<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (444<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (445<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (446<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (447<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (448<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (449<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (450<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (451<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (452<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (453<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (454<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (455<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (456<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (457<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (458<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (459<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (460<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (461<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (462<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (463<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (464<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (465<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (466<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (467<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (468<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (469<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (470<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (471<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (472<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (473<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (474<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (475<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (476<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (477<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (478<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (479<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (480<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (481<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (482<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (483<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (484<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (485<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (486<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (487<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (488<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (489<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (490<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (491<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (492<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (493<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (494<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (495<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (496<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (497<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (498<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (499<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (500<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (501<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (502<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (503<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (504<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (505<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (506<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (507<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (508<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (509<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre Dayet (510<sup>e</sup>); M. Jean-Pierre







## Le mystère et le réel

L'Assemblée nationale ~~est~~ ~~en~~ ~~train~~ ~~d'~~envier  
son contrôle des fichiers manuels, encour-  
agée en cela, c'est le moins qu'on puisse dire,  
par M. Peyrefitte qui, le 8 décembre, disait  
encore : « Il y a ~~plus~~ tant dix mille traitements  
informatiques, et ~~vous~~ voudriez, ~~il~~ surcroît, que  
l'on prétende contrôler les fichiers manuels. »

■ Qui touche aux flibres de police n'est pas négligeable pour **AMM** : on peut envisager que l'innovation (trousser au juge les **renseignements** introduits au **tribunal** grâce au **rapporteur**, M. Thyraud (ind., Lot-et-Cher), permette d'ouvrir une brèche dans ce **monopole** policier, faire un coupin, **garantir** du secret d'Etat.

## Des écoutes téléphoniques à la mairie de Nice ?

## ES fichiers de Rosny-sous-Bois

## Un président de société devant la cour d'assises de Loire-Atlantique

## Instigateur ou victime ?

Le colonel Antoine Argoud, chef de l'Organisation armée secrète (O.A.S.) à l'Algérie, vient d'être arrêté par la police française après la cour d'appel de Nancy où il a prêté serment, lundi 11 décembre, devant la première chambre civile, présidée par M. Henri Bilger.

Agé de soixante-trois ans, M. Argoud est un officier militaire qui fut, en 1964, le jeune colonel de l'armée française chargé d'engager le combat des partisans de l'Algérie française. Au moment du putsch algérien, en avril 1966, il quitta l'Algérie pour aller combattre en Tunisie. Réfugié dans la capitale tunisienne après la chute de cette occupation, il passa au général de Gaulle, le 14 juillet 1968, la tête d'un national français qui a été dit que le général de Gaulle avait lui-même créé.

Enlevé des rues de Munich des camemboliques, il était amené à Paris, où la police l'arrêta. Le Cour de Cassation l'estait libéré, mais il fut condamné à perpétuité, mais il devait être gracié en juin 1981. Il a écrit des livres parus sous le titre la Dépendance, l'Impostance et la Trinité (éditions

مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ







# ÉDUCATION

DANS LES ÉCOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES

## La Fédération Cornec a obtenu plus de la moitié des voix aux comités de parents


Le ministère de l'éducation a rendu publics, lundi 13 décembre, les résultats définitifs des premières élections aux comités de parents des écoles maternelles et primaires. La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., présidée par M. Cornec) arrive en tête avec 51 % des voix et 45 % des sièges suivie de près par les listes d'union des indépendants : 21 % des sièges. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P., présidée par M. Lagarde) obtient 7,6 % des sièges, et les autres (indépendants) 23 %.

Cette consultation a été la première fois en application de la réforme Haby. Plus de quatre millions de parents de maternelles et de six millions de parents d'écoles primaires ont voté. Les listes d'union des indépendants ont obtenu 43 % des voix et 31 % des sièges. Dans certains collèges et lycées, aucun candidat ne s'est présenté. Dans les communes, le sort dans les communes.

### Des disparités selon le ministère

D'après le ministère, la Fédération Cornec, avec 51 % des voix, emporte 45 % des sièges ; la Fédération Lagarde, avec 7,6 % des voix, 1,6 % des sièges ; les autres fédérations (Girardeau et autonome), 0,70 % des voix et 0,56 % des sièges. Les listes d'union et les indépendants recueillent 31,80 % des voix mais obtiennent 43 % des sièges.

**Centre Isth** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et  
Techniques humaines  
**EXPERTISE COMPTABLE**  
**DECS**  
trois certificats  
• Au succès : cours de jour ou de nuit  
• Préparation complète  
• Jour, à l'été avec préparation  
infinies en Août au début Sept.  
AUTEUIL 5, Av. Léon-Heuzey  
75016 Paris - Tél. 224.10.72  
TOLBIAC 23, Av. de la République  
75013 Paris - Tél. 506.03.91

**Deleuze - Parnet**  
**ou l'anti-philosophie.**  
Flammarion.  
  
Gilles Deleuze -  
Claire Parnet.  
Dialogues, 184 pages, 38 F.  
**FLAMMARION**  
SCIENCES HUMAINES

## LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS ANNULE DES EXAMENS DE DROIT DE 1976

(De **correspondant**)  
Amiens. — Le tribunal administratif d'Amiens vient d'annuler les arrêtés pris en mai et juin 1976 par le recteur d'académie et Mme Alice Samier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, pendant la grève contre la réforme du deuxième cycle. Le recteur et le secrétaire d'Etat avaient alors permis à des enseignants de droit d'organiser des cours et de faire passer des examens à l'extérieur de l'université. Le tribunal administratif a étudié les recours déposés par des enseignants de l'université contre ces arrêtés, jugés non conformes à la loi d'orientation de 1982. Dans son jugement, le tribunal administratif a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, estimant qu'au moment de la rédaction des arrêtés il n'y avait pas lieu d'organiser des enseignements dans des locaux extérieurs — le calme étant revenu sur le campus — et qu'il était illégal de prévoir la tenue d'une session d'examen hors de l'université. Le tribunal administratif ne peut cependant pas prononcer sur le sort qui sera réservé aux étudiants ayant passé et réussi ces examens déclarés « illégaux ».

## SPORTS

### Automobilisme

#### LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS PRINCIPAL OBJECTIF POUR RENAULT

« Un de nos objectifs principaux en 1978 sera la victoire au Mans », annonce M. Gérard Lemaire, directeur du département compétition de Renault. Pour cette épreuve, qui aura lieu les 16 et 17 juin, la firme française engage quatre Alpine V6 turbo avec les pilotes suivants : Tambay, Depallier, Jarier, Jausaud, Bell, Pironi, Ragnotti et Fréquelin. Prendront également le départ, deux Mirage 2 tri-couleurs à moteur Renault. Cette priorité donnée aux Vingt-Quatre Heures du Mans et à la victoire sur Porsche — vainqueur l'an dernier et principal concurrent — oblige sans doute Renault à redoubler son effort sur la formule 1. Du moins, la Régie ne lui accordera toute son attention qu'après l'épreuve d'endurance et ne participera-t-elle pas aux grands prix d'Amérique latine (Argentine et Brésil). Au demeurant, une seule voiture, pilotée par Jean-Pierre Jabouille, disputera en 1978 les quelques grands prix dans lesquels Renault s'aligne.

### Football

#### LA PRÉPARATION DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

M. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football, a communiqué, le 13 décembre, les entraineurs de première division son programme de préparation à la Coupe du monde, organisée du 1er au 25 juin 1978 en Argentine. Compte tenu d'un programme extrêmement chargé pour les joueurs avec le championnat qui prendra fin le 3 mai et la Coupe de France (13 mai), Michel Hidalgo a décidé de ne pas surcharger le calendrier international de l'équipe de France, qui prévoit déjà trois rencontres : à Naples contre l'Italie (3 février), à Paris contre le Portugal (8 mars) et la Brésil (11 avril). Ces matches seront précédés du traditionnel stage de trois jours. Le directeur des équipes de France a prévu d'autre part deux autres stages d'entraînement et de récupération au Touquet, du 13 au 15 mars (ou du 14 au 16 mars), et du 10 au 12 avril, pour maintenir le contact et la « pression Coupe du monde » entre les joueurs.

Avant de partir pour l'Argentine le 25 mai, l'équipe de France sera réunie au Touquet du 4 au 6 mai (joueurs non qualifiés en Coupe de France) puis du 14 au 16 mai. Ce dernier stage devrait prendre fin sur une rencontre « facile » contre un club ou une autre sélection nationale. L'équipe de France ne disputera pas de matches de préparation en Argentine. Une première liste de quarante joueurs présélectionnés sera publiée le 15 avril. Les vingt-deux joueurs qui iront en Argentine seront connus le 16 mai.

#### ANNE-MARIE MOSER DISQUALIFIÉE

La Fédération internationale de ski (F.I.S.) a confirmé, le 13 décembre, la disqualification de l'Autrichienne Anne-Marie Moser, deuxième du slalom géant de Val d'Isère. Sa commission de ski ne correspondait pas aux normes de la F.I.S. La Fédération autrichienne a toutefois la possibilité de faire appel.

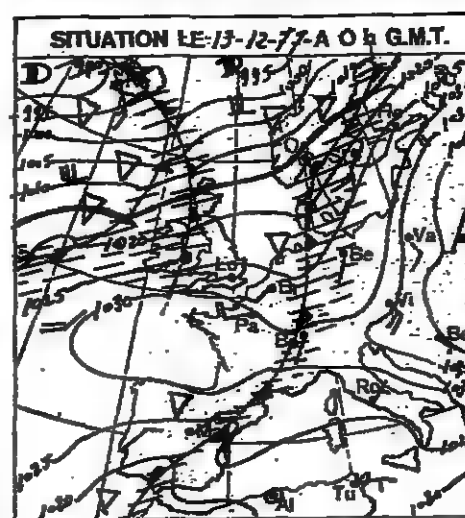
**OMNISPORTS.** — M. Claude Collard, président du CROSF (Comité national olympique et sportif français), devait être reçu ce mardi 13 décembre par M. Daniel Douarin, directeur du cabinet de M. Raymond Barre. M. Collard avait demandé une entrevue avec le premier ministre afin de s'entretenir sur la situation du mouvement sportif notamment sur ses besoins financiers.

### ÉCHECS

Deux lignes manquantes rendent partie nulle la septième partie de l'échiquier entre Spassky (le Monde du 13 décembre) et Karpov. Il manquait des coups : 47-Td7 et 28-Tel-d4.

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 13-14-77 À 0h GMT.**  
Des hautes pressions persistent sur l'Europe du Nord et la France. Des perturbations atlantiques se déplacent vers le nord. Leur partie active s'annonce pas la France, mais leur bordure maritime touchera faiblement nos régions du Nord et du Nord-Est.

### Journal officiel

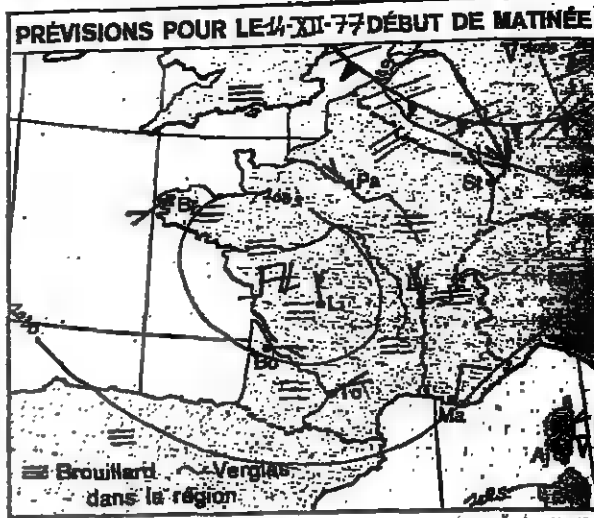
Sont parus au Journal officiel du 12-13 décembre 1977 :  
**DES DÉCRETS.** — Majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1er décembre 1977.

Portant réévaluation de la majoration pour enfant du capital décès prévu par l'article 3 du décret n° 47-2045 du 20 octobre 1947 relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires.

### Handicapés

#### LE III<sup>e</sup> SALON DE LA RÉADAPTATION

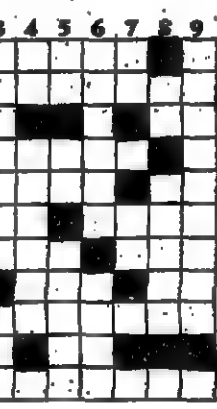
Le III<sup>e</sup> Salon « Réadapt » — Selon international des matériels, des techniques et de l'environnement social pour l'aide à la réadaptation, des handicapés — a lieu au Grand Palais, aux Champs-Élysées, Paris (8<sup>e</sup>), du 14 au 16 décembre, tous les jours de 10 heures à 19 heures (ouverture le vendredi 16 jusqu'à 22 heures). Environ cent cinquante firmes participantes exposent leurs réalisations sur une surface de 3 000 mètres carrés. Outre les matériels médicaux et paramédicaux, elles présentent notamment des équipements spécialisés dans de nombreux domaines nouveaux tels que l'automobile, les postes et télécommunications, le tourisme et les arts ménagers. Le prix d'entrée est fixé à 5 F (gratuité aux handicapés et aux personnes titulaires de la carte verte).



**PRÉVISIONS POUR LE 14-15-77 DÉBUT DE MATINÉE.**  
Sur la rive de la France, le temps sera un peu plus frais le matin, et quelques faibles gelées sont probables au lever du jour dans l'intérieur à la faveur d'écarts. Cependant, on attend des précipitations assez nombreuses sur les côtes et dans les vallées au cours de la matinée. L'après-midi, des éclaircies se développeront sur les régions méditerranéennes, des nuages instables seront observés ; ils pourront donner de rares averses vers 18 h. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 décembre, le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Alger, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 12 et 5 ; Bordeaux, 11 et 3 ; Brest, 11 et 5 ; Caen, 13 et 7 ; Clermont-Ferrand, 10 et 3 ; Grenoble, 8 et 1 ; Lille, 10 et 2 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille, 15 et 9 ; Nancy, 9 et 7 ; Nantes, 13 et 1 ; Nice, 13 et 10 ; Paris - Le Bourget, 12 et 8 ; Pau, 10 et 3 ; Perpignan, 14 et 12 ; Rennes, 13 et 1 ; Strasbourg, 7 et 4 ; Tours, 12 et 3 ; Toulouse, 13 et 11 ; Poitiers-Angoulême, 21 et 13. Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 9 degrés ; Amsterdam, 16 et 5 ; Athènes, 8 et 3 ; Berlin, 2 et 1 ; Bonn, 8 et 7 ; Bruxelles, 11 et 8 ; Casablanca, 20 et 14 ; Copenhague, 5 et 3 ; Genève, 7 et 1 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 13 et 6 ; Madrid, 13 et 10 ; Moscou, 10 et 15 ; Nairobi, 25 (max.) ; New York, 2 et 1 ; Palma-de-Majorque, 18 et 10 ; Rome, 14 et 7 ; Stockholm, 3 et 1 ; Venise, 11 et 4.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 1443



### HORIZONTALEMENT

I. A eu fortement la desous. — II. Perdent contenance. — III. Sont faits preuve de discrétion. — IV. Sage compagnon d'un fougère paladin. — V. Faire des tas de feuilles. — VI. Ne se réaligner. — VII. Drame de service. — VIII. Tache l'aux. — IX. Demi-tour. — X. A l'origine de maintes chutes. — XI. Jamais franchi et massif quand il est mou.

### Désignations verbales

1. Collège à charpent de train. 2. Ancêtre vireux. 3. Café, thé ou chocoblat. Interjection. 4. Es en train de briller. Conteste. 5. Ne désigne pas n'importe quel. 6. Travail de cap. 7. Travail dans l'ombre. 8. Fin de participation. Transpirait. 9. Réaligner autre chose que le cœur. 10. hommes. 11. vit. 12. Partie d'un jeu. 13. Article. 14. 8. Sout de popier. 15. Mot adjectival. 16. 2. Permet de donner à la terre ce que la nature lui refuse sèchement. Solution du problème n° 1442. Horizontalement. 1. Tort. Uve. 2. Ralaine. 3. II. 4. Auro. 5. IV. Mustip. 6. V. PS. 7. Rine. 8. VI. 9. Rine. 10. VII. Mer. 11. VIII. Stores. 12. IX. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000.

**loterie nationale**  
chaque mois la tranche  
**ZODIAQUE**  
prix du billet 65 F  
11 10 7 F  
  
Tirage le 14 Décembre

مكتبة من الأصل



















## L'ALCOOLISME ET LA ROUTE

### Vers un dépistage « au hasard » des conducteurs

190 mille personnes sont tuées chaque année dans le monde par les accidents de la route. Une proposition de loi de M. André (réformateur), adoptée en première lecture en juin dernier par l'Assemblée nationale et prévoyant un renforcement des sanctions pour les conducteurs en état d'ivresse, doit être examinée par le Sénat. Elle prévoit notamment une sanction du permis de conduire si un conducteur a provoqué un accident corporel, et l'interdiction de solliciter un nouveau permis en cas de récidive.

La loi proposée actuellement ne prévoit, en matière de mesure préventive, que le dépistage par alcootest des conducteurs quittant des établissements où l'on consomme des boissons alcoolisées : un post-dépistage de l'alcool de

telles mesures, entraînant certaines immobilisations des véhicules sans sanction. Il ne s'agit pas d'un dépistage au hasard, mais d'un dépistage ciblé. La mesure est l'enquête menée par le professeur Claude Got, qui a constaté que la proportion d'accidents mortels dus à l'alcool est de 37,7 % (contre 10 % pour les autres causes). En revanche, un dépistage d'origine gouvernementale qui prévoit la possibilité de dépistage « au hasard » apparaît comme une mesure de bon sens, actuellement, en effet, les contrôles ne sont effectués qu'après accident. De tels contrôles, en effet, ont été réalisés, et ont permis de constater que les infractions de ce genre sont nombreuses et que la police ne se limite pas à la manière discrétionnaire. — N. B.

### Alcoolémie et fréquence des accidents

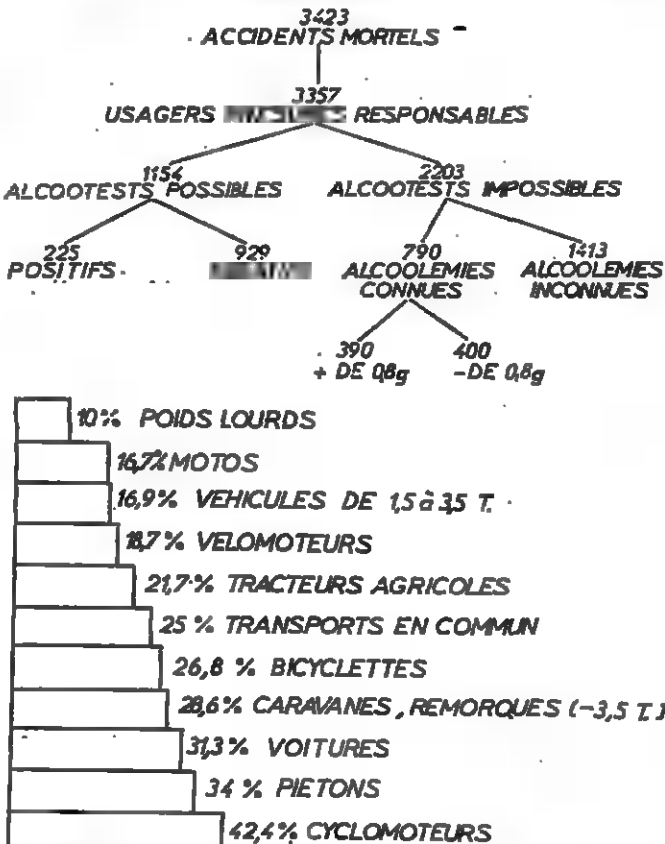
par le professeur CLAUDE GOT (\*)

NOTRE étude porte sur les accidents de la route survenus entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1976. Elle a été réalisée par le service de médecine légale de la gendarmerie, et a porté sur 100 accidents mortels. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables). Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables). Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

La proportion de responsables alcoolisés est de 37,7 %. Cette proportion est significativement supérieure à celle observée dans les autres causes d'accidents de la route. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables). Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).



Proportion de responsables alcoolisés dans les accidents mortels de la route. Ces valeurs sont calculées à partir des cas où la loi de 1976 a été appliquée, elles ne sont pas influencées par les variations régionales observées dans l'application de cette loi.



Proportion de responsables alcoolisés dans les accidents mortels de la route. Ces valeurs sont calculées à partir des cas où la loi de 1976 a été appliquée, elles ne sont pas influencées par les variations régionales observées dans l'application de cette loi.

### Un phénomène surtout masculin

Être sous l'influence de l'alcool quand on conduit est un phénomène surtout masculin. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables). Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

La proportion de responsables alcoolisés est de 37,7 %. Cette proportion est significativement supérieure à celle observée dans les autres causes d'accidents de la route. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

La loi du 9 juillet 1976 n'est respectée que par 57 % des conducteurs. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Les femmes provoquent rarement des accidents mortels. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Les alcoolémies sont souvent très élevées. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Cyclomotoristes, piétons et conducteurs de voitures particulières sont les plus fréquemment responsables d'accidents mortels. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

La proportion de responsables alcoolisés est de 37,7 %. Cette proportion est significativement supérieure à celle observée dans les autres causes d'accidents de la route. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

La loi du 9 juillet 1976 n'est respectée que par 57 % des conducteurs. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Les femmes provoquent rarement des accidents mortels. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Les alcoolémies sont souvent très élevées. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

Cyclomotoristes, piétons et conducteurs de voitures particulières sont les plus fréquemment responsables d'accidents mortels. Les résultats de cette recherche ont été analysés à l'aide d'un fichier informatisé, ce qui a permis de déterminer la proportion de responsables alcoolisés (il s'agit de la proportion de responsables alcoolisés dans l'ensemble des responsables).

### Plusieurs organisations médicales critiquent le projet de réforme des études de pharmacie

Les critiques contre l'organisation des études de pharmacie formulées par l'Association des biologistes, ont été reprises par l'Association des pharmaciens, qui ont largement inspiré une proposition de loi déposée par M. Delong (R.P.R.), et qui doit être examinée mardi 13 décembre, par l'Assemblée nationale.

Ainsi, pour l'instant, aucune réforme n'est exercée dans les études de pharmacie. La fin de la première année, contrairement aux autres professions médicales, est la troisième année. Les trois mille six cents pharmaciens français chaque année ont donc quelques difficultés à trouver un emploi. D'autre part, les pharmaciens hospitaliers ont des difficultés à trouver un emploi. Enfin, les pharmaciens hospitaliers ont des difficultés à trouver un emploi.

### RELIGION

### Dans une « lettre à toutes les générations » Le Frère Roger Schutz lance une « opération partage »

De notre envoyé spécial

Un jeune homme, originaire de Taizé, aux Pays-Bas, a été tué par une voiture. Le Frère Roger Schutz, fondateur de la communauté de Taizé, a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Cette lettre a été composée par Frère Roger Schutz, prieur de Taizé, et une équipe de jeunes de la communauté de Taizé. Elle a été envoyée à toutes les générations. Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

Le Frère Roger Schutz a lancé une « opération partage » pour aider les jeunes à vivre ensemble.

**MARCEL LAPORTE**  
Professeur honoraire  
de la Faculté des sciences  
de Paris

Ancien directeur  
du Laboratoire  
d'électronique de  
l'Institut du Radium

**Les joies  
de la  
recherche**  
Une initiation  
à la Recherche  
et à ses joies par  
le physicien  
français qui  
a inventé le flash  
électronique.  
**PLON**

**ÉNERGIE ET MATIÈRE**  
L'Université Pierre et Marie Curie organise différents stages comportant de nombreux travaux pratiques, en vue d'une meilleure connaissance de l'utilisation des diverses formes d'énergie.  
1. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
2. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
3. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
4. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
5. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
6. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
7. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
8. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
9. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
10. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
11. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
12. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
13. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
14. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
15. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
16. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
17. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
18. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
19. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
20. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
21. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
22. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
23. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
24. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
25. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
26. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
27. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
28. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
29. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
30. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
31. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
32. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
33. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
34. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
35. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
36. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
37. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
38. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
39. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
40. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
41. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
42. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
43. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
44. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
45. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
46. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
47. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
48. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
49. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
50. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
51. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
52. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
53. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
54. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
55. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
56. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
57. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
58. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
59. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
60. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
61. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
62. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
63. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
64. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
65. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
66. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
67. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
68. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
69. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
70. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
71. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
72. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
73. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
74. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
75. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
76. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
77. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
78. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
79. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
80. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
81. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
82. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
83. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
84. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
85. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
86. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.  
87. Stages théoriques et pratiques de l'énergie éolienne.  
88. Stages théoriques et pratiques de l'énergie hydraulique.  
89. Stages théoriques et pratiques de l'énergie géothermique.  
90. Stages théoriques et pratiques de l'énergie biomécanique.  
91. Stages théoriques et pratiques de l'énergie chimique.  
92. Stages théoriques et pratiques de l'énergie électrique.  
93. Stages théoriques et pratiques de l'énergie thermique.  
94. Stages théoriques et pratiques de l'énergie mécanique.  
95. Stages théoriques et pratiques de l'énergie acoustique.  
96. Stages théoriques et pratiques de l'énergie optique.  
97. Stages théoriques et pratiques de l'énergie magnétique.  
98. Stages théoriques et pratiques de l'énergie gravitationnelle.  
99. Stages théoriques et pratiques de l'énergie nucléaire.  
100. Stages théoriques et pratiques de l'énergie solaire.

**CHANOINE PAPIN**  
**LE DERNIER  
ETAGE  
DU VATICAN**  
TEMOIGNAGE DE PIE XI A PIU VI  
un volume 37F  
EDITIONS ALBATROS

**Le Monde**  
Service Abonnements  
115 F PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6267-33

ABONNEMENTS  
3 mois 5 mois 12 mois

115 F PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6267-33

115 F PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6267-33

115 F PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6267-33

115 F PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 6267-33



# Le Monde

# culture

## LE JOUR DES ARTS

### An chevet des cariatides.

Les cariatides se trouvent à la limite de leur conservation, leur surface et leur forme se décomposent si vite que, très bientôt, il restera très peu de choses de ce qu'a fait leur créateur. C'est sur ce constat, qui n'est pas nouveau, qu'a débuté le colloque international réunissant une centaine d'experts, à Athènes, les 8, 9 et 10 décembre, pour envisager les moyens de sauver les monuments de l'Érechthéon, sur l'Acropole. Les participants ont convenu que l'Acropole a subi le transfert des statues, des colonnes ou même de l'Acropole, pour les protéger de l'usure et de la pollution, et ont recommandé sur les lieux par des copies, et, au cas où ce transfert n'est pas possible, la mise des sculptures sous climatisation. Elle a proposé également le remplacement des barres de bronze qui supportent les monuments de l'Érechthéon par des barres de titane inoxydable, de beaucoup plus résistantes à la corrosion. Des mesures antipollution dans une très large zone autour de l'Acropole, et notamment l'installation de l'énergie électrique et solaire — ainsi que la réduction des voitures se déplaçant à proximité de la colline, — ont également été envisagées. Enfin, des experts grecs ont souhaité la restitution par la Grande-Bretagne de la statue conservée au British Museum.

### Rendre à César...

Ulrich vient de publier une liste de volants et une pièce de monnaie démontées par des pays étrangers, datant pour certains des époques archaïques, hellénistiques et antiques. Dix-huit de ces pièces — dont les plus anciennes — sont en laiton et ont été trouvées au British Museum. La date la plus ancienne est celle de 100 avant J.-C. et la plus récente est celle de 100 après J.-C. Les pièces sont en laiton et ont été trouvées au British Museum. La date la plus ancienne est celle de 100 avant J.-C. et la plus récente est celle de 100 après J.-C. Les pièces sont en laiton et ont été trouvées au British Museum.

### La basilique fouille son passé.

Les récentes découvertes archéologiques dans une nécropole gallo-romaine de la région de Paris, à 8 km au sud-ouest de la basilique, ont permis de mieux connaître son passé. Les fouilles ont mis au jour une nécropole gallo-romaine, datant du II<sup>e</sup> siècle. On y a découvert de nombreuses sépultures, ainsi que des objets en bronze et en fer. Les fouilles ont été réalisées par l'Institut de Recherches Archéologiques de la ville de Paris.

### Curiosités

au musée de Pontoise. Avec cent vues d'objets sortis de ses collections, le musée de Pontoise présente quelques curiosités en rapport avec ce thème : anamorphoses, miroirs, longues-vues, étuis à lunettes, etc. Les vues d'objets sont des gravures sur cuivre, colorées au pinceau, faites pour être vues à l'aide d'un petit appareil muni d'une lentille et d'un miroir oblique. Elles ont été réalisées en fonction des effets de perspective à produire, l'image grossissant l'impression d'une vue en relief : sites, événements, scènes de théâtre. Des images dont la vue dans environ un siècle, du dix-huitième siècle au milieu du dix-neuvième, des monnaies de vues d'objets se décomposent de fêtes en foires avec leurs boîtes à images.

## Expositions

### Estampes bouddhiques au musée Cernuschi

#### Imprimer, c'est prier

Cent trente estampes japonaises bouddhiques (du dixième au dix-huitième siècle) sont exposées au musée Cernuschi, à l'occasion de la rétrospective de l'imprimerie japonaise. Ces estampes, qui ont été imprimées sur des planches de bois, sont très belles et très précieuses. Elles représentent des scènes de la vie bouddhique, des figures de Bouddha, des scènes de la vie quotidienne, etc. Elles ont été imprimées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque.

nettes, denses et laconiques, qui ont été imprimées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque. Elles ont été imprimées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque. Elles ont été imprimées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque.

### INSTITUT

### A l'Académie des inscriptions et belles-lettres

#### ELECTION DE M. ANDRÉ CAQUOT

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu M. André Caquot, professeur au Collège de France, en remplacement de M. Henri-Irénée Marrou, décédé. M. Caquot a été élu à la majorité absolue. Il a été élu à la majorité absolue. Il a été élu à la majorité absolue.

### Statues de bois au Pavillon de Flore

Chaque fois qu'on parle de la sculpture de bois, on a l'impression de revenir à la source. Les statues de bois au Pavillon de Flore sont une véritable merveille. Elles ont été sculptées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque. Elles ont été sculptées par des artistes japonais, qui ont utilisé des techniques très avancées pour leur époque.

### MERCREDI

PUBLICIS ELYSEE - PUBLICIS MATHISON - PUBLICIS ST-GERMAIN - BOULMICH - CAPRI Grands Boulevards  
PARAMOUNT MARIVAUX PARA MONTMARTRE PARA MONTMARTRE - PASSY CONVENTION SAINT-CHARLES  
PARAMOUNT GALAXIE VILLAGE Neuilly PARAMOUNT ELYSEE 1 La Celle-Saint-Cloud  
PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussy - C21 Versailles ALPHA Argenteuil  
ARTEL Villeneuve ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin U.G.C. Poissy BOBIGNY 2

**Mon Oncle**

UN FILM DE JACQUES TATI

SCÉNARIO, ADAPTATION, DIALOGUES : JACQUES TATI  
Avec la collaboration artistique de JACQUES LAGRANGE  
ASSISTÉ DE JEAN L'HÔTE  
UNE COPRODUCTION SPECTA FILMS - GRAY FILM - ALTER FILMS  
DISTRIBUÉ PAR PARAMOUNT

## Cinéma

### Un festival bien élevé

(Suite de la première page.)

Le palmarès, dit-on le plus franchement, n'est qu'un pis-aller : il suppose une rigueur impossible, le principe en est même moins défendable qu'à Cannes ou Venise. Il était divisé également en trois catégories, documentaire, animation et fiction. Dans la catégorie documentaire on couronne un excellent long métrage de la bonne qualité, « The Street », de Caroline Leaf (Canada), mais c'est, par un doublage absurde, une langue française d'où l'O.N.F.

« d'Yves Dédé. Le prix de la fiction récompense l'exceptionnelle « l'académique » de « Fantabulica » (Italie) remportant le prix de l'animation, une mention pour « The Street » de Caroline Leaf (Canada), mais c'est, par un doublage absurde, une langue française d'où l'O.N.F.

### Le rêve de l'histoire

A juger par les seules œuvres présentées pendant le week-end de clôture — et malheureusement, vu la composition des programmes, il est impossible de vérifier si le palmarès du cinéma était légitime, — nous aurions détaché les films suivants. Dans la documentaire, et en priorité, « Réveille », de Michel Brault, et « C'était au Québec », de Claude Goretta (U.S.A.), et la Souffrance : en fiction, de Warner Herzog (Allemagne fédérale). Dans l'animation, « Copyright », de Piotr Szulkin (Pologne), et « Di Cavalcanti », de Glauber Rocha (Brésil). Dans ces films, et c'est excellent, les Français ont long et court métrage, nous paraissent entièrement arbitraires et devraient être abolies.

Manquait à l'appel la cinématographie expérimentale, les héritiers de Richter et de Fernand Léger, les rêveurs de Michel Sade, les Breckhearts et d'Ernie Gehr, le vaillant en France sa film-là n'appartient pas au cinéma, il est la culture patrimoniale et consommable. « Un coup de dés », de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub, bien sûr, fut copieusement affiché. Appréhension Lichy croit que les choses peuvent un jour changer.

## La situation de la Cinéma-thèque française

### La négociation est bloquée

La conférence de presse tenue mardi 13 décembre à 11 h. 30 au Palais de la Culture, par la Cinéma-thèque française, a permis de faire le point sur la situation financière de l'association. Depuis la fin de l'année 1976, la Cinéma-thèque française a accumulé des pertes pour atteindre un total de 180 000 francs. La négociation est bloquée, car les dirigeants de la Cinéma-thèque française ne parviennent pas à trouver un accord avec les autorités locales.

qu'éprouvaient certains de voir la Cinéma-thèque française sous la pression d'intérêts privés, réagissent, malheureusement, en trouvant la justification. Si la Cinéma-thèque française ne peut pas payer son personnel, elle ne peut pas fonctionner. La Cinéma-thèque française a accumulé des pertes pour atteindre un total de 180 000 francs. La négociation est bloquée, car les dirigeants de la Cinéma-thèque française ne parviennent pas à trouver un accord avec les autorités locales.

## « ORCA » DE MICHAËL ANDERSON

« Orca » (ou « Orca »), que l'on appelle aussi « Orca », est un film de Michael Anderson. Il raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre un orca. Le film est très bien réalisé, avec de belles images et une musique excellente. Il est recommandé à tous les cinéastes.

« Orca » (ou « Orca »), que l'on appelle aussi « Orca », est un film de Michael Anderson. Il raconte l'histoire d'un homme qui se bat contre un orca. Le film est très bien réalisé, avec de belles images et une musique excellente. Il est recommandé à tous les cinéastes.

هكذا من الأصل















# PRESSE

Thème d'un colloque de la C.F.D.T.

## « LIBÉRER L'INFORMATION »

Sur le thème « Libérer l'information », la C.F.D.T. organise, les 11 et 12 décembre à Paris, une confrontation sur la situation actuelle de la presse écrite et de la radio-télévision, pour tenter de dégager les réformes qu'il conviendrait de mettre en œuvre, sur la base de l'hypothèse d'une victoire de la gauche en mars 1978.

La mise au jour des « verrous qui bloquent l'information », selon l'expression employée par M. Michel Maitre, a fait l'objet de débats très animés, les quelques cent participants, représentants des syndicats de journalistes ou de la magistrature, Union de consommateurs, dirigés par le député de l'opposition, responsables départementaux C.F.D.T., etc. Les phénomènes de concentration favorisés par des relais bancaires, le non-respect des ordonnances de 1944, la trop grande dépendance de l'information par rapport à la publicité, la mainmise de l'État sur la radio-télévision française, les difficultés d'accès aux sources d'information, la répression syndicale, la suppression des indemnités d'impression ou de diffusion, etc., ont été dénoncés comme autant d'entraves au droit à l'information des citoyens. Comme l'a résumé d'une plume M. Michel Rey, secrétaire général de la F.T.A.C.C.-C.F.D.T., « la liberté de la presse, dans la plupart des cas, se réduit à la liberté pour ceux qui ont de l'argent, d'écrire un journal ».

Mais la C.F.D.T. a cherché surtout, au-delà d'un constat de ce qui est, à proposer des solutions de rechange mises au point par divers responsables de la confédération syndicale. Elle les soumet, avec un « état des lieux », comme l'a souligné M. Edmond Maitre dans son « état des lieux », à l'appréciation de toutes les forces d'opposition, constatant que « la gauche n'a pas encore un commun projet qui mérite le nom de projet de gauche ». Se situant dans la perspective autogestionnaire de la C.F.D.T. et d'une « information », le projet se veut général, à l'usage de tous, sans distinction de gauche ou de droite. « On se souvient jusqu'à d'en appeler au pluralisme, certes nécessaire, mais coupé d'abord au profit de la représentation », (...) « On a brisé la phare des revendications sur les grands médias électroniques, en sous-estimant les autres », (...) « La gauche n'a pas mobilisé l'opinion à la mesure de l'usage que constitue l'information dans la société moderne ». A la lumière des exemples étrangers et en cas de victoire de la gauche, l'information sera un levier essentiel pour constituer un rassemblement majoritaire et cohérent, soutenu par un projet cohérent, seul susceptible de surmonter les obstacles.

Les rapporteurs qui se sont succédé à la tribune ont bien conscience des multiples obstacles qui entravent la réalisation d'une information de meilleure qualité. Ils ont fait preuve d'imagination pour la presse de l'avenir. En

revanche, ils n'ont guère apporté de réponses aux difficultés dans lesquelles se débattaient les représentants, présents au colloque, des nouveaux hebdomadaires qui se sont lancés ces derniers temps en province et qui sont avant tout des expériences pour une information plus libre. Un syndicaliste normand a même déclaré que plusieurs de ces échecs étaient imputables au parti communiste et à la C.G.T.

Quoi qu'il en soit, la perspective de l'espérance de la victoire de la gauche en 1978 dominait par trop la majorité des interventions et des rapports. Ce « tout ou rien » est peut-être la seule critique qu'on peut adresser à l'initiative syndicale éclectique qui mérite de connaître des prolongements.

CLAUDE DURIEX.

## LES PROPOSITIONS

Les principales propositions faites par la C.F.D.T. — qu'elle veut en faire plus — sur l'information, sont les suivantes :

- **Libérer l'information :**
  - Supprimer les entraves de la censure, indépendamment du pouvoir politique ;
  - Supprimer, par ce Conseil, d'un cahier des charges tendant notamment à garantir le pluralisme des idées dans chaque région ;
  - Supprimer les ordonnances de 1944 ;
  - Supprimer de l'ordre public à la presse, un critère sur un critère, un critère financier, un critère de structure ;
  - Proposer à plus long terme :
    - Faire coexister trois types d'entreprises de presse : presse à but non lucratif, presse privée, presse publique ;
    - Organiser une société d'information ;
    - Créer un fonds de financement par un impôt sur les revenus publicitaires ;
    - Accroître les droits des travailleurs de la presse (avec une responsabilité spécifique) ;
- **Libérer la télévision (C.F.D.T.) :**
  - Supprimer l'indépendance du pouvoir et des puissances d'argent ;
  - Maintenir le monopole, mais avec des garanties strictes pour la pluralité des opinions ;
  - Supprimer d'un Conseil national de l'audiovisuel, le droit de veto à l'indépendance de son service public ;
  - Maintenir la rédevance (sans diminution des taux de la T.V.A.) pour assurer la disparition de la publicité sur les ondes ;
  - Supprimer la loi sur la liberté de production dans la radio-télévision ;
  - Supprimer d'une véritable régionalisation ;
  - Supprimer des médias locaux, gérés par les collectivités ;
  - Supprimer les charges imposées aux médias par la loi sur la presse (R.T.L., Europe 1, R.M.C.).

# CARNET

## Noissances

— **Philippe Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

## Mariages

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

## Décès

— **Philippe Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **Raymond, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

— **M. et Mme Jean-Paul Rey, 11 h 30.**  
M. et Mme Jean-Paul Rey, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, Philippe, né le 30 novembre 1977, 0140 boulevard de la République (Aix).

184, boulevard de la République (Aix) 13100, 14 h 30 à 16 h 30

GRANDE CONFÉRENCE organisée par M. H.-C. GUYOT, Président-fondateur des maisons de la VIE CHÈRE DE L'ANGLOISSE AU PRESSEMENT DE SOI.

LA METHODE VITTOZ par la Docteur CLISSON

— Au début de la réunion : Causerie d'orientation, par Michel REMY.

**TED LAPIDUS**  
Pierre 1er de Serbie  
**SOLDES**  
collection haute couture  
Modèles Boutique  
Hommes et femmes  
les Mardi 13 - Mercredi 14  
et jours suivants  
37, avenue Pierre 1er de Serbie

**COPIN**  
ORFÈVRE JOAILLIER  
FABRICANT  
joaillerie contemporaine  
Place du Théâtre Français  
161 rue Saint-Hippolyte  
75001 Paris

La maille de l'Inde  
cadeaux de l'Inde  
GRAND CHOIX DE BIJOUX EN PIERRES SEMI-PRÉCIEUSES  
VETEMENTS, FOUARIS  
JETES DE LIT, COUSSINS  
ARTISANAT  
161 rue Saint-Hippolyte  
75001 Paris

L'élégance des agendas  
**FOURNIER**  
GRAND CHOIX CHEZ VOTRE PAFETIER ET DANS LES GRANDS MAGASINS

L'heure d'ici et d'ailleurs.  
**ROLEX**  
GMT-Master. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

Vous fetez un coup d'œil à votre GMT-Master et vous avez l'heure exacte de deux fuseaux horaires à la fois. Et son boîtier sculpté dans un unique bloc d'acier au 18 carats lui garantit jusqu'à 50 m de profondeur la plus grande étanchéité. Votre GMT-Master vous donnera sans défaillance l'heure d'ici et d'ailleurs.

Le bureau d'étude  
Les jeunes ingénieurs...











offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## SERTI

Nous comptons parmi les premières Sociétés de Conseil en Informatique la Gestion et nous appartenons à l'un des Groupes les plus importants dans ce domaine. Nous recherchons pour PARIS et la région parisienne plusieurs

### analystes et analystes programmeurs confirmés programmeurs débutants

■ formation ENSI, MIAG ou IUT.

Ils participeront à la réalisation de projets pour nos clients. Leur activité sera caractérisée par sa diversité : applications, méthodes de travail, langages, matériels, systèmes d'exploitation.

Écrivez nous sous réf. M6. Nous étudierons confidentiellement votre candidature.

SERTI-SÉLECTION,  
49 avenue de l'Opéra,  
75002 Paris

## Ingénieurs logiciel

Venez vous joindre à notre département Logiciel, en pleine expansion. Vous avez une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans le domaine de la Gestion (réf. ILG) ou dans le domaine de l'Informatique (réf. ILI), et vous maîtrisez la langue anglaise.

Votre rôle sera :  
• d'aider nos ingénieurs commerciaux dans la définition des systèmes informatiques que nous proposons,  
• de fournir à nos clients une assistance logicielle (système et application).

Dans le cadre de vos fonctions, vous serez amené à suivre l'évolution des techniques informatiques de pointe.

Veuillez nous adresser votre candidature avec photo, en précisant la référence choisie, à la Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Sarrien - 92250 Suresnes.

## Cadre Comptable et Financier

80.000 +

PARIS

Une importante Société de Services à caractère public, crée dans le cadre de son développement et pour assister le service de ses Services Comptables et Financiers, recherche un Cadre Comptable et Financier pour prendre en charge et diriger le service de la Comptabilité des Tiers et des Immobilisations qui compte un effectif de 15 personnes environ.

Ce poste conviendrait à un Diplômé Supérieures, Commerciales, Comptables ou équivalent, justifiant de quelques années d'expérience dans les fonctions de comptable et d'une bonne pratique de l'informatique pour les problèmes de gestion et de telles responsabilités.

Cette fonction peut comporter quelques déplacements d'Audit de clients tant en France qu'Outre-Mer.

La rémunération annuelle brute prévue dépendra essentiellement de l'expérience du candidat.

séle  
CEGOS

Adresser lettre man. et CV sous préférence niveau 1 et de rémunération sous référence 6072/M à FR. ROUSSEAU - 546-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 Suresnes - réponse totale garantie.

## Heurtey industries ingénierie chimie-pétrole

Recherche pour son Service Travaux

## Directeurs de chantier

Grande expérience :  
• des contacts internationaux de langue anglaise type cost-plus et ainsi que des coûts;  
• des réalisations de complexes chimiques et pétrochimiques;  
• des marchés de travaux corps de métiers et du direct labour dont le montant global est supérieur à 300 MF.



Envoyer C.V. détaillé précisant rémunération actuelle, photo, accompagnée d'une lettre manuscrite, sous référence 6073/M à Service du Personnel 30-32 rue Guersant 75017 Paris.

Nous sommes un Cabinet d'importance nationale d'EXPERTISE COMPTABLE et de CONSEIL (380 personnes en France - 250 personnes en Afrique). Nous recherchons un consultant de haut niveau, responsable d'

## ETUDES FINANCIERES ET BUDGETAIRES

Le candidat auquel nous confierons cette fonction devra avoir de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle acquise en Cabinet et en Entreprise. Il sera chargé de missions telles que :  
• diagnostic et évaluation d'entreprises,  
• prévisions financières,  
• contrôle de gestion.  
Son association à moyen terme est souhaitée.  
Ce poste est à pourvoir à Paris et implique des déplacements en France et en Afrique.  
Une lettre de candidature accompagnée d'un CV sera envoyée à Jean Adrien - HELIOS FRANCE, 7, rue de Chaillot - 75016 Paris.

HAVAS CONTACT

## Généraliste Informatique d'Exploitation

recherche

## techniciens méthodes informatiques

• formation Ingénieur, maîtrise, ou équivalent.

Pour :  
• ordonnancement, lancement de travaux,  
• mise en place de nouveaux circuits liés à l'évolution de l'exploitation.

Envoyer CV, prétentions (sous réf. 344M) Service du Personnel Tour Franklin, Châtelet 11 92081 PARIS La Défense

GIE

## FRANCAISE GROUPE MULTINATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ, recherche pour son siège à Paris DIRECTEUR TECHNIQUE

ayant expérience après vente de matériels informatiques excellentes connaissances techniques expérience confirmée dans la gestion de personnel et suivi de budget. Anglais courant.

Envoyer lettre manuscrite et CV détaillé avec photo sous la référence 2300 à RC & A 1, rue Edouard Colonne 75001 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIE ALIMENTAIRE leader dans sa branche SIEGE SOCIAL SUD recherche

## analyste de gestion

• Formation supérieure requise  
• Le candidat devra avoir une bonne maîtrise de la comptabilité analytique et posséder une expérience confirmée dans le domaine du contrôle de gestion

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé photo et prétentions à No 39964 CONTEXTE PUBLICITE, 11, avenue de l'Opéra, 75040 Paris qui transmettra.

## Une Société de Conseil en Informatique de Gestion cherche de

## Jeunes Diplômés en Informatique (DUT-MAÎTRISE-LICENCE)

Libérés du service militaire. Après formation, ils auront un rôle d'assistance en informatique auprès de nos clients. Des déplacements en province sont à envisager. Écrire en envoyant une lettre manuscrite et une photo sous référence 6341 à :

31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

## Comptable, engagez vous, vous verrez du pays.

Vous êtes un jeune comptable et administratif, DECS HEC, ou ESSEC. Vous avez une bonne expérience de la comptabilité en Cabinet ou dans les Travaux Publics, et vous parlez anglais.

Vous serez d'abord au siège, en banlieue Sud. Mission : comptabilité et gestion de chantiers. Nous vous perfectionnerons (ce qui sous-entend le sens du contact et certains déplacements en Afrique ou en Iran). Ensuite, un nouveau champ d'action : vous confierons la direction administrative d'une de nos ou d'un de nos chantiers, à l'étranger. (gestion, comptabilité, personnel...). Vous verrez du pays.

Nous ? Un grand du terrassement et du génie civil. Présent tant en France qu'à l'étranger, où nous ouvrons régulièrement de gros chantiers. Et nous aimons garder nos cadres, en les faisant évoluer.

Vous signez ? Écrivez sous réf 2460 M à : RSC carrières 92, rue Bonaparte, 75006 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

## SOFINCO SIEGE PARIS TROCADERO LA HENIN

Importante banque privée, équipée d'un traitement informatique IBM 3081/15. Bi-processor avec réseau télétraitement, nous recherchons :  
• analystes organiques confirmés selon les critères suivants :  
- Indispensable : 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction.  
- Nécessaire : maîtrise de COBOL et de FORTRAN.  
- Appréciable : pratique DL 1 et IMS.  
Dynamiques, ayant le sens des responsabilités, ils participeront à la mise au point de nouvelles applications et à la maintenance des anciennes, toutes orientées vers l'utilisation du télétraitement.

Env. CV, prêt, annuelles brutes, photo, à Havas Contact, 156, bd Hausmann - 75001 Paris, sous n° 37310 M.

## chef du service administratif et du personnel

un fabricant français de composants électroniques à l'implantation mondiale. Le chef du service, basé à Paris, dépend du directeur général assure :  
• la fonction personnelle : emploi, relations syndicales, gestion, en France et à l'étranger ;  
• le conseil pour tout le groupe ;  
• le juridique : conseil pour les négociations de contrats et les licences, les assurances, les brevets, les litiges ;  
• l'organisation : l'élaboration des procédures pour les services généraux : entretien, sécurité, courrier, le siège parisien. Asés de 10 ans minimum, Sup. de Co. ou Juriste, il a au moins cinq ans d'expérience en service personnel ou un équivalent. Il parle et écrit couramment l'anglais.  
Ecrire à Y. CORCELLE, à Lyon, réf. 3275 LM.

## cadre chargé de recrutement

Le responsable du recrutement d'une société française de service, basée sur le marché, cherche pour l'assister un tel :  
• 28 ans minimum, formation supérieure (psycho, industrielle par exemple), il participe à la définition et à la mise en place des procédures d'ingénieurs commerciaux et de techniciens. Il a une première expérience de recrutement en entreprise.  
Le poste est à pourvoir au siège, actuellement dans la région lyonnaise, 1979 transféré à Lyon. Ecrire à R. BEROU, à Lyon, réf. 434 LM.

## ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

## JEUNES ESC DEBUTANTS

Kronenberg propose un premier emploi, une formation et perspectives d'avenir. La firme de Kronenberg est un atout majeur de la réussite à Kronenberg. Le responsable du recrutement des jeunes diplômés a décidé de recruter des jeunes ESC débutants attirés par la vente. Un important programme de formation a été élaboré : un cycle alterné de séminaires sur le marketing, les aspects commerciaux, les techniques de vente, la gestion des ventes, et des périodes de contacts sur le terrain. Ensuite, dans une Région de Vente, les jeunes diplômés de Chef de leur équipe confiée, avec la responsabilité :  
• de la vente sur une zone géographique déterminée,  
• de la gestion des ventes et des relations avec les distributeurs. Leur évolution de carrière sera fonction de leurs résultats et de leurs ambitions. Cette proposition est faite aux jeunes ESC débutants, géographiquement, ayant effectué, de préférence, des stages de vente. Des séminaires et des suivis d'entretiens individuels seront organisés dès le début du cycle de formation.

Adresser votre candidature, sous réf. J 24, avec C.V. détaillé, en précisant les raisons pour lesquelles notre offre vous intéresse, à Jean Burchel - BSN-Gervais-Danone - 7, rue de Téhéran - 75017 Paris.

bsn, gervais danone

## Directeur Administratif et Comptable

100 - 130.000 F.

Laboratoire pharmaceutique française d'importance nationale et de taille moyenne, banlieue Ouest-REX, recherche son Directeur Administratif et Comptable.

Le candidat sous l'autorité du Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des problèmes comptables, budgétaires, administratifs ainsi que de la gestion du personnel ; il assurera les relations avec la sous-traitance informatique et dirigera une équipe de 8 personnes.

Ce poste à pourvoir très rapidement, sera confié à un diplômé d'Etudes Supérieures, de préférence du D.E.C.S., 35 ans minimum et justifiant déjà de plusieurs années d'une expérience équivalente acquise si possible dans une entreprise moyenne de production.

séle  
CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 6073/M à FR. ROUSSEAU - 546-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMMOBILIERE - FRANCE

Filiale d'un Groupe International, notre

Notre activité en France a connu depuis 5 ans

Le lancement de nouveaux programmes

RESPONSABLES  
de  
PROJETS IMMOBILIERS

Rattachés au Directeur Programmes, ces responsables participent à la

Les candidats, âgés de 30 ans environ, de

L'intérêt du poste, situé à Paris, la

Les candidatures avec curriculum vitae adressées à :

etap

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - 1.500 PERSONNES - RENFORCE SES ÉQUIPES DANS LE

DIRECTEUR DE FILIALE

Diplômé grande école, ayant l'expérience des négociations (grands clients, collectivité, localités) et de la gestion industrielle.

Il sera chargé de monter et de diriger une nouvelle filiale.

Poste intéressant pour candidat ayant une

Ordre de grandeur de rémunération

150.000 F

Résidence grande ville promise.

Écrire sous référence XE 202 AN.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE - 1.500 PERSONNES - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES (500 PERSONNES)

RESPONSABLE  
SERVICE DU PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la direction

- recrutement et formation,
- promotion, rémunération,
- gestion du personnel,
- relations avec les représentants du personnel.

Poste à pourvoir :

- soit dans usine CHATEAUBON
- soit dans usine DIJON.

SITUATION INTERESSANTE IMPLIQUANT A TERME POSSIBILITÉS DE PROMOTION POUR CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU NIVEAU ÉQUIVALENT, AYANT ACQUIS DANS USINE SOLIDE EXPÉRIENCE.

Traitement

100.000 +

Écrire sous référence XE 271 CM en précisant ville souhaitée.

IMPORTANT SOCIÉTÉ EUROPÉENNE RECHERCHE POUR SECONDER LE RESPONSABLE DES MATÉRIELS DE GÉNIE CHIMIQUE PARIS

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour poste

TECHNICO-COMMERCIAL

ayant acquis, au cours d'une expérience de 3 ans environ en fabrication ou en

CONNAISSANCE LANGUE ALLEMANDE INDISPENSABLE. COURTES STAGES L'ÉTRANGER PRÉVUS.

Écrire sous référence XE 282 AN.

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée.

IMPORTANT FIRM U.S.A. FABRIQUANT ET DIFFUSANT PRODUITS INDUSTRIELS CONCERNANT VASTE SECTEUR D'ACTIVITÉ

RECHERCHE POUR SA FILIALE DE VENTES FRANÇAISE

DIRECTEUR COMMERCIAL

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

H.E.C. ou équivalent, 35 ans minimum, ayant acquis produits

SOLIDE EXPÉRIENCE DIRECTION COMMERCIALE ET

en tant que son expérience vous

soit dans une entreprise industrielle, soit dans une

Traitement à partir de

160.000 F

Écrire sous référence XE 202 AN.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES RECHERCHE

POUR DIRIGER UNE UNITÉ DE PRODUCTION TRÈS MODERNE

RESPONSABLE  
DE LA FABRICATION

CAPABLE ASSURER DES RESPONSABILITÉS :

- gestion du personnel,
- gestion des matières premières,
- gestion de la production,
- gestion des installations.

Le candidat doit être un ingénieur ayant une solide expérience de production

Des qualités de gestion et d'organisation

Le poste est à pourvoir à l'immédiat

Résidence : 75016 PARIS

Écrire sous référence XE 202 AN.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE APPAREIL- LAGE ÉLECTROMÉCANIQUE DE GRANDE SÉRIE RECHERCHE POUR PARIS

INGÉNIEUR  
CHIEF DES SERVICES

PROGRAMMATION ORDONNANCEMENT PAR SYSTÈMES INFORMATISÉS

POSTE IMPORTANT RATTACHÉ À DIRECTION GÉNÉRALE QUI PEUT CONVENIR A

Ingénieur ou technicien expérimenté, 35 ans minimum, ayant acquis une expérience

firmes dynamiques et performantes.

Écrire sous référence XE 202 AN.

etap

PS Conseil

Un groupe chimique international d'origine britannique recherche un ingénieur de

VENTE  
PRODUITS CHIMIQUES  
75.000 F

pour sa filiale française de distribution. Basé à Paris, sa mission consiste à développer les ventes de produits chimiques très diversifiés auprès d'une vaste clientèle industrielle. Ce poste convient à un ingénieur chimiste âgé de 25 ans minimum, possédant au moins deux années d'expérience de vente d'immédiates et adhésifs chimiques de préférence destinés à la transformation des plastiques. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel sera de l'ordre de 75.000 francs. Volume fourni. La qualité des produits et le renom de la société permettant d'espérer un développement de ventes important.

Adresser C.V. sous référence XE 282 AN :

PS CONSEIL

8, rue de la République - 75002 Paris Cedex 16

PROGRAMMEUR  
ÉTUDES CONFIRMÉ

De formation BTS, DUT (informatique) et justifiant d'une première expérience professionnelle, il se verra confier des responsabilités de programmation scientifique (FORTRAN) pour l'ensemble du Département (traitement scientifique) enregistrées au cours d'essais sur les champs

de recherche d'exploitation pétrolières). Ce poste évolutif fonctions responsabilité au sein de l'entreprise du groupe Schlumberger. Écrire sous référence IPE à Etudes et Productions Schlumberger - 25, rue de la Cavée, CLAMART CEDEX.

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE

réalisant depuis près de 15 ans, tiellement en région parisienne, des contrats importants de des niveaux élevés, ayant su contrôler sa croissance (100 personnes), souhaite intégrer dans ses équipes nouveaux collaborateurs valeur.

Vous un informaticien de gestion expérimenté, de formation supérieure.

Votre professionnelle a permis de pratiquer les techniques de et, peut être, de bien connaître certaines techniques avancées (bases de données, télétraitement, ...).

Vous attiré par missions où vous pourriez mettre en vos compétences et élargir votre champ d'expérience.

Quelques postes sont à pourvoir, aux niveaux suivants :

ingénieur (référence 40131A)

analyste (référence 40131B)

analyste-programmeur (référence 40131C)

Nous vous remercions de nous adresser, après avoir pris connaissance de votre C.V., même bref s'il est précis, et de vos présentations.

Pour nous parvenir votre candidature, sous double enveloppe (en indiquant à l'adresse la référence au poste que vous souhaitez contacter) par l'intermédiaire de l'Agence de Recrutement, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01. Votre lettre ne sera pas retournée et nous ne pourrions pas vous remercier.

informatis

RECHERCHE DE RESSOURCES ET DE COUPURES INFORMATIQUES EN FRANCE

Pour projets importants de logiciel de temps réel et bases de données

6 INGÉNIEURS (E.C.P., Sup. Adm., Universitaires, ...)

3 ANALYSTES (titulaires maîtrises informatiques, ...)

6 PROGRAMMEURS (titulaires D.U.T. informatiques, ...)

maintenant l'un des systèmes suivants : SYSTÈMES SIRIS 3, SIEMENS 4004, MITRA 15/125

Ces postes concernent des informaticiens expérimentés ayant 3 à 4 années d'expérience, la part de la recherche et le sens des responsabilités.

Nous offrons la possibilité de participer à des projets variés utilisant des techniques de pointe. Nous offrons de réelles possibilités de promotion pour des éléments de valeur.

Le niveau des rémunérations dépendra exclusivement de la compétence technique.

Écrire sous référence XE 202 AN.

chef des ventes  
France

PARIS 120.000

Vous avez acquis votre dynamisme commercial par une expérience réussie, dans une société réputée pour ses techniques de ventes et son impact sur le marché des produits de consommation. Vous souhaitez l'élargir et l'animation d'une force de vente importante et les négociations à l'échelle nationale dans les circuits de grande distribution. Nous vous offrons la possibilité de mettre à l'épreuve vos compétences dans une société en pleine expansion et d'être un partenaire efficace intégré dans une équipe de Direction jeune et moderne.

Nous vous confions des responsabilités complètes d'une équipe de vente de 50 personnes, la réalisation d'un chiffre d'affaires de 100 millions. Une formation continue et supérieure est un atout mais la qualité de votre expérience est ce qui nous importe.

Réponse et sélection assurées à votre lettre manuscrite, photo, curriculum vitae, C.V. 5365 à Mme Sigot.

bernard julhiot psycom

avenue de Gaulle 92200 Neuilly

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

5.000 PERS. - 1 MILLIARD F./AN

pour Direction MARKETING (BANLIEUE SUD PARIS)

RESPONSABLE  
ÉTUDES  
DE MARCHÉS

chargé (e), en liaison avec des organismes spécialisés de TOUTES ÉTUDES DE MARCHÉS, produits et consommateurs (quantitatives, qualitatives, tests), du suivi des parts. Nombreux contacts existants et intenses.

INDISPENSABLE

- Homme ou Femme, 30 ans minimum
- Formation Supérieure : E.C.P., Maîtrise ou Licence Sc. Eco. ou équ.
- EXPERIENCE ÉTUDES DE MARCHÉS acquise par une nette préférence en Entreprise de Produits de G.C. (si post. Alimentaires).

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, présentations s.réf. 3758

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75007

IMPORTATEUR D'AUTOCARS SETRA

recherche

CADRE COMPTABLE

ANALYSTE DU COMPTABLE DECS III ÉQUIVALENT

expérience moyenne 5 ans jusqu'au niveau

déclarations et

Écrire sous C.V. et prêt à KASSBOHRER FRANCE

2-6, rue du Vignolle 95200 SARCÈLES

ATTACHÉ DIRECTION

PARIS 85.000 F +

Nous une société d'importation et de distribution (100 personnes - millions C.A.), spécialisée dans les produits industriels de haute technologie.

La progression constante de nos activités nous amène à rechercher notre futur Responsable Administratif. Le candidat, 25 ans minimum, de formation supérieure (BESB, Sciences Po, ou Sciences Eco ou équivalent) devra justifier d'une expérience acquise à poste à un de gestionnaire.

Son dynamisme, allié à un sens de l'organisation, devrait lui permettre de prendre progressivement en charge les activités générales (informatique, logistique, ...).

Des qualités de gestion, de bonnes notions d'anglais seraient un atout supplémentaire. Possibilités d'évolution.

Écrire sous C.V. et prêt à KASSBOHRER FRANCE 2-6, rue du Vignolle, 95200 SARCÈLES. Réponse et discrétion totale assurées.

مكذبا من الأصل



offres d'emploi

directeur  
des ventes  
export

130.000 F +

**ASTON JAUENET**  
Un français expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
nouveau collaborateur expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
la politique commerciale et en assure la réalisation sur les marchés export. Il sélectionne, étudie et contrôle les agents et les distributeurs, il occupe aux études préalables à la mise en place d'un circuit de distribution. Il supervise la gestion administrative et commerciale de la filiale. Il est en contact avec les clients et les fournisseurs.  
Un candidat ayant une expérience de 10 ans minimum dans le secteur de la vente export, maîtrisant l'anglais et le français, capable de s'adapter rapidement au milieu agricole et d'acquiescer à la qualité de dynamisme et d'organisation.  
Ecrire sous référence **YN 201 AM**.

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE MARTEL PARIS 8E

BANQUE PRIVEE

1.250 PERSONNES  
rech. pour Siège à PARIS

UNE RESPONSABLE  
FORMATION

**FORMATION LARGE DE LA FONCTION.** Avec approche globale : recueille les demandes et recherche les propositions, gère et suit tous les problèmes de formation, assure la Direction, Services et Participe épisodiquement au travail des Employés.

INDISPENSABLE

Formation Supérieure : Grande Ecole ou **EXPÉRIENCE 5 ans**  
- de la **FORMATION**  
- de la **BANQUE** en général ou d'une des Services (Comptabilité, ...)  
(Débutants ou expérimentés, C.V. et photo)  
**RETION ABSOLUE**, **saire et photo** à **3755**

sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS



THOMSON-CSF

Pour nos Laboratoires d'Etudes (électronique, digitale, analogique, hyperfréquences...)

INGÉNIEURS-  
ÉLECTRONICIENS  
GRANDES ÉCOLES

(Centrale-Mines-Télécom-ES-ENSAE, ...)  
Ad. C.V. et photo, **SERVICE DU PERSONNEL**  
2, rue de Valenciennes 92240 - BOULOGNE

Wild+Leitz France

recherche pour sa division M.S.I. - INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE -

un ou une responsable  
du centre de gestion

passant prochainement sur ordinateur, il ou elle devra assurer la mise en place et le maintien au niveau de la division en harmonie avec les autres divisions de la société.

ou une responsable :  
- approvisionnements  
- de la gestion des stocks, consignations  
- des livraisons.  
- connaissances en allemand ou éventuellement en anglais souhaitées.  
Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à **WILD + LEITZ-FRANCE** - Service M.S.I. - 10, avenue du 11 Juin 1940 - 92100 RUEIL-MALMAISON

GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

(quartier) la mission informatique est confiée à un ordinateur IBM 370/158 sous OS/VS 1

UNIVERSITAIRE DÉBUTANT

aire de l'expertise ou maîtrise informatique de devenir jeune

ROGRAMMEUR SYSTÈMES

participer au développement de son réseau (mainframe) et de ses applications (S.I.S.)  
Env. C.V. et photo à **OPERA** - 10, rue de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup> qui transmettra.

offres d'emploi

etap

**COOPÉRATIVE AGRICOLE**  
EXPANSION - VILLE CENTRE OUEST  
OFFRE TRÈS INTÉRESSANTES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE A

CADRE DE DIRECTION

INTÉGRÉ DANS L'ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE.

Il est demandé un cadre expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
la politique commerciale et en assure la réalisation sur les marchés export. Il sélectionne, étudie et contrôle les agents et les distributeurs, il occupe aux études préalables à la mise en place d'un circuit de distribution. Il supervise la gestion administrative et commerciale de la filiale. Il est en contact avec les clients et les fournisseurs.  
Un candidat ayant une expérience de 10 ans minimum dans le secteur de la vente export, maîtrisant l'anglais et le français, capable de s'adapter rapidement au milieu agricole et d'acquiescer à la qualité de dynamisme et d'organisation.  
Ecrire sous référence **YN 201 AM**.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS AYANT PLUSIEURS FILIALES EN FRANCE ET ÉTRANGER**

JEUNE CADRE  
FINANCIER

SON SERVICE CONTRÔLE FINANCIER FILIALES

Un candidat expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
la politique commerciale et en assure la réalisation sur les marchés export. Il sélectionne, étudie et contrôle les agents et les distributeurs, il occupe aux études préalables à la mise en place d'un circuit de distribution. Il supervise la gestion administrative et commerciale de la filiale. Il est en contact avec les clients et les fournisseurs.  
Un candidat ayant une expérience de 10 ans minimum dans le secteur de la vente export, maîtrisant l'anglais et le français, capable de s'adapter rapidement au milieu agricole et d'acquiescer à la qualité de dynamisme et d'organisation.  
Ecrire sous référence **YN 201 AM**.

SAINT-FRÈRES

RECHERCHE POUR UN DE SES DÉPARTEMENTS RÉGION AMIENS

CHEF DES VENTES EXPORT  
POUR L'EUROPE

Il s'agit de mettre la fonction exportation pour une gamme de produits matériels une clientèle diversifiée (conditionnement, ...).

Le titulaire du poste sera chargé de rechercher les marchés, de définir les méthodes de vente, d'assurer le suivi de la clientèle.  
Ce poste est autonome et peut évoluer vers des fonctions de direction.  
Un candidat expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
la politique commerciale et en assure la réalisation sur les marchés export. Il sélectionne, étudie et contrôle les agents et les distributeurs, il occupe aux études préalables à la mise en place d'un circuit de distribution. Il supervise la gestion administrative et commerciale de la filiale. Il est en contact avec les clients et les fournisseurs.  
Un candidat ayant une expérience de 10 ans minimum dans le secteur de la vente export, maîtrisant l'anglais et le français, capable de s'adapter rapidement au milieu agricole et d'acquiescer à la qualité de dynamisme et d'organisation.  
Ecrire sous référence **RG 261 AM**.

écrire en précisant la référence 4, rue WIA 75016 PARIS

ingénieur

En relation avec les Municipalités et les Transports, il sera chargé d'étudier les problèmes concernant les réseaux de transports collectifs en milieu urbain (gestion, organisation, structure, qualité de service, information du public, etc.).  
Ce poste est autonome et peut évoluer vers des fonctions de direction.  
Un candidat expérimenté, bilingue, pour faire face à un développement d'un poste de **DIRECTEUR DES VENTES EXPORTATION**.  
la politique commerciale et en assure la réalisation sur les marchés export. Il sélectionne, étudie et contrôle les agents et les distributeurs, il occupe aux études préalables à la mise en place d'un circuit de distribution. Il supervise la gestion administrative et commerciale de la filiale. Il est en contact avec les clients et les fournisseurs.  
Un candidat ayant une expérience de 10 ans minimum dans le secteur de la vente export, maîtrisant l'anglais et le français, capable de s'adapter rapidement au milieu agricole et d'acquiescer à la qualité de dynamisme et d'organisation.  
Ecrire sous référence **RG 261 AM**.

Envoyer C.V. détaillé, photo et références en précisant bien la référence 397 M

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre - 75017 PARIS

Société Multinationale recherche

chef du service  
informatique interne

100.000 F +  
- 10 ans minimum d'expérience  
- l'expérience d'analyste d'applications en gestion et a dirigé un service d'exploitation.  
- l'expérience méthodique, concis, pratique, et niveau d'anglais supérieur et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.  
Adresser C.V., photo et saire sous référence **7741 UZ**

Joëlle DUJOUR  
Cabinet MAURICE  
30, rue de la République  
Champs - 75001 PARIS

**PUISSANT GROUPE MULTINATIONAL - POUR SA FILIALE FRANÇAISE EN EXPANSION - C.A. 74 MILLIONS DE FRANCS - PARIS - RECHERCHE**

RESPONSABLE DU  
SERVICE DU PERSONNEL

EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL, LE TITULAIRE DU POSTE :

- pour assurer le développement du service en étroite collaboration avec le directeur général et l'animation des hommes de l'entreprise ;
- pour assurer la gestion, la formation, la motivation du personnel (partenaires sociaux) dans le cadre d'une large délégation de responsabilité ;
- pour disposer d'une expérience de cinq à huit ans minimum, dans une société pratiquant une gestion moderne et dynamique de personnel ;
- un sens marqué de l'humain et des réalisations ainsi qu'une connaissance de l'anglais.

RÉMUNÉRATION 130.000 F +

Ecrire sous référence **PE 205 AM**.

GROUPE LAFARGE

RECHERCHE POUR SES LABORATOIRES

INGÉNIEUR PROCÉDÉS

Ce poste est destiné à un diplômé école, E.C.P., ou école de niveau équivalent, ayant minimum trois ans d'expérience de processus industriels ou de procédés. Poste impliquant des qualités d'homme d'équipe et de réalisation ainsi que de l'anglais.

UN INGÉNIEUR  
ÉLECTRONICIEN  
DÉBUTANT

(OPTION INFORMATIQUE SOUHAITÉE)

pour intégrer dans une équipe ayant la responsabilité de la gestion dynamique de l'industrie sur la plus des unités de production (planification, contrôle budgétaire, ...).  
Ce poste implique l'utilisation de moyens informatiques et sera particulièrement intéressant pour un candidat attiré par les problèmes de gestion (formation, planification type J.M.S. applicative).  
Ecrire sous référence **CM**.

etap

**FEUTRIER ILE-DE-FRANCE**  
Distributeur Officiel MOTOROLA

UN JEUNE INGÉNIEUR

Il sera le support technique d'une équipe commerciale opérant dans la région parisienne. Il devra être capable de gérer le personnel du service.

Env. C.V. détaillé, photo et références à **J.-M. FEUTRIER**, rue Ledru-Rollin, 75012 PARIS

IMPORTANT PÉRIODIQUE

recherche

PLUSIEURS CHEFS DE PUBLICITÉ

Expérience en agence, ou en entreprise. Connaissance marketing. Env. C.V. et photo à **LAPOUASSE, HAVAS-MAGAZINES/S.N.P.P.**, 11, boulevard Italien, 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE

CADRE EXPORTATION

pour assurer la responsabilité

OPÉRATIONS PRODUITS

Devant assurer la responsabilité de la production, il devra créer, alimenter et gérer des dépôts de produits chimiques applicatifs à la RECHERCHE PÉTROLIÈRE

Il a l'expérience des opérations en COMMERCE INTERNATIONAL (transport, ...).  
- l'expérience de l'anglais indispensable et d'autres langues souhaitées.  
- Lieu de travail banlieue SUD-OUEST PARIS.  
- déplacements et déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée sous référence **Publicité**, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

offres d'emploi

Dans le cadre de son expansion  
**KARL KISTERS - R.F.A.**  
pour sa filiale à Paris

FUTUR RESPONSABLE DES VENTES

- Habitude commerciale  
- Sans de l'initiative  
- l'expérience technique  
- la maîtrise de biens d'équipement seront un atout majeur  
- Allemand souhaitable.  
- Important + intéressant.  
Adresser curriculum vitae détaillé, actualité et références à **KARL KISTERS**, 11, boulevard de la Chapelle, 75018 PARIS.

Le Directeur  
Administratif et Financier

D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (C.A. MF - 300 personnes, recherche Sud)

Adjoint

pour l'unité de la planification générale et analytique et des services généraux. Ce poste s'adresse à un professionnel de la comptabilité, 30 ans minimum, ayant des Supérieures (E.S.C. ou équivalent). Rémunération 80/100.000 selon expérience.  
Les dossiers de candidatures - sous réf. 1418 - à adresser à l'organisme de recrutement - seront traités confidentiellement par **DEVELOPPEMENT**, 10 rue de la Paix, 75002 Paris

UNION INTERPROFESSIONNELLE  
SECTEUR TERTIAIRE

regroupant plusieurs syndicats et associations recherche un

CADRE  
DE HAUT NIVEAU

Sous l'autorité directe du Président, il aura la direction de l'organisme et assurera les relations internes et extérieures à la profession.  
Le candidat, de formation universitaire, Grandes Ecoles, devra bien connaître les techniques de marketing, la publicité et la communication.  
Il devra, en outre, les fonctions de gestion, un homme d'action et  
Ecrire sous référence **2023**, à **PLAIN CHAMPS**, 5, rue du Helder, 75009 Paris.



LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

recherche pour son service  
TÉLÉBANQUE

Collaborateurs

Intégrés dans une petite équipe, ceux-ci devront assurer les relations avec les clients auprès d'une clientèle privée de haut standing.  
Les candidats devront donc :  
- soit posséder un diplôme universitaire supérieur (E.S.P. ou équivalent) avec 3 ans d'expérience minimum ;  
- soit être âgés de 30 ans minimum et avoir une expérience professionnelle adaptée aux postes à pourvoir.  
Env. C.V. détaillé, photo et références à **LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS**, Boîte postale 141 - 75009 PARIS, CEDEX

chef du personnel

10 ans minimum, Anglais parlé  
formation supérieure et ayant quelques années de pratique de la gestion au sein d'une direction de personnel structurée, il aura la charge du recrutement, de l'administration et de la gestion d'un effectif de 400 personnes en liaison avec le directeur des affaires sociales du groupe dont il dépend directement. Il dirigera, en outre, les services généraux du siège.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone de Lundi au Vendredi aux heures de bureau par **INFORMATION-CARRIÈRE** SVP 11-71 qui dispensera un rendez-vous aux candidats concernés. Réf. 1255.

Information Carrière

De part aussi adresser son dossier à **SVP RESSOURCES HUMAINES** 65 rue de Wagram 75017 Paris.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Pour faire face au développement de ses activités dans le domaine de la Formation des Commerciaux le



**Centre Européen de Formation Permanente**  
CEFP recherche  
**2 Formateurs-Animateurs**  
• Age minimum 32 ans  
• Etudes Supérieures (préférence HEC, SUP de CO...)  
• Expérience Commerciale  
Envoyer CV détaillé + photo à Madame Jamet.



54, rue de la...  
75007 Paris

**Importante Société Chimique**  
(Banlieue sud-ouest de Paris)  
recherche pour son service  
**OPÉRATIONS PRODUITS CHIMIQUES**  
**2 AGENTS DE MAÎTRISE**  
ou CADRES

**CHARGES :**  
• Opérations administratives liées au commerce international (transport, douane, courages, lettres de crédit, etc.)  
• de la constitution des stocks Outre-Mer et de la gestion administrative (facturation, commandes, renseignements techniques).  
**LES DEUX DEVRONT :**  
• Parler et correspondre l'anglais et si possible une autre langue.  
• Avoir une expérience de quelques années dans la profession.  
• Accepter l'éventualité d'un déplacement à l'étranger, et éventuellement l'absence de la base en France ou à l'étranger.  
• Avantages sociaux.  
Adresser CV détaillé et photo récente à :  
M. 40 416 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**GCT**  
INGÉNIEURS  
DEBUTANTS  
OU CONFIRMÉS  
SPECIALISATION INFORMATIQUE  
pour étude et réalisation de Centraux téléphoniques.  
de l'Anglais l'anglais.  
Ecrire avec curriculum vitae et photo à :  
CIE GENERALE DE COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE**  
recherche  
Pour son département Bâtiments et infrastructures  
**UN INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
de formation supérieure et parlant parfaitement l'anglais, ayant une grande habitude des contacts à haut niveau, avec des Sociétés privées que ce soit en France ou à l'étranger.  
Son rôle consisterait à :  
— effectuer la prospection commerciale de ce département.  
— négocier les contrats.  
— assurer le suivi commercial général.  
Lieu de travail : BANLIEUE SUD PARIS  
Adresser C.V. détaillé et photographies sous n° 40 007 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**VENTE D'ADDITIFS**  
UNE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES appartenant à un important groupe recherche  
**1 TECHNICO-COMMERCIAL**  
pour assurer le développement des ventes stabilisants et plastifiants du P.V.C.  
Il sera responsable de son secteur d'activités : Prévisions - Budget - Programmes d'action - essais d'application.  
Ce poste basé à Paris, concerne un ingénieur ou un technicien supérieur chimiste.  
Une première expérience dans le même domaine sera souhaitée.  
Adresser C.V. et photographies à : 39841, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

DANS LE CADRE DE SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT, LA DIRECTION DU  
**DÉPARTEMENT DES RELATIONS HUMAINES**  
D'UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS

recherche

**RESPONSABLE DE RELATIONS HUMAINES**

— âgé de 35 ans minimum,  
— de formation supérieure,  
— ayant acquis une solide expérience pratique dans la fonction Personnel complète : capable de prendre en charge un service de RESPONSABLE DE RELATIONS HUMAINES dans le Département ou la Division du Groupe.  
• Aptitude à participer à l'application des politiques sociales, la négociation des partenaires sociaux, esprit d'ouverture, la concertation, l'indispensable à la hiérarchie, pour contribuer à l'équilibre des Hommes et de l'organisation.  
• Le Poste est à pourvoir à PARIS.  
• Langue anglaise parlée indispensable (perfectionnement si nécessaire).  
Adresser C.V. manuscrit et photo récente à : RH. 191 à DARDAINES, B.P. 340 - 75624 PARIS CEDEX 13.

**UN CONSTRUCTEUR AMÉRICAIN DE MINIORDINATEURS**  
de haut de gamme (de 500 KP à 2 MP) dont la croissance aux États-Unis et en Europe est supérieure à 100 % par an et la solidité financière exceptionnelle, recherche un  
**ingénieur support**  
dont les fonctions seront au départ :  
• analyse des cahiers des charges  
• choix des configurations  
• propositions techniques  
• présentation en clientèle  
• benchmarking.  
Le candidat recherché a une formation supérieure et une expérience informatique d'un minimum cinq ans dans le domaine scientifique ou de la gestion.  
Adresser C.V. détaillé, plus photo, plus lettre de motivation, sous n° 40 70 à :  
CARRIÈRES SERVICES, 19 Rue de la Paix, 75002 Paris

**PHILIPS**  
DIVISION ÉLECTRO-ACOUSTIQUE  
pour la recherche et développement en télévision, sonorisation, intercommunications  
**INGÉNIEURS DE VENTE DÉBUTANTS**  
— Formation en base en électronique.  
— Disponibilité totale pour déplacement en France.  
— Dynamisme et esprit d'entreprise.  
Adresser C.V. manuscrit et photo à : PHILIPS Services du Personnel, 54, rue Carnot, 92154 SURESNES Cedex.

**IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL D'ÉDITION**  
recherche pour sa filiale française en France  
**Un Contrôleur de Gestion**  
**Un Audit Interne**  
de formation ESC - DECS ou équivalent  
NOUS OFFRONS :  
— un travail intéressant au sein d'une équipe jeune,  
— des méthodes de gestion parmi les plus modernes,  
— des possibilités d'évolution dans le groupe.  
La maîtrise de l'anglais est indispensable pour la fonction d'Audit, mais pas pour le poste de contrôleur.  
Les candidats devront justifier de 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.  
Ecrire avec C.V. et photographies à : PH 40607, CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International recherche  
**MEDECIN**  
ou  
**PHARMACIEN**  
Il est responsable :  
• de la création publicitaire,  
• des relations médicales.  
Cette mission exige une solide expérience dans les domaines considérés et une très bonne connaissance de l'anglais.  
Ecrire avec C.V. détaillé et photo à :  
12955 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS

**CHEF COMPTABLE**  
BANLIEUE SUD F. 85.000  
Une société, importante de produits agricoles et distributeur de ces produits en France, recherche son Chef Comptable.  
La fonction à assurer est la tenue de la comptabilité et de la paie de 15 personnes ainsi que de toutes les déclarations fiscales et sociales de la société. Il participera, avec le Directeur Financier, à la préparation des prévisions financières et il sera responsable de l'élaboration des rapports mensuels.  
Il devra être âgé d'environ 37 ans, avoir le B.E.C. ou l'équivalent, avoir des connaissances fiscales et juridiques, parler couramment l'anglais et avoir acquis de préférence un minimum de 2 ou 3 ans d'expérience commerciale ou 3 ans de stage dans un Cabinet Comptable ou d'Audit.  
La rémunération, autour de F. 85.000, sera en fonction des compétences du candidat.  
Les personnes intéressées doivent adresser :  
C.V., photo (retournée),  
rémunération souhaitée sous n° 22 553-4 à C.S.P. 3, rue Percier, Paris.

**Société DELTA-NEU**  
recherche pour son département pneumatique  
Recherche d'INGÉNIEUR  
**DÉLÉGUÉS**  
**TECHNICO-COMMERCIAUX**  
pour des postes de  
SALES ENGINEER, TECHNICAL SALES.  
Les candidats, titulaires d'un D.U.T. ou S.T.S., ingénieurs diplômés, devront, après formation, être capables de représenter la société de produits industriels.  
Ils devront avoir une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de la vente ou de la prospection de produits industriels.  
Ils devront être très intéressés par le pneumatique et avoir une bonne connaissance de l'anglais.  
Ecrire avec C.V. et photographies à : DELTA-NEU, B.P. 1, 100 LOMME.

**Grande librairie parisienne**  
recherche son  
**DIRECTEUR GENERAL**  
Il devra maîtriser l'organisation d'une importante surface de vente (400 m²) et diriger une équipe de vente nombreuse (25 personnes).  
Envoyer C.V. photo et photographies à Odile Thorel, 10 rue Barbette, 75003 Paris.

Organisme de formation recherche  
**ANIMATEUR**  
Etudiant et 32 ans minimum.  
Formation type sciences-po (éco-DI), D.E.S.  
Expérience confirmée, formation cadre STAM employée - ouvrière (automatique) stage conception outils pédagogiques.  
Expérience et autorité pour aborder les problèmes de l'entreprise en termes de formation.  
Envoyer candidature à : BROU-PRESSE n° 1 00122 M. 85 bis, rue Réaumur, Paris (75).

**DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES**

PARIS F. 150.000

CILAG-CHIMIE, Laboratoire Pharmaceutique, filiale du Groupe JOHNSON & JOHNSON, crée le poste de Directeur des Relations Humaines pour son Siège à Paris. L'effectif actuel de la Société est de 70 personnes et il est appelé à doubler dans les 3 ans à venir.

La fonction : en tant que membre du comité de Direction, il doit proposer et mettre en œuvre une politique sociale liée aux objectifs de la Société dans tous les domaines de la gestion du personnel : recrutement, formation, relations et problèmes sociaux, plan de salaires, etc. Il sera plus particulièrement chargé de promouvoir un plan d'évaluation, de promotion et de carrière du personnel et il sera chargé de développer une politique de travail agréable dans un milieu stimulant.

Il aura une grande force de proposition et de réalisation. Il sera responsable d'un grand service d'organisation personnelle. Il doit être âgé de 35 ans environ, parler couramment l'anglais et avoir un minimum de 8 ans d'expérience d'un poste similaire acquis dans deux entreprises différentes. Il sera diplômé d'une grande école commerciale ou l'équivalent.

La rémunération, de l'ordre de F. 150.000, sera négociée en fonction des compétences du candidat.

Les personnes intéressées doivent adresser :  
C.V., photo (retournée) et  
rémunération souhaitée sous n° 22 553-4 à C.S.P. 3, rue Percier, Paris.



**ingénieur technico-commercial**  
produits chimiques

HENKEL FRANCE filiale d'un Groupe Chimique Européen fabriquant et commercialisant des produits de consommation (savons, cosmétiques) et des produits industriels (détergents, colles et adhésifs, produits chimiques).  
proposent ce poste à un ingénieur chimiste qui commercialisera une gamme de détergents industriels en apportant une technique nouvelle.

Son secteur sera l'ouest de la France (implantation souhaitée : région parisienne).

Le candidat devra avoir une expérience de la vente de 3 à 5 ans et si possible des connaissances dans le domaine de l'industrie automobile.

Allemand souhaité mais non indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae sous référence 954 M HENKEL FRANCE-DRI, B.P. 111, 92220 Nanterre.



Filiale d'un Groupe Pharmaceutique International recherche

**gestionnaire de produits**

Il interprète l'ensemble des informations relatives à la production et les recommande aux stratégies sur les produits de son ressort.

Il prépare et étudie les plans Marketing.

Cette fonction exige une formation supérieure en Économie et en Statistiques, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Les candidats au pharmacien seraient en outre appréciés.

Ecrire avec C.V. détaillé sous n° 12 954 à Havas Contact, 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE PARIS 12<sup>e</sup>, recherche :

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES**

E.N.S.T., E.N.S.E.R.G.

DÉBUTANTS, AYANT QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE.

Il leur sera offert un potentiel d'étude (Conception et développement) et matériel intégrant des micro.

Ecrire avec C.V. et photographies sous n° 12 954 à A.O.L.P. - B.P. 301 - PARIS 12<sup>e</sup>.

documentaire commerciale

GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche pour son Service de

**CADRE (Mi-Temps)**

qui sera pour mission, sous l'autorité de l'Administrateur, de contribuer à l'étude de secteurs financiers français, puis d'acquiescer à leur suivi.

Une formation supérieure, des notions d'analyse financière et financière, une bonne connaissance de l'anglais (et possible de l'espagnol et de l'allemand) sont souhaitées à l'exercice de ce poste.

La rémunération sera en fonction de l'expérience et de la formation.

Envoyer C.V. et photographies sous n° 21 72-M à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPF 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

فكرنا من الأصل



demandes d'emploi ~~Remplissez~~ demandes d'emploi

Homme, 30 ans, ex-Maire  
(Limonais), maître  
bonne présentation, recherche  
place concrète ou jardinière  
dans le Sud-Est, 100 km de  
Paris, 150 000 F. 06 80 20 10  
bis, rue Résaunier, Paris-20.

**CADRE**, rech. collabora-  
tion littéraire ou juridique, haut  
niveau, préférence secrétariat  
particulier. Pour l'entretien  
de la vie, 06 80 20 10 bis, Pub.  
100, av. Opéra, Paris-19, c. fr.

**CADRE COMMERCIAL**  
H. 25 ans, d'exp., gds magasins,  
sect. stocks, achats, ventes et  
comptabil., rech. situat. similaire,  
100 km de Paris, 150 000 F.  
scr. n° 8197 « le Monde » Pub.  
100, av. Opéra, Paris-19, c. fr.

**H. 25 ans, 56. réf., ch. empl.**  
55/F/Paris 13, sect. Gestion  
Financière, M. Bourdon P. 24, r.  
de Valenciennes, Paris-13.

**CADRE, ADMINIS. GÉNÉRAL**  
H. 35 ans, 175 cm, 70 kg, 100 km  
de Paris, 150 000 F. 06 80 20 10  
bis, rue Résaunier, Paris-20.

sime, 20 a. expér. Banque,  
 lab. financier, direction serv.  
 administratif, Informatique et  
 comptable, cherche Situation  
 avec responsabilité.  
 r. de la Madeleine 100 Paris-9.  
 H. 17 and the  
 URET Thierry, tel. 01.47.33.00.00

une absorption, rech. activité  
en rapport avec ses capacités  
Paris, prov. France. Ecr. ORBIS-LA,  
1, av. Fr.-Roosevelt, 75008 Paris,  
physicien allemand, ■■■ ch.  
emploi en France dans l'indus-  
trie ou recherche. Expérience :  
ans physique du laser, 5 ans  
développement de lampes à dé-  
charge. Anglais, français. —  
F. M. Gassmann, Steinheilstr. 4,  
D-8000 MÜNCHEN

**CHÉF COMPTABLE** 42 ans, nouveau D.E.C.S. + 15 ans expérience profession. dans cabinets d'expertise comptable et sociétés d. et ciales, connaissant con-

24 ans, I.E.P., Paris, D.E.A. droit, anglais, courant ch. emploi

**CAPIAUX, 64, rue Voltaire,  
92300 LEVALLOIS.**

ements finis, Fortran, anglais,  
er. n° 2.060, « le Monde » Pub.,  
r. des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.  
G. GENIE PHYSIQUE,  
U. S. T. T-FERRD

**INGÉNIEUR INSA**

ains, 3 ans exp., techn. hy-  
ène publique, en S.E.T. trait.  
fluides urbains et industriels,  
alt. O.M., rech. poste technico-  
commercial chez constructeurs.  
**REGION RHONE-ALPES**

**TOURISME**


ngl. courant, expér. enseign. et  
pédag., ch. poste rég. Paris de  
TOURISME, LOISIRS, HOTELL.  
r. L. de Sainte-Marie, 9, rue  
-V. Couturier, 95100 Argenteuil.

**RÉDACTRICE**  
ans expér. publicité, presse,  
cherche poste avenir édition,  
presse, information sociale.

**ALGER**  
F. 39 a., excel. prés., expér.  
ex. actuell. secrét.

**JOURNALISTE**

**REDACTION**  
UN GRAND QUOTIDIEN  
cherche  
**SECRÉTARIAT DE RÉDACTION**

**ET MISE EN PAGES**  
à mi-temps  
dans un périodique,  
Journal d'entreprise,   
T. n° 6.624, « le Monde » Pub.,

**J. F., 30 ans, BILINGUE  
AMERICAIN-FRANÇAIS  
cherche place  
archiviste - Documentaliste**

**SPÉCIALISTE**

**SPECIALISTE**  
la conception et du suivi  
de tout projet  
**FRANCE** **ETRANGER**  
10 ans d'expérience

**INTERESTS**  
**PROFIL**

information  
divers  
POUR  
DOUVER

# ROUVER UN EMPLOI

**ENTRE D'INFORMATION  
R L'EMPLOI vous propose  
IDE COMPLET**    
Extraits du sommaire :

Les 3 types de C.V. : redact.  
Exemples, erreurs ■ ■ ■  
La graphologie et ses  
12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré : avec plans.  
Réussir entretiens, interviews.

Emplois les plus demandés.  
Information, écrire CIDEM,  
sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

Em. ex-aris. excell. présent.

milieu, expérience milieu  
public relations, prod.  
usage angl.  
résid. actuellement  
Kong. Ch. représentation  
articles de luxe.

**enseignem.**

**APPRENDRE  
L'AMÉRICAIN  
à  
L'AMERICAN CENTER**

rs de conversation le soir.  
**SCRIPTIONS IMMEDIATES**  
**DEBUT : le 16 JANVIER.**  
 rs privés. **Intensiv.**  
**Full-Time ou Part-Time.**

---











هكذا من الأصل



### Après la suspension de la grève du 14 décembre

## Les possibilités de négociations à E.D.F. restent très limitées

La porte s'ouvrit et M. Pauwels, négociateur général de la C.G.T., industries électrique et gazière, en quittant, avec M. Tiersen, son homologue de la C.F.D.T., le siège de la C.F.D.T., à 14 heures et demie avec M. Boileux, directeur général, lundi 12 novembre après-midi.

La séance s'est poursuivie de part et d'autre sans apporter un premier résultat. Les négociations pour mercredi 14 ont été annulées et le même jour, à 10 h., un nouveau rendez-vous a été pris avec la direction pour examiner les propositions et les propositions présentées par les syndicats. L'augmentation du pouvoir d'achat, comprise dans un uniforme de 200 francs, sera la grille de classifications.

Toutefois, la direction n'est pas débouglée et les électriciens C.G.T. et C.F.D.T. considèrent les débrayages avec pour le 11 novembre pourraient même être renforcés par « une manifestation nationale », a dit M. Pauwels, le second.

La direction a par un anéantissement. De plus, la reprise du travail après le 11 novembre Noël et du Jour de l'enfant envisagée.

Les délégués ont pris des réserves d'exprimer le plus possible les suggestions et organisations syndicales. Il est impossible, a-t-il ajouté, de négocier sur

[illegible][illegible]

## Baisse du chômage en novembre

(Suite   première page.)

[illegible]

Pour ce qui ~~concerne~~ les offres d'emploi non satisfaisantes, on n'enregistre ~~aucune~~ amélioration par rapport au ~~mois~~ dernier à leurs données corrigées: le « stock » reste stable, c'est-à-dire faible: 106 400 en novembre ~~contre~~ 106 800 en octobre. ~~Les~~ données brutes, on observe ~~une~~ nouvelle détérioration: 97 500 en novembre ~~contre~~ 103 000 en ~~octobre~~ (-10,5 %). Il y a ~~un~~ an, le nombre d'offres atteignait 114 500 en données corrigées et 104 800 en données brutes.

■ **Augmentation de 3,4 % des salaires** ■■ **Chardonnages.** — Les signataires ■■ l'accord salarial pour 1977 (P.O., C.G.C., C.F.T.C. et direction) ■■ décidé ■■ majorer, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1977, les salaires de 3,4 %. Ce qui porte à 10 % l'augmentation, cette année, du traitement ■■ 80 000 mineurs.

■ Les liaisons maritimes franco-britanniques ont été pratiquement paralysées lundi 22 décembre par la grève des car-ferries français lancée par les officiers et marins C.G.T. et C.F.D.T. pour une durée de quarante-huit heures. Dans les syndicats, cette grève générale a connu une ampleur sans précédent.

Au Havre et à Calais, la police a fait évacuer les passerelles de débarquement des campegios étrangers, bloquées par les grévistes.

## DES PAYSANS-TRAVAILLEURS DEMANDENT UNE CONSULTATION DES ÉLEVEURS AU SUJET DE LA TAXE SUR LE LAIT

La F.N.S.S.M. est le fer de lance de ceux qui veulent bien appliquer à tout prix la taxe de corresponsabilité sur la loi de la main-d'œuvre. Nous demandons que les représentants de nos syndicats professionnels de lois, ont expliqué lundi 10 décembre les raisons pour lesquelles les syndicats des paysans-travailleurs, dont une certaine partie, ont refusé de verser la taxe. Le secrétaire général du syndicat agricole de M. Michel, président de la F.N.S.S.M., affirmait que les syndicats d'exploitants agricoles, en communiquant la F.N.S.S.M. à la loi, ont voulu protéger contre les méthodes « inacceptables » employées par les paysans-travailleurs et préciser que cette loi n'est pas une loi de main-d'œuvre, mais une loi de main-d'œuvre stérilisante, la fonction qui n'est pas huit cents mille francs par an. « Un groupement d'agriculteurs s'opposant au fonctionnement de la loi », conclut-il.

● Selon l'indice de la C.G.T., les prix ont augmenté de 1,1 % en novembre. Par rapport au mois de novembre 1978, la hausse de l'indice de la C.G.T. est de 11,1 % et depuis le 1<sup>er</sup> janvier de 10,4 %. Selon la C.G.T., les secteurs les plus touchés par la hausse sont l'habillement (+2,3 %), l'alimentation (+1,3 %) et l'alimentation (+1,3 %).

## L'indemnisation chômage partiel

**L'ALLOCATION MINIMALE  
EST PORTÉE  
A 9.45 F DE L'HEURE**

[illegible]

## LES PROPRIÉTAIRES DE « CHALANDONNETTES » VONT DÉCIDER DE LA SUITE DE LEUR ACTION

Les propriétaires de « chaînes-  
donnettes » du Languedoc-Roussillon  
doivent d'occuper la totalité des  
petites maisons bon marché situées  
de malfaçons (à la Mairie) d'ici  
11-12 décembre doivent aller le  
mardi 13 décembre dans la salle  
de la suite qu'ils comptent donner à  
leur action.

« Les parlementaires de conseil régional [qui] ont été de la question au cours de sa réunion du 12 décembre) ont demandé la mise en place de dispositions immédiates. Dans sa réponse, le préfet de région a reconnu que les graves maux dont les habitants souffrent sont un problème humain qui dépasse le simple conflit de droits individuels. Il a demandé la prise en compte de ces maux dans les propositions pour l'avenir de la région, et que la région ait statué. »

## Création d'un régime complémentaire facultatif de retraite pour les commerçants

A la quasi-unanimité (248 voix pour, contre, 3 nuls), les représentants des 12 millions quatre cent mille commerçants et industriels qui composent le régime de la taxe sur le chiffre d'affaires (ORGANIC) (1) ont voté, le 12 décembre, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 12 décembre, la loi qui crée un régime de retraite complémentaire. Cette décision, qui, auparavant, avait reçu l'aval du Conseil d'Etat, doit être complétée par un décret pour être applicable.

Le nouveau régime de retraite complémentaire, qui vient enrichir la mosaïque des Institutions de retraite françaises, n'a selon l'ORGANIC, aucun équivalent en France. Il est en effet, d'un régime facultatif. Les salariés qui opteront pour la formule discriminatoire prévue pour le calcul des retraites : ceux qui resteront dans le régime bénéficieront d'avantages salariaux que les salariés des autres régimes ne pourront jamais atteindre.

retirer recevront une retraite selon le modèle dit de capitalisation (revalorisation annuelle de 4 % par an).

■ adhérents pourront choisir leur cotisation, ■ 1 500 F à 1 000 F par ■ sommes ■ ne peuvent dépasser 10 % ■ revenus professionnels, ■ mais, en contrepartie, ■ sont ■ impossibles. ■ calculs ■ ORGANIC, ■ maximale, ■ commerçant doit pouvoir ■ une ■ complémentaire égale à ■ qu'il recevra du régime ■ Un tel système, même-t-on, sera équilibré ■ cent cinquante mille personnes ■ acceptant d'y entrer, objectif qui pourrait ■ atteint en quelques ■ années.

Unes. La création d'un régime économique socialiste dans les pays tropicaux et sous-développés avait été envisagée par les dirigeants communistes (ORGANIC) sur celui d'un régime socialiste, notamment un régime unique, « correct », alors que auparavant, l'ORT, alors aux commandes, la possibilité d'un régime unique, la contribution, ce qui est le lieu à de profondes inégalités. En ajoutant au régime de base un système complémentaire, ce qui est prévu par la loi, les commerçants complètent la politique d'alignement, prestations, en la matière incomplète en évitant toute obligation, contrairement à ce qui est formulé par les ouvriers et les formules non-salariées, le monde des choix, puisque la quasi-unanimité désignée l'ont approuvé. Encore faut-il préciser que la représentation CID-UNATI n'ont pas participé à ce vote, ayant d'ailleurs, il y a plus d'un an,

(1) [redacted] de compensation de l'organisation [redacted] nationale de l'industrie et [redacted] commerce.

(2) Le [redacted] cotisations déductibles du revenu imposable au titre des divers régimes [redacted] atteint

**"Ah la la,  
les sociétés pétrolières,  
ne m'en parlez pas!"**

Parlons-en justement.

Votre essence, votre fuel, le butane, le propane, les lubrifiants, les bitumes et une bonne partie de votre électricité, c'est du pétrole. Ce pétrole, ce sont les compagnies pétrolières qui le cherchent. Et qui le produisent. Où qu'il soit : dans les déserts, sous la mer. Parfois, par 100 mètres de fond.

Oui, le nouveau pétrole est de plus en plus difficile à trouver. Et malgré les efforts faits pour économiser l'énergie, les besoins resteront importants.


■ Un mot, vous comptez sur nous pour vous fournir

■ le meilleur prix le pétrole dont vous avez besoin pour

rouler, ■ éclairer, vous chauffer. Et vous ■ raison.

Parlez, vous voyez, il y a des choses dont il vaut

mieux parler. Ne serait-ce ■ pour les mettre au point.



# Le Mikado

**LIVRAISON IMMÉDIATE**

## Allée du Japon - 91 Massy

## 38 appartements de 2, 3 et 4 Pièces

**accès direct R.E.R.**

Châtelet-Massy-Palaiseau  
Bus 119 (au pied de l'immeuble)

**P.I.C. (Crédit Foncier) taux moyen 10,75 %**

**Renseignements sur place : Lundi, Mardi, Mercredi de 14 h à 17 h 30, Samedi et Dimanche de 10 h à 19 h 30. Angle rue Nationale/rue du Japon.**

**OTI.48.21**

une réalisation  
754.6491

**soiap**

**Gérante de la S.C.I.  
Les Points Cardinaux**





**SUISSE**  
VILLARS-SUR-OLLON  
altitude 1.300 m  
**A VENDRE**  
dans domaine privé avec  
environnement protégé  
**APPARTEMENTS**  
DE LUXE  
dans  
**CHALET TYPIQUE**  
5 à 10 appart. seulement  
VUE PANORAMIQUE  
Crédit 70 % sur 20 ans, intérêt 6 %  
Directement du constructeur  
**IMMOBILIER DE VILLARS SUR**  
Case postale 92  
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON  
Tél. 25/31039 et 32206

(PUBLICITE)  
**revue française  
de gestion**  
numéro spécial  
**LE BILAN SOCIAL**  
I. — AXES DE RECHERCHES  
— le champ de la responsabilité sociale de l'entreprise ;  
— la mesure de la responsabilité sociale ;  
II. — PANORAMA DES EXPERIENCES  
— la mise en œuvre du bilan social ;  
— le bilan social, outil d'information ;  
— le bilan social, outil de gestion ;  
III. — LE DOSSIER LA LOI  
240 pages - Prix : 50 francs - Service normal pour les abonnés  
Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion  
des Entreprises  
155, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. 225-70-93

**COLEFAX AND FOWLER  
OF LONDON**  
Les grands spécialistes du Chintz  
ont traversé la Manche  
pour installer leur Chintz-Shop  
2, rue de Furstenberg, Paris 6<sup>e</sup>  
téléphone 325.66.64/70.65

**ABU DHABI**  
**BAHREIN** **DUBAI**  
**DOHA** **MUSCAT**  
**الخطوط الجوية**  
**GULF AIR**  
★★★★★  
le cinq étoiles du transport aérien.  
(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

## DÉMOGRAPHIE

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS SIX ANS

### Le nombre des naissances a augmenté en France en 1977

Les premières estimations de l'INSEE pour 1977 confirment l'arrêt de la baisse de la natalité, dont les premiers signes étaient apparus à la fin de 1975. La France devrait enregistrer cette année au moins 750 000 naissances, c'est-à-dire 30 000 de plus que l'an dernier et 10 000 de plus qu'il y a deux ans. Dans plusieurs pays de l'Europe occidentale, il semble que la forte baisse de la fécondité constatée ces dernières années soit enrayée.

Néanmoins, le niveau de la natalité en France et chez nos voisins reste particulièrement bas : il correspond à moins de deux enfants par couple en moyenne, ce qui n'assure pas le simple renouvellement de la population.

Certes, dans beaucoup de ces pays, la natalité était tombée à un niveau bien plus bas qu'en France, au point qu'en 1976 le nombre des décès l'avait emporté sur celui des naissances de 130 000 en Allemagne fédérale, de 8 000 en Autriche, de 4 000 en Grande-Bretagne, de quelques milliers au Luxembourg. Mais dans le phénomène, il y a déjà une certaine régularité : on a constaté entre des pays dont les taux de fécondité n'étaient pas identiques.

Pour la première fois depuis 1971 le nombre des naissances en France devrait être, cette année, supérieur à celui de l'année précédente. Longtemps, le chiffre avait baissé de 110 000 entre 1975 et 1976 et était tombé à 720 000 en 1976, soit un taux de fécondité de 1,41 pour mille. Dès la fin de 1975 et au début 1976, les démographes avaient constaté un arrêt du mouvement de baisse et même une légère reprise de la natalité. Ce changement d'évolution s'est confirmé cette année, et les spécialistes de l'INSEE estiment à 750 000 au moins le nombre des naissances en 1977, soit un taux de natalité de 1,41 pour mille. Comme l'indiquent les graphiques ci-contre, qui retracent l'évolution annuelle du nombre des naissances pour cent femmes en âge de procréer, à partir des données de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'INSEE, cette augmentation de la natalité traduit un léger relèvement du taux de fécondité, qui passerait de 1,38 à 1,41.

#### Le nombre des mariages diminue

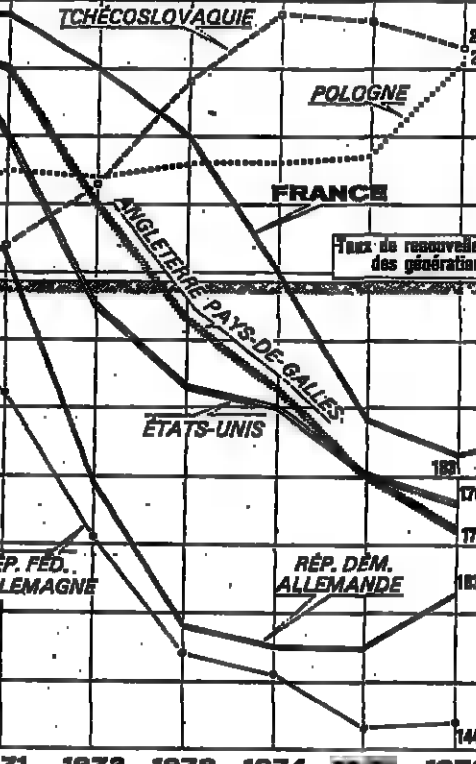
S'agit-il d'un simple coup d'arrêt à un mouvement de baisse qui ne serait pas encore terminé ? L'augmentation du nombre des mariages en 1977 est en effet le huitième consécutif depuis dix ans, phénomène de récupération de naissances différées par les couples en 1974 et 1975, en raison de la conjonction de ces deux années de mariage observé au cours des dernières années (24,6 ans pour les femmes en 1976, 22,4 ans en 1975) paraît interrompre l'âge moyen d'entrée du premier enfant à l'union, c'est-à-dire de baisser.

Autre argument de ceux qui estiment que la baisse de la natalité est loin d'être définitivement enrayée : diverses enquêtes menées en France comme à l'étranger auprès des femmes enceintes montrent que plus d'un tiers d'entre elles n'avaient pas envisagé l'enfant qu'elles attendaient. Une meilleure diffusion des méthodes contraceptives pourrait donc conduire à une nouvelle diminution du nombre des naissances.

#### Un phénomène européen

Cependant plusieurs autres éléments plaident en faveur d'un renversement de tendance, du moins d'une stabilisation de la natalité. D'abord, le fait qu'on assiste à une évolution comparable à celle de la France dans plusieurs pays voisins. Les phénomènes démographiques débordent largement les frontières et apparaissent de plus en plus comme des faits de civilisation même si l'on arrive mal encore à en déceler les causes. Dans tous les pays occidentaux développés on assiste à une reprise de la fécondité à la fin des années 30, phénomène dont la guerre a plus ou moins sensiblement différé les effets. La chute de la fécondité est intervenue exactement à la même époque dans toute l'Europe industrielle de l'Ouest : en 1964-1965, le mouvement s'est accéléré presque partout au début des années 70. Si

#### LE MOUVEMENT DE BAISSÉ DE LA FÉCONDITÉ SEMBLE ENRAYÉ DANS PLUSIEURS PAYS



Le meilleur indicateur de l'évolution démographique d'un pays est l'indice de fécondité, c'est-à-dire le nombre moyen de naissances par femme en âge de procréer. En France, cet indice est passé de 2,55 en 1970 à 1,38 en 1976. Mais il s'agit d'un phénomène plus accidentel que durable : la France n'a connu en 1977 ni hiver rigoureux ni été chaud, et pour la première fois depuis plusieurs années n'a pas été touchée par des épidémies de grippe notamment.

Une baisse durable de la mortalité paraît aux démographes peu probable, sauf découverte médicale majeure. La mortalité infantile est en effet tombée à un taux (12,6 pour mille naissances) qui ne paraît plus pouvoir diminuer sensiblement. La mortalité adulte, compte tenu du bon équipement sanitaire et hospitalier de la France, ne pourrait régresser que par la prévention de certaines causes dont l'origine est bien connue : les accidents de circulation, la bronchite chronique, l'alcoolisme et la cirrhose du foie. Pour le moment, les variations de la mortalité ne peuvent qu'être légères : l'influence de phénomènes climatiques ou épidémiques n'est donc d'autant plus grande.

La conjonction d'une reprise de la natalité et d'une diminution de la mortalité conduirait à une amélioration sensible de la situation démographique de la France en 1977. L'accroissement naturel de la population devrait être de 215 000 personnes, contre 165 000 en 1976 et 184 000 en 1975. Mais pour la deuxième année consécutive, le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre les entrées et les sorties d'étrangers, positif depuis des décennies, devrait être à nouveau nul (le chiffre de moins 30 000 d'abord annoncé comme solde pour 1976 a été ramené à zéro).

En 1977, la cause l'augmentation totale de la population devrait être plus forte que l'an dernier : la France devrait compter près de 53,2 millions d'habitants le 1<sup>er</sup> janvier 1978.

JEAN-MARIE DUPONT.

**Précis du DROIT DE LA SECURITE SOCIALE**  
régimes légaux - régimes complémentaires - chômage  
par Jean-Jacques Dupeyrou  
**70<sup>ème</sup> mille**  
broché, 116 pages, 11,5 x 18 - 72 F (France)  
en vente chez **DALLOZ**  
11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05 - C.C.P. Paris 6551



مكذبا من الأصل



Europe Le Monde THE TIMES LA STAMPA DIE WELT

SOCIAL

# Le partage des revenus en Europe

Le Monde du 23 novembre, nous évalué la contribution des us et de l'industrie manufacturière aux revenus des pays d'Europe. Mais, nous étudions comment la répartition entre les ménages, entreprises et l'Etat avant la libération sous forme d'impôts et d'allocations.

Le plus gros du revenu national va aux ménages — de 75 % en Allemagne à 80 % en France. En Grande-Bretagne, les salaires et les autres revenus des ménages ont la plus grande part dans les trois autres pays. Cette répartition est en partie due au fait que les entreprises des autres pays ont des revenus plus élevés que ceux des entreprises françaises.

En France, les revenus des ménages sont de 80 % du revenu national, contre 75 % en Allemagne et 60 % en Italie. En Grande-Bretagne, les salaires et les autres revenus des ménages sont de 80 % du revenu national, contre 75 % en Allemagne et 60 % en Italie.

En France, les revenus des ménages sont de 80 % du revenu national, contre 75 % en Allemagne et 60 % en Italie. En Grande-Bretagne, les salaires et les autres revenus des ménages sont de 80 % du revenu national, contre 75 % en Allemagne et 60 % en Italie.

cinquième en Allemagne et un septième au Royaume-Uni. La proportion est inférieure à celle que suggère le tableau, du fait que les entreprises d'assurance et les fonds de retraite assurent encore au Royaume-Uni une part substantielle des contributions des entreprises. Dans les trois autres pays, cette part est négligeable.

L'Italie et la France ont d'importantes revenus agricoles, ce qui explique une partie de la contribution des revenus des ménages, mais non la totalité. Le reste traduit la plus forte proportion de travailleurs indépendants dans d'autres domaines, comme le commerce de détail.

En dehors de ces revenus, le secteur des ménages ne reçoit désormais qu'une rétribution négligeable pour l'investissement qu'il a effectué dans l'Etat et dans l'industrie. Seul le Royaume-Uni a encore quelques prévisions à être une économie... capitaliste. Et, même dans ce pays, l'investissement ne représente qu'environ 4 % du total.

En dehors des revenus indiqués dans le tableau, les pensions et autres prestations sociales représentaient 21 % du revenu national.

en France, en Allemagne et en Italie, mais seulement 12 % au Royaume-Uni. Ces chiffres ne figurent pas dans le tableau, car ces sommes sont en grande partie versées par l'Etat à partir de recettes fiscales. Cependant, au Royaume-Uni, 1,5 % environ du revenu national est payé comme retraite par les entreprises d'assurance et les fonds de retraite en échange de contributions et pourrait donc être inclus comme un revenu du capital. Ce qui réduirait encore le chiffre des prestations assurées par l'Etat en Grande-Bretagne. La faiblesse de ce chiffre tient en partie au fait que les impôts indirects y sont moins importants qu'ailleurs, ce qui signifie que les retraités n'ont pas besoin d'une aussi forte proportion du revenu national. Ce pourcentage augmentera, car le gouvernement britannique a l'intention de

faire appel davantage à la fiscalité indirecte. Rappelons que la plus grande proportion de services de santé et autres services sociaux sont au Royaume-Uni fournis en nature plutôt que contre remboursement.

En dehors du secteur des ménages, les entreprises reçoivent de 5 % à 15 % du revenu national comme recettes, qu'elles utilisent essentiellement pour le paiement des impôts et l'investissement.

La France est le pays où le gouvernement prélève le plus de revenus par la fiscalité indirecte, et l'Italie celui où il en prélève le moins. Mais les faibles impôts italiens sur la consommation sont compensés par une très lourde fiscalité sur la main-d'œuvre.

JAMES ROTHMAN.

## Revenus avant impôts directs et prestations (en % du total)

	Allemagne	France	G.-B.	Italie
Salaires et appointements bruts (1)	48	46	58	42
Versements des employeurs à la Sécurité sociale	18	13	8	17
Loyers et travail indépendant (2)	15	22	11	21
Intérêts nets, dividendes, etc. (3)	3	2	4	néant(4)
Transferts à des sources non versées (4) ou en provenance	-1	néant	néant	néant
Total du secteur des ménages	74	78	83	80
Entreprises et établissements financiers	15	9	9	5
Impôts publics indirects, moins subventions	11	13	9	-7
Revenus de l'Etat	1	néant	néant	néant
Différence pour arrondir à 100	-1	néant	néant	néant

SOURCE : Tableaux séparés des comptes nationaux 1970-1975. Bureau statistique des Communautés européennes. Les chiffres britanniques ont été mis à jour à partir de données fournies par le Central Statistical Office. Les chiffres allemands sont pour l'année 1974, le reste pour 1975.

(1) Y compris les contributions des salariés à la Sécurité sociale et le partage des bénéfices.  
(2) Autres que les loyers fonciers qui sont inclus dans intérêts nets, etc.  
(3) Intérêts nets, loyers, etc., avant impôts.  
(4) Néant : moins de 0,51 %.

INVESTISSEZ EN BEAUTE...

Jean Mick

Le Spécialiste des pierres précieuses.  
DIAMANTS, EMERAUTES, RUBIS, SAPHIRS.  
100 rue de la République, 75001 Paris - Tél. : 225.85.68 - 225.05.71

## AMERICAN EXPRESS : une entreprise internationale au service des Français qui voyagent

American Express est une banque propose, comme les autres établissements financiers de France, la gamme des financements. Sa connaissance approfondie des économies nationales, mise grâce à ses 77 agences, 31 pays lui permettent d'aider les industriels français à exporter et à investir à l'étranger.

American Express est aussi une banque de voyage qui se charge de tous les détails de votre séjour touristique, d'affaires, d'un voyage de plaisir ou d'un congrès. À 100 kilomètres ou à l'autre bout du globe, à plus de 650 agences réparties dans 125 pays.

American Express offre encore des services de voyage, le seul objet d'achat parce qu'on ne peut pas en avoir trop. Il est presque universellement accepté dans les sept monnaies où il est libellé : dollar, dollar canadien, sterling, franc, franc suisse, deutschemark, yen.

American Express, c'est enfin une banque de paiement acceptée comme de paiement par 400.000 établissements dans le monde. Une carte suffit pour payer tous les services dans toutes les monnaies.

Les origines purement américaines, puisqu'elle est née, en 1850, États-Unis, la compagnie American Express s'est d'abord mise à la tête des voyageurs américains. En 1895, la compagnie piqua son nez à Paris, au 6 de la rue Halévy.

POUR CEUX  
QUI BOUGENT

Aujourd'hui, l'Europe s'est lancée dans la compétition internationale. Les frontières sont tombées. Les

styles de vie ont été bouleversés. Les Français éprouvent, de plus en plus, le besoin de rencontrer les autres. Ils ont besoin de voyager, de vendre et d'acheter au loin. On se déplace, on loge et on dépense hors de sa ville plus souvent qu'en son pays natal. L'assouplissement des contrôles des changes a donné à American Express l'occasion de prouver aux Français qu'elle était faite pour eux.

Pour la banque American Express, la démonstration a été facile à faire, car il s'agissait de l'une des plus vieilles banques étrangères installées en France. Sa clientèle est composée surtout d'entreprises françaises et européennes. Les firmes américaines représentent à peine un quart de ses clients.

Les cent soixante-dix personnes qui travaillent dans les six agences d'Antibes, de Cannes, de Monte-Carlo, de Nice et deux à Paris, sont en majeure partie de nationalité française. Elles connaissent sur le bout du doigt les exigences des entreprises exportatrices.

La direction de la banque American Express est très décentralisée, ce qui permet à sa direction en France de résoudre sur-le-champ les problèmes de ses clients : crédits COFACE à court et moyen terme, crédits d'accompagnement, montage de financement pour des contrats de travaux publics, crédits à moyen terme pour les filiales étrangères, transferts de fonds, etc.

Les cent trente employés de l'agence de voyage American Express sont tous de nationalité française à l'exception de deux Américains. Ses services sont excellents dans la mesure où des tarifs très internationaux, mais ils connaissent aussi bien les prix de la S.N.C.F. que ceux des lignes aériennes nationales.

Les agences de Cannes, du Havre, de Lyon, de Monaco, de Nice et les deux de Paris mettent à la dispo-

sition de la clientèle des services centraux spécialisés dans le tourisme, le déplacement d'affaires, le voyage de groupe et les congrès. Cette organisation peut fournir au client, en quarante-huit heures, un devis détaillé pour l'organisation d'un congrès.

### PARTOUT CHEZ SOI

Quinze Français s'emploient à développer l'usage du chèque de voyage American Express totalement garanti contre la perte ou le vol. Depuis 1973, le chèque libellé en francs français convertibles évite à ceux qui se rendent en Grèce, en Turquie ou au Moyen-Orient, par exemple, de multiplier les changes de francs en dollars et de dollars en monnaie locale. Ils économisent une commission de change.

Enfin, c'est cinquante personnes gèrent les cent vingt-cinq mille cartes de crédit American Express françaises. L'engagement des professionnels libéraux et des cadres pour cette formule de paiement est telle que le nombre de porteurs s'accroît au rythme de plus de 50 % par an. Le marché français des cartes American Express est désormais le deuxième d'Europe après le marché britannique.

La force d'American Express provient de ce qu'elle a su intégrer à la vie économique de chaque pays. Ainsi, en Belgique, on en Egypte, elle se trouve partout dans un pays lointain, mais chez elle. Et elle fait profiter ses clients du capital de confiance et d'expérience qu'elle a su y gagner. Le fait d'être client d'un des quatre services American Express permet de bénéficier de l'aide de toute la compagnie. Par exemple, sur présentation de leurs chèques de voyage American Express, des hommes d'affaires ont pu modifier leur itinéraire aérien : l'agence American Express d'Athènes

a-t-elle accepté un changement de billet d'avion que les autres agences refusaient de faire.

Le commerçant peut accepter sans réserve — mais non sans vérification — les paiements au moyen de la carte ou de chèque de voyage American Express. Il sait que la compagnie lui remboursera le montant du règlement. Et cela d'autant plus vite qu'il sera titulaire d'un compte courant auprès de la banque American Express.

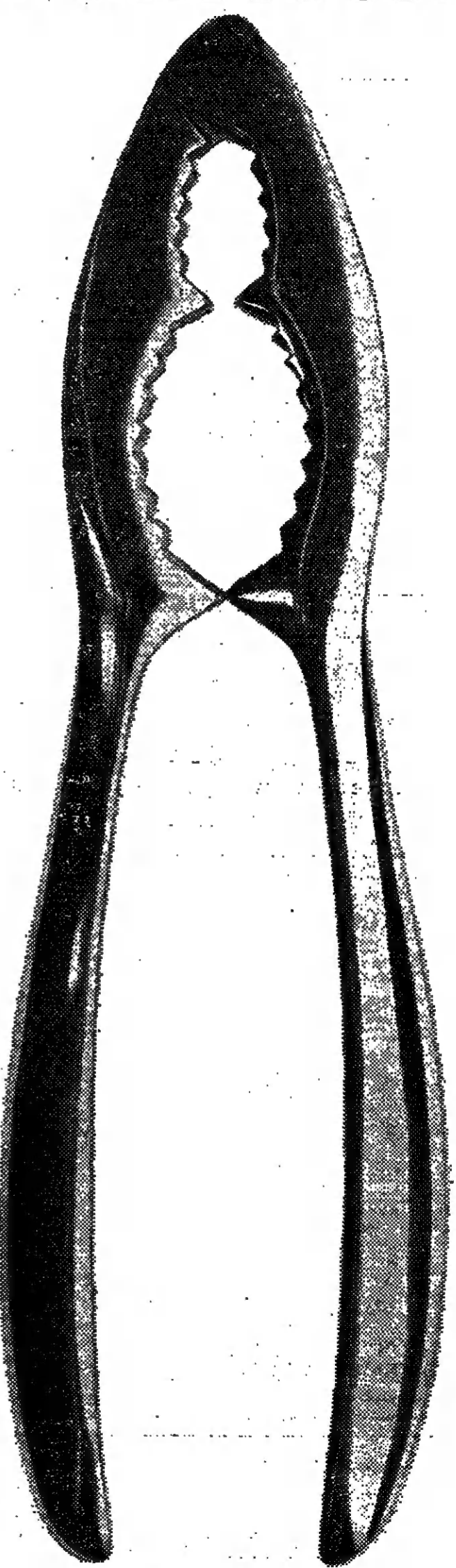
Les entreprises exportatrices peuvent se reposer sur l'agence de voyage et sur la banque American Express. Les services de celles-ci organiseront leurs voyages de prospection et feront le maximum pour les aider à remporter des marchés. La banque American Express a participé aux financements du tronçon camerounais de l'autoroute transafricaine, d'un hôtel à Libreville (Gabon) et de l'exportation de turbines aux Philippines.

American Express met à la disposition de sa clientèle son puissant réseau de télécommunications et de télécommunications. Grâce aux terminaux d'ordinateurs, la vérification de la crédibilité d'un porteur de carte, la recherche des numéros de chèques de voyage perdus ou le transfert dans la journée de millions de francs est un jeu d'enfant.

Parce qu'American Express, c'est la France, mais aussi le monde entier, parce que ses quatre divisions — Chèques, Carte, Agence de Voyage et Banque — travaillent en permanence de concert, le voyageur français se sentira partout aidé, partout en sécurité, partout chez lui.

Pour tous renseignements s'adresser : 11, rue Serpente 75001 PARIS Tél. : 702-75-00, poste 232.

## CADEAUX: CHRISTOFLE A TOUJOURS UNE IDÉE POUR VOUS.



Christofle

Boutique Christofle aux Galeries Lafayette :  
une sélection d'objets raffinés  
pour votre table et celle de vos amis.  
Casse-noix métal argenté, longueur 15 cm

100

Galleries Lafayette



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### ÉTABLISSEMENTS ARBEL

#### AUGMENTATION DE CAPITAL

Messieurs les actionnaires sont informés que le conseil d'administration, usant de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juillet 1977, a décidé, dans sa séance du 10 novembre 1977, de porter le capital social de 37 millions 871.200 F, son montant actuel, à 47 millions 329.000 F par la création et l'émission de quatre-vingt-quatre mille six cent soixante-dix-huit actions nouvelles de 100 F nominal à souscrire en numéraire, créées jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1978, début du prochain exercice.

**Droit de préférence :** A titre irréductible et raison d'une action nouvelle pour QUATRE actions anciennes et à titre réductible.

**Le droit de souscription** est représenté par le coupon n° 72 des actions actuelles.

**Pris d'émission :** 110 F par action, payable en totalité lors de la souscription tant pour les actions souscrites à titre irréductible que réductible.

**Durée de la souscription :** Du 13 décembre 1977 au 13 janvier 1978 inclus.

Les souscriptions et versements sont reçus dans tous les guichets (agences et bureaux permanents en France), des établissements suivants : Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, M.M. Lazard Frères et Cie, Banque Calbert Dupont R.S.D., Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, Caisse centrale des banques populaires.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 77-104 en date du 29 novembre 1977 de la Commission des Opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

(B.A.L.O. du 5 décembre 1977.)

### SITRACO

La presse a fait état récemment du dépôt de bilan de la société Schwartz-Baumont et de sa filiale Coupe-Ruge, qui ont été admises au bénéfice du règlement judiciaire en date du 30 novembre 1977, avec désignation d'un syndic.

La société Sitraco, du groupe Schwartz-Baumont, ainsi que Sitrapo, sa filiale, continuent leurs activités comme par le passé, dans le cadre de l'assistance de gestion confiée par le tribunal aux constructions métalliques de Provence, qui disposent également d'une option d'achat de la majorité du capital.

### PHILIPS

La société déclare un dividende intermédiaire de 6 % au titre de l'année 1977 (inchangé par rapport à l'année précédente).

## ÉTRANGER

### RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE AU JAPON

De notre correspondant

Tokyo. — L'objectif de croissance économique (+ 6,7 %) qui s'était fixé le gouvernement japonais pour l'année fiscale 1977 (qui s'achèvera en mars 1978) ne sera pas atteint, a annoncé lundi 12 décembre le conseil inter-ministériel chargé des affaires économiques, présidé par M. Miyasawa, directeur de l'agence de planification. Le gouvernement estime maintenant que la croissance pour 1977 ne dépassera pas 5,5 %. Encore ce taux paraît-il sujet à révision dans la mesure où il ne tient pas compte, dit-on, de l'agence de planification, de l'effet déflationniste de la hausse du yen.

Le budget supplémentaire que prépare actuellement le gouvernement (rassemblant l'ensemble d'une valeur de 5,3 milliards de dollars, pour les trois premiers mois de 1978) n'aura pas d'effet immédiat. Aussi M. Komoto, ministre du commerce et de l'industrie, a-t-il déclaré que le taux d'expansion ne dépasserait pas 4,9 % sur l'ensemble de l'année.

Le gouvernement n'a pas encore fixé le rythme de croissance pour l'année fiscale 1978, ce qui ne facilitera pas la tâche de M. Ushiba, ministre d'Etat chargé des relations économiques avec l'étranger, qui se trouve actuellement à Washington pour présenter aux Américains un plan à huit points destiné à remédier à l'équilibre du commerce japonais avec les États-Unis, plan déjà jugé insuffisant par beaucoup, à commencer par M. Ushiba lui-même qui ne l'a pas caché avant son départ pour Washington.

PHILIPPE PONS.

### LE FIDA S'INSTALLE A ROME

Les représentants de quatre-vingt-onze États se sont réunis à Rome du 13 au 16 décembre, pour le premier conseil de gestion du Fonds international de développement agricole (FIDA). Ce fonds, dont la création a été décidée lors de la conférence mondiale de l'alimentation, en novembre 1974, est doté de 1 milliard de dollars, souscrit à égalité par les pays industrialisés et les pays exportateurs de produits agricoles.

Agence spécialisée des Nations unies, dont le siège provisoire est à Rome, il a pour rôle de financer les investissements destinés à développer la production alimentaire des paysans pauvres du tiers-monde. Il est dirigé par un ingénieur agronome membre de la famille royale saoudienne, M. Al Sudairi.

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de M. Vanneste, publié dans « Le Monde » de l'économie du 13 décembre, à propos du boom pétrolier mexicain, il fallait lire que le gisement de Chiapas aux États-Unis aurait 1 350 (et non pas 1 150) kilomètres de long. Quant au gisement des réserves de 2 à 14 milliards de barils, il s'agit des réserves prouvées.

### ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● **Le coût de la vie en Allemagne fédérale** a augmenté de 0,1 % en novembre par rapport à octobre. En un an, la hausse du coût de la vie est de 3,7 %. L'Office fédéral des statistiques indique que la baisse de l'indice des prix alimentaires (- 0,8 % en un mois et - 2,8 % en un an), explique la faible hausse globale de novembre.

### CANADA

● **Le ministre des finances du Québec, M. Jacques Parizeau, qui termine par Paris une visite en Europe occidentale (Zurich, Genève, Londres) destinée à sonder les milieux bancaires sur les possibilités d'emprunt pour le Québec, a déclaré, le 9 décembre, que, si sa province se séparait du reste du Canada, elle pourrait émettre sa propre monnaie. Mais cette éventualité ne serait retenue, a-t-il ajouté, que si le Québec indépendant ne pouvait pas garder une monnaie commune avec Ottawa.**

Selon M. Parizeau, « un des paradoxes de la situation actuelle est que le Québec et le gouvernement canadien s'opposent sur le plan politique, mais s'entendent bien sur le plan économique ».

### ESPAGNE

● **Le rythme de l'inflation a diminué en Espagne, selon les derniers chiffres officiels.** Les taux de 1,3 % et de 1,5 % constatés pendant ces deux mois ont été inférieurs à ceux de juillet et d'août où ils avaient dépassé 3 %. Les autorités comptent boucler l'année avec une inflation de 2 % légèrement moindre que la prévision initiale (3 %).

En revanche, le nombre des chômeurs s'est nettement accru entre le deuxième et le troisième trimestre : 771 100 fin septembre, soit 5,88 % de la population active, au lieu de 679 000 fin juin, ce qui représente une augmentation de plus de 14 % en trois mois. Les moins de vingt-cinq ans forment plus de la moitié (54 %) des chômeurs. — (Corresp.)

### MAROC

● **Un renforcement de la coopération franco-marocaine a été évoqué ces jours derniers à Rabat par M. René Monory, ministre français de l'Industrie, lors de ses entretiens avec le premier ministre marocain et d'autres membres du gouvernement chérifien.** Il concerne notamment l'industrie de l'uranium, la sidérurgie, les phosphates, les sucreries, les cimenteries, les télécommunications et l'automobile. Dans ce dernier domaine, indique M. Monory au terme de sa visite — écourtée le 10 décembre par les grèves de l'É.D.F. — le Maroc compte développer les chaînes de montage. Le groupe Citroën s'engage à engager des pourparlers pour le montage, sur place, de camions. — (Corresp.)

### M. Pierre Méhaignerie estime satisfaisantes les propositions de la Commission européenne sur les prix agricoles

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). — Les propositions de la Commission européenne concernant les prix agricoles à appliquer au cours de la prochaine campagne conviennent au gouvernement français. Celles visant à mieux aider et organiser les régions agricoles méditerranéennes de la C.E.E. lui paraissent insuffisantes. C'est en substance ce qu'a déclaré M. Méhaignerie lors du premier tour de table qu'il a consacré, lundi 12 décembre, les ministres de l'Agriculture des Neuf aux propositions de la Commission.

Il faut comprendre que les propositions de prix de la commission ne sont pas contraignantes pour la France. La forte dépréciation du franc, qui n'a encore été que très partiellement répercutée sur les prix agricoles — une première dévaluation de 2,5 % du « franc vert » va intervenir le 1<sup>er</sup> février, — donne au gouvernement une marge de manœuvre importante : s'il juge insuffisant l'ajustement des prix résultant des décisions prises à Bruxelles, il pourra, sans que personne puisse s'y opposer, offrir davantage aux agriculteurs en procédant à une correction monétaire supérieure aux 2 1/2 % préconisées par la Commission.

Paradoxalement cette année c'est ce que vont faire ses partenaires qui intéressent le plus le gouvernement français. Accepteront-ils les corrections monétaires demandées par la Commission ? Nous estimons important, a souligné lundi M. Méhaignerie, que l'ajustement des prix communs « soit accompagné d'un effort sensible pour réduire les distorsions nées du niveau et du système des montants compensatoires monétaires ».

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Res + Hart	Rep + ou Dep	Rep + ou Dep	Rep + ou Dep
\$ U.S. ...	4,8090 4,8120	+ 185 + 125	+ 225 + 235	+ 675 + 715
\$ can. ...	1,3330 1,3370	+ 50 + 110	+ 180 + 210	+ 570 + 610
Yen (100) ...	1,8875 1,8925	+ 70 + 100	+ 170 + 220	+ 570 + 610
D.M. ...	2,2320 2,2340	+ 180 + 120	+ 220 + 260	+ 710 + 750
Florin ...	2,6880 2,6910	+ 45 + 55	+ 90 + 130	+ 330 + 370
F.B. (100) ...	14,1850 14,1900	+ 50 + 100	+ 100 + 150	+ 450 + 500
F.S. ...	2,5510 2,5540	+ 150 + 180	+ 280 + 310	+ 900 + 930
L. (1 000) ...	5,4300 5,4350	+ 200 + 250	+ 300 + 350	+ 1 050 + 1 100
£ ...	5,8275 5,8325	+ 200 + 270	+ 450 + 530	+ 1 250 + 1 350

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	3 5/8	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4	2 7/8
D.M. ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
\$ U.S. ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
Florin ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.B. ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.S. ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000) ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
£ ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
Fr. franc ...	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Reservation : 225.99.06+

**IRAN AIR**  
Orly Sud

**PARIS-LONDRES.**

BOEING 747 SP : Mercredi - Dimanche 11 h 00

BOEING 747 : Vendredi 11 h 00

BOEING 707 : Lundi 11 h 00


**30, av. George V Paris 8<sup>e</sup>**

Face Hôtel George V

**3600 m<sup>2</sup>**  
de bureaux divisibles  
— leasing —

CABINET  
**AUGUSTE-THOUARD**  
immobilier d'entreprise  
17, rue d'Alsace - 75008 Paris  
Téléphone 265.54.07

**emprunt Ville de Paris**  
décembre 1977



taux de rendement actuariel brut 11,09 %

émission à partir du 12 décembre - clôture sans préavis

**DIAMANTS — SAPHIRS — ÉMERAUDES — RUBIS**

**GODECHOT & PAULIET**  
Diamantaires  
Depuis 1829

ACHAT — VENTE — EXPERTISE  
OCCASIONS

86, avenue Raymond-Poincaré - PARIS 16<sup>e</sup>  
Métro V-Hugo Parking Foch 727.34.90

Tous les jours de 9 h 30 à 12 h - de 14 h à 19 h

مكتبة من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — Entrevues avec Cornelius Castoriadis (11).
- 3-4. ÉTRANGER — La préparation de la conférence de Caire.
4. DIPLOMATIE
- 5-6. AFRIQUE — LA CRISE RHODÉSIENNE — M. Nkomo s'est laissé convaincre par M. Maguabane de ne pas aller négocier à Londres.
- POINT DE VUE : « L'Algérie que nous avons faite », par André Mendouze.
7. AMÉRIQUES
8. EUROPE — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : une nouvelle affaire d'espionnage.

### NOUVELLES CAPITALES DE L'EUROPE

- PAGES 9 à 16
- La régionalisation permettra aux Européens d'être maîtres chez eux, nous déclare M. Léon Delbecq.
  - Une infrastructure économique profondément déséquilibrée.
  - La parodie du bilinguisme.
  - Une histoire tourmentée.

### 15-18. POLITIQUE

- Le débat au sein de la gauche.
- Les discussions au sein du courant écologiste.

### 18-19. DÉFENSE

### 20-21. SOCIÉTÉ

- Le projet de loi « informatique et libertés » devant l'Assemblée nationale.
- Un président de société devant la cour d'appel de Paris.
- TÉMOIGNAGE : L'assassinat de monsieur K., par Françoise Segon.

### 22. ÉDUCATION

### SPORTS

### 24. L'ÉVÈNEMENT

- Les nouvelles techniques de composition des journaux.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- PAGES 25 ET 26
- Dix ans de mesures de la dimension des particules.
  - Les prix de l'Académie.

### 26-27. ACTUALITÉ MÉDICALE

### 27. RELIGION

### 28 à 31. ARTS ET SPECTACLES

- EXPOSITIONS : statues de bois en pavillon de Flore.

### 41-42. RÉGIONS

- Charente-sur-Lyon, ancienne capitale de la charentaise.

### AU CONSEIL DE PARIS

- L'équilibre du budget dépendra de la bonne volonté de l'Etat.

### 43 à 47. ÉCONOMIE - SOCIAL

- DÉMOGRAPHIE : pour la première fois depuis dix ans, le nombre des naissances a augmenté en France.

### EUROPA : le partage des revenus en Europe.

### LIRE ÉGALÉMENT

- RADIO-TELEVISION (21) : Annoues classées (32 à 40) ; Aujourd'hui (22) ; Carnet (23) ; Journal officiel (24) ; Télévision (25) ; Mots croisés (26) ; Sources (27).

Le numéro du « Monde », daté 13 décembre 1977 a été tiré à 581 918 exemplaires.

(PUBLIOTTI)

1200 mach. à écrire en discount/Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Remington, Adler, Brother, Ricoh, Smith-Corona, etc.

Simplex (200 F) ou non, toutes en poids plume. Si styles de caractères, signes spéciaux. Duriez vend en discount et en direct sans représentant.

Certains modèles sont surstockés, d'autres sont livrés à la commande. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans huit jours et non satisfait. Quantités limitées. 132, bd Saint-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

A B C D E F G

## En Éthiopie

### LES MAQUISARDS ÉRYTHREENS ONT LANCÉ UNE VASTE OFFENSIVE CONTRE MASSAOUAH

L'Éthiopie pourrait subir, dans les prochains jours, son plus grave revers militaire en Érythrée depuis le déclenchement de la guerre en 1963. Le Front populaire de libération (F.P.L.E.), l'un des deux mouvements luttant pour l'indépendance de l'ancienne colonie italienne rattachée à l'Éthiopie en 1949, affirme en effet s'être emparé d'une partie du port stratégique de Massaouah, sur la mer Rouge. Un porte-parole du F.P.L.E., à Rome, M. Esmad Debasal, a déclaré lundi soir 12 décembre, que les combattants du Front, après avoir conquis la ville de la semaine dernière, les villes de Dogali et Dongo, contrôlaient l'axe routier reliant ce port à Assab, avaient lancé une offensive contre Massaouah et se seraient déjà assurés le contrôle d'un des quatre quartiers de la ville.

Des combats au corps à corps font rage depuis quatre jours dans les rues, a-t-il précisé. Les troupes gouvernementales et leurs conseillers urbains s'opposent à se replier dans les casernes, mais les forces de l'État ont été repoussées. Trente-cinq chars éthiopiens auraient été capturés par les maquisards.

## AU CONSEIL RÉGIONAL DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

### Les élus refusent, pour l'instant, de financer le plan de développement gouvernemental

De notre correspondant

Montpellier. — C'est dans un climat orageux que s'est tenu, lundi 12 décembre, le conseil régional du Languedoc-Roussillon, sous la présidence de M. Edgar Tallades, sénateur du Gard (P.S.).

Devant la préfecture, trois délégations de « chalandonnaises », qui demandaient réparation des malheurs, des enseignants du lycée d'enseignement professionnel de Carcassonne, qui réclamaient l'agrandissement de leur établissement, et des habitants du canton de Béziers qui craignent pour l'emploi dans le bassin minier des Cévennes. Ces délégations furent reçues à la préfecture par le bureau du conseil régional.

À l'intérieur de la préfecture, le programme d'action gouvernemental en faveur du Languedoc-Roussillon a subi les vives attaques des élus communistes qui l'ont rejeté au bloc, et des socialistes et radicaux de gauche, qui se sont montrés plus nuancés.

M. Robert Jonis, conseiller général du Gard (P.O.), a déclaré : « Nous ne sommes pas des marchands d'illusion. Nous ne cautionnerons pas ce plan qui a pour objectif de faire payer une population déjà ruinée. »

Pour les socialistes, M. Georges Frêche, député du Gard et maire de Montpellier, a commenté les mesures des pouvoirs publics avec dureté : « Je ne pense pas que ce projet sauve la région. Il s'agit d'une opération pour permettre aux candidats de la majorité en partition dans la région d'avoir un semblant d'activité. »

M. Frêche s'est toutefois refusé à rejeter au bloc le plan de développement gouvernemental au sein

du conseil régional. Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a voté, à l'unanimité, une motion de soutien au plan de développement gouvernemental.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

En réponse, M. Maurice Lambert, député de la région, a précisé qu'on ne pouvait à la fois reprocher au gouvernement de ne rien faire et, prétendre, lorsqu'il agit, que les mesures prises sont décevantes. Des initiatives pourront éventuellement être apportées.

Une motion du parti socialiste et des radicaux de gauche fut adoptée par ces derniers, les communistes et les représentants de la majorité s'abstenant. La motion renvoie les décisions à la session budgétaire de janvier.

## En Argentine

### DEUX RELIGIEUSES FRANÇAISES ONT ÉTÉ ENLEVÉES PAR DES INCONNUS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Deux religieuses françaises des missions étrangères ont été enlevées les 8 et 10 décembre à Buenos-Aires par des inconnus armés, apprenant de source diplomatique française. Il s'agit de Mme Alice Dommen, en religion Sœur Alicia, enlevée à la porte d'une école le 8 décembre par des hommes armés, et de Mme René Duquet, en religion Sœur Léonie, emmenée par quatre inconnus le 10 décembre, de son domicile de la paroisse Saint-Paul.

Ces religieuses, toutes deux originaires du Doubs, semblent avoir été en rapport avec le groupe de femmes argentines, mères ou parraines d'un nombre non précisé de disparus, et qu'on a surnommé « les mères officielles ». Les filles de la place de Mayo, lieu où elles manifestent tous les jeudis depuis six mois pour exiger d'être informées sur le sort des leurs.

Le consul général de France est intervenu auprès du ministère des affaires étrangères et auprès de la police argentine. Il a également informé la nonciature des deux disparues. Un porte-parole de la police fédérale a déclaré, officiellement, que ses services n'avaient pas procédé à l'arrestation de ces personnes.

## La restructuration de l'industrie des engrais

### Rhône-Poulenc est candidat au rachat des actifs du groupe Gardinier

Nouvel épisode au long feuilleton de la restructuration de l'industrie des engrais en France : Rhône-Poulenc s'apprête à déposer sa candidature en vue de racheter les actifs du groupe Gardinier en France, qui s'était récemment entendu avec le hollandais U.I.E. (Chie van Kuntze-fabriek N.V.) pour lui en céder le contrôle.

Rhône-Poulenc proposerait de racheter les actifs du groupe Gardinier de maintenir les liens nœuds avec la coopération agricole. Ce dépôt de candidature est fait en plein accord avec PUK, qui détient l'autre moitié du capital de la GESA.

Envisagé en scène de Rhône-Poulenc n'est pas à proprement parler une surprise. Ferme opposé à la prise de contrôle de Gardinier par U.I.E., les pouvoirs publics, depuis le dépôt de la demande d'investissement faite le 3 octobre dernier par le groupe hollandais, recherchent activement une solution française. Elle aurait vu venir la GESA (98,5 % Pierrefrère-Aubry, 32,5 % Total). Mais il aurait fallu des fonds trouver des partenaires pour reprendre les unités de Gardinier.

Reste maintenant à savoir quelle sera la réaction d'U.I.E., disposé à y avoir quelques semaines à faire jouer tous les ressorts des règlements communautaires pour reprendre le contrôle de Gardinier. A Heerlen, au siège du groupe D.E.M. actionnaire à 70 % d'U.I.E., on se borne à déclarer que « rien n'est encore joué dans cette affaire ». De leur côté, les frères Gardinier, eux aussi fermement décidés à voir aboutir leur accord avec U.I.E., en savent plus à l'avance. « Nous serons impliqués à toute proposition », nous a déclaré M. Xavier Gardinier.

Dernier point : où Rhône-Poulenc, dont la situation financière n'est guère florissante, trouvera-t-il l'argent (environ 150 millions de francs) pour racheter les actifs Gardinier en France ? Selon certains avis autorisés, l'Etat pourrait être amené à fournir un soutien financier au groupe chimique.

ANDRÉ DESSOT.

## NOUVELLES BRÈVES

Le conseil des ministres de l'agriculture des Pays-Bas a autorisé le 13 décembre la France à dévaluer le franc vert de 2,5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Paris avait pris cette décision le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Elle se traduira par une diminution des montants compensatoires monétaires applicables à la France qui passeront de 16,9 % à 14 %.

Les prix de gros au Japon ont baissé de 0,7 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1977) comparé à novembre 1976, l'indice a baissé de 0,9 %. Cette diminution s'explique en partie par l'appréciation du yen.

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

## L'ESPAGNE EXPULSE LES ARGENTINS ET LES ITALIENS IMPLIQUÉS DANS L'ENLÈVEMENT DE M. REVELL-BEAUMONT

Le ministre de l'Intérieur espagnol a déclaré, lundi 12 septembre, l'expulsion sous quarante-huit heures des sept ressortissants argentins et d'un citoyen italien accusés d'avoir participé à l'enlèvement de M. Lechano Revel-Beaumont, ancien directeur général de Fiat-France, enlevé le 12 avril à Paris et libéré le 11 juillet. Un porte-parole du comité créé pour s'opposer à l'expulsion des huit inculpés a annoncé, ce mardi 12 décembre, cette expulsion dont le délai expire mercredi 14 décembre à 11 heures GMT. Le tribunal d'audience de Madrid avait rejeté, le 5 décembre, la demande d'extradition formulée par la France (« le Monde » des 7 et 8 décembre) à l'encontre de ces suspects.

Le même tribunal avait, ce mardi 12, mais autre demande d'extradition présentée par le gouvernement argentin à l'encontre de l'un des huit argentins, M. Victor Oscar Castillo, pour des faits antérieurs à l'enlèvement de M. Revel-Beaumont.

« L'HUMANITÉ » « DÉPLORE » QUE L'ÉCRIVAIN HANS JOACHIM SCHADLICH AIT DU QUITTER LA R.D.A.

L'écritain est-allemand Hans Joachim Schädlich, à qui les autorités de la R.D.A. avaient tout d'abord refusé l'autorisation d'émigrer, a finalement pu quitter Berlin-Est à la fin de la semaine dernière pour Berlin-Ouest, puis Hambourg. A-t-il obtenu de nouvelles publications ? Schädlich est un écrivain très connu en Allemagne fédérale grâce à un roman de nouvelles publié à Hambourg et dont Günter Grass a déclaré qu'il s'agit de « l'œuvre la plus marquante écrite en allemand ces dernières années ». Ces nouvelles d'un style très satirique, avaient valu à Hans Joachim Schädlich l'interdiction de publier ses œuvres en République démocratique allemande.

Commentant son départ pour l'Allemagne fédérale, le correspondant du quotidien communiste «Humanität» à Berlin-Est écrit : « Comment peut-il donc se faire qu'un écrivain soit autorisé à publier à l'ouest ce qu'il ne peut dire dans son propre pays ? (...) La politique culturelle de la R.D.A. a nombre d'autres points à l'appui, par exemple, la dégradation de l'éducation, l'accès à la culture pour tous. Elle a ouvert la culture à un bien plus large public, y compris pour la littérature. Mais elle souffre énormément des limitations imposées à la liberté d'expression. (...) Une société socialiste devrait pouvoir supporter, sans même souffrir la critique, l'opposition, la contestation. Comment ne pas déplore que les écrivains qui ont quitté ce pays n'y aient pu trouver leur place ? »

(Lire page 15 les déclarations de M. Knappe sur les problèmes du mouvement communiste international.)

Le conseil des ministres de l'agriculture des Pays-Bas a autorisé le 13 décembre la France à dévaluer le franc vert de 2,5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Paris avait pris cette décision le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Elle se traduira par une diminution des montants compensatoires monétaires applicables à la France qui passeront de 16,9 % à 14 %.

Les prix de gros au Japon ont baissé de 0,7 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1977) comparé à novembre 1976, l'indice a baissé de 0,9 %. Cette diminution s'explique en partie par l'appréciation du yen.

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

## NOUVELLES BRÈVES

Le conseil des ministres de l'agriculture des Pays-Bas a autorisé le 13 décembre la France à dévaluer le franc vert de 2,5 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Paris avait pris cette décision le 1<sup>er</sup> décembre dernier. Elle se traduira par une diminution des montants compensatoires monétaires applicables à la France qui passeront de 16,9 % à 14 %.

Les prix de gros au Japon ont baissé de 0,7 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1977) comparé à novembre 1976, l'indice a baissé de 0,9 %. Cette diminution s'explique en partie par l'appréciation du yen.

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

M. Sergio Romano, premier conseiller puis ministre italien à l'Ambassade d'Italie à Paris depuis 1968, a été nommé directeur général des affaires étrangères italiennes. Au cours d'une réception le 12 décembre à l'hôtel de Brienne, siège de l'Institut culturel italien, les très nombreux amis qu'il était venu dans les milieux les plus divers de la vie française lui ont exprimé leur sympathie.

M. Sergio Romano a publié aux éditions du Seuil, en français, une Histoire de l'Italie, du Risorgimento à nos jours (Le Monde 8 juin).

**pardessus NICOLI**

Toute une sélection de tissus haute qualité depuis 950<sup>F</sup>

Heureusement, il y a encore Nicol pour maintenir le charme de la tradition anglaise du vêtement masculin.

29, rue Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>

**PARDESSUS CACHEMIRE**

865 F - 3 coloris au choix

Avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES**

MESURE dans les choix de 3.000 dimensions à partir de 761 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, Paris (850)

1740 F 3990 F 9900 F

**“Pour mes alliances diamants je suis exigeant sur la qualité des pierres mais souple sur les facilités de paiement”**

**MP**

Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur

“CREDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

**VACHERON CONSTANTIN**

chez **JACQUES TOUR**

VOTRE AMI JOAILLIER

9 BD DES CAPUCINES PLACE DE L'OPERA - 073.48.19

</